



Anciennes et nouvelles classes moyennes turques : émergence, identification, caractérisation et politiques publiques

Didem Asli Danis, Jean-Philippe Berrou, Matthieu Clément, François Combarrous, Dominique Darbon, Burak Gurbuz, Jean-François Pérouse, Eric Rougier

► To cite this version:

Didem Asli Danis, Jean-Philippe Berrou, Matthieu Clément, François Combarrous, Dominique Darbon, et al.. Anciennes et nouvelles classes moyennes turques : émergence, identification, caractérisation et politiques publiques. [Rapport de recherche] Papiers de recherche AFD n° 2019-90, AFD - Agence Française de Développement. 2019. hal-02147511

HAL Id: hal-02147511

<https://hal.science/hal-02147511>

Submitted on 12 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Papiers de Recherche | Research Papers

Anciennes et nouvelles classes moyennes turques Émergence, identification, caractérisation et politiques publiques

Didem ASLI DANIS*

Jean-Philippe BERROU†

Matthieu CLÉMENT**

François COMBARNOUS††

Dominique DARBON†

Burak GÜRBÜZ§

Jean-François PEROUSE††

Éric ROUGIER§§

Janvier 2019

Pour citer ce papier :

ASLI DANIS, D., J.-P. BERROU, M. CLEMENT, F. COMBARNOUS, D. DARBON, B. GÜRBÜZ, J.-F. PEROUSE et E. ROUGIER (2019), "Anciennes et nouvelles classes moyennes turques. Émergence, identification, caractérisation et politiques publiques", *Papiers de recherche AFD*, n° 2019-90, Janvier.

Contact à l'AFD :Anda David (davida@afd.fr)

* Université de Galatasaray

† LAM (CNRS), Sciences Po Bordeaux

‡ LAM (CNRS), Sciences Po Bordeaux

§ Université de Gaziantep

** GREThA (CNRS), Université de Bordeaux

†† Institut Français d'Études Anatoliennes, Istanbul

* GREThA (CNRS), Université de Bordeaux

§§ GREThA (CNRS), Université de Bordeaux

Papiers de Recherche de l'AFD

Les *Papiers de Recherche de l'AFD* ont pour but de diffuser rapidement les résultats de travaux en cours. Ils s'adressent principalement aux chercheurs, aux étudiants et au monde académique. Ils couvrent l'ensemble des sujets de travail de l'AFD : analyse économique, théorie économique, analyse des politiques publiques, sciences de l'ingénieur, sociologie, géographie et anthropologie. Une publication dans les *Papiers de Recherche de l'AFD* n'en exclut aucune autre.

L'Agence Française de Développement (AFD), institution financière publique qui met en œuvre la politique définie par le gouvernement français, agit pour combattre la pauvreté et favoriser le développement durable. Présente sur quatre continents à travers un réseau de 72 bureaux, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète. En 2014, l'AFD a consacré 8,1 milliards d'euros au financement de projets dans les pays en développement et en faveur des Outre-mer.

Les opinions exprimées dans ce papier sont celles de son (ses) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD. Ce document est publié sous l'entière responsabilité de son (ses) auteur(s).

Les *Papiers de Recherche* sont téléchargeables sur : <https://www.afd.fr/fr/ressources>

AFD Research Papers

AFD Research Papers are intended to rapidly disseminate findings of ongoing work and mainly target researchers, students and the wider academic community. They cover the full range of AFD work, including: economic analysis, economic theory, policy analysis, engineering sciences, sociology, geography and anthropology. *AFD Research Papers* and other publications are not mutually exclusive.

Agence Française de Développement (AFD), a public financial institution that implements the policy defined by the French Government, works to combat poverty and promote sustainable development. AFD operates on four continents via a network of 72 offices and finances and supports projects that improve living conditions for populations, boost economic growth and protect the planet. In 2014, AFD earmarked EUR 8.1bn to finance projects in developing countries and for overseas France.

The opinions expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect the position of AFD. It is therefore published under the sole responsibility of its author(s).

AFD Research Papers can be downloaded from: <https://www.afd.fr/en/ressources>

AFD, 5 rue Roland Barthes

75598 Paris Cedex 12, France

✉ ResearchPapers@afd.fr

ISSN 2492 - 2846

Anciennes et nouvelles classes moyennes turques : émergence, identification, caractérisation et politiques publiques

François Combarous, GREThA CNRS, Université de Bordeaux

Didem Asli Danis, Université de Galatasaray

Burak Gürbüz, Université de Gaziantep

Jean-François Pérouse, Institut Français d'Études Anatoliennes, Istanbul

Jean-Philippe Berrou, LAM CNRS, Sciences Po Bordeaux

Matthieu Clément, GREThA CNRS, Université de Bordeaux

Dominique Darbon, LAM CNRS, Sciences Po Bordeaux

Éric Rougier, GREThA CNRS, Université de Bordeaux

Résumé

En Turquie, de nombreux ménages ont connu une amélioration sensible de leurs revenus et une modification conséquente de leur style de vie depuis la série de réformes libérales engagée dans les années 80. Il ne fait aucun doute que la classe moyenne émergente turque constitue un ensemble disparate dont les contours et les différents groupes constitutifs méritent d'être explorés. Notre objectif consiste ici à identifier et à caractériser de la manière la plus précise possible la diversité des groupes constitutifs de la classe moyenne turque et à envisager la façon dont ceux-ci influencent ou sont influencés par les politiques publiques. Nous identifions quatre groupes très distincts au sein de la classe moyenne de revenu turque : (i) la classe moyenne des retraités et inactifs (39 %) ; (ii) la classe moyenne supérieure des employeurs et cadres (17 %) ; (iii) la classe moyenne des travailleurs du secondaire et du tertiaire formel et des « petits patrons » (31 %) ; (iv) la classe moyenne des exploitants agricoles (13 %). Les quatre classes moyennes ainsi identifiées et caractérisées permettent de formaliser de façon multidimensionnelle la diversité et les « fractures » existant au sein de la classe moyenne de revenu en Turquie. Ainsi, il apparaît assez clairement que les deux premières classes s'apparentent, au moins en grande partie, aux « anciennes classes moyennes laïques », plutôt en perte de vitesse et que les deux autres classes s'identifient assez nettement aux « nouvelles classes moyennes conservatrices » émergeant depuis le début des années 2000 en milieu urbain (travailleurs du secondaire et du tertiaire formel, « petits patrons ») comme en milieu rural (exploitants agricoles).

Mots-clés : Classes moyennes, politiques publiques, mobilité sociale

Classification JEL : I3, D31, O2

Version originale : Français

Acceptée : Janvier 2019

Introduction

L'essor et la pérennisation des « classes moyennes » constituent des étapes importantes au sein du processus de développement des nations. Parce qu'elles contribuent par leurs demandes à l'expansion et à la montée en gamme du marché domestique, elles concourent à la croissance du PIB (Matsuyama, 2002 ; Banerjee et Duflo, 2008). Socialement, leur émergence brise le dualisme et l'antagonisme entre une vaste masse de population pauvre et une élite restreinte accaparant richesse et pouvoir et elle révèle le potentiel de mobilité ascendante entre les strates de la société. Cet essor contribuerait ainsi à la construction des consensus nationaux, à la stabilité politique et par extension au renforcement et à la généralisation des aspirations démocratiques (Lipset, 1959 ; Easterly, 2001; Loayza et al., 2012).

Pourtant, ce concept de « classe moyenne » est un concept transdisciplinaire dont l'utilisation et la définition restent largement controversées. De l'approche économique basée sur le revenu à l'approche sociologique basée sur le statut social, de l'approche subjective basée sur la conscience de classe à l'approche managériale basée sur les habitudes de consommation, l'usage du terme demeure bien souvent peu précautionneux et parfois confus.

Ce document a pour vocation d'identifier et de caractériser la ou les classes moyennes turques dans une perspective multidimensionnelle, puis d'analyser leurs comportements et aspirations avant de mesurer les éventuelles implications en termes de politiques publiques de leur expansion ou de leur renforcement.

Même si l'expression « classe moyenne » est très souvent utilisée – voire galvaudée - dans la Turquie d'aujourd'hui, comme chaque auteur tend à la définir à sa façon en fonction de son point de vue disciplinaire ou de ses choix théoriques, le phénomène demeure assez flou. En vue d'assurer sa pleine intégration dans le système capitaliste mondial, la Turquie a été affectée à partir de 1980 par les restructurations néolibérales, au travers de programmes de privatisation, de dérégulation, de systématisation de formes précaires de travail et d'extension de la sphère marchande. Ce processus a entraîné de manière assez inévitable de profondes transformations de la structure sociale. Alors que l'emploi industriel reculait, le secteur des services a enregistré un essor frappant; des secteurs d'activité comme la finance et les médias ont pris plus d'importance. Alors que les activités de production étaient transférées vers les périphéries urbaines, dans les grandes villes a émergé une population diplômée de l'université, travaillant dans le secteur tertiaire, intégrée à des réseaux globaux, et tendant à se distinguer par de nouvelles pratiques de consommation. C'est cette population émergente qui s'est vue affubler en Turquie du qualificatif de « nouvelle classe moyenne » et s'est imposée ces derniers temps dans la littérature en sciences sociales comme un objet d'étude particulièrement affecté. Cependant, même si quand on dit « classe moyenne » dans la Turquie actuelle on désigne principalement un groupe composé de personnes actives en majorité diplômées de l'université et de personnes familières de pratiques de consommation globalisées, il est un autre groupe qui maintenant vient à l'esprit. C'est la nouvelle bourgeoisie conservatrice qui s'est formée dans le système de relations clientélistes, du Parti Démocrate des années 1950 au Parti de la Justice et du Développement (Parti AK ou AKP)

actuel. Celle-ci est en effet aussi appelée « classe moyenne » par certains auteurs. En somme, on peut dire en première analyse que l'expression « classes moyennes » recouvre des réalités passablement différenciées d'un espace social national fortement fragmenté.

L'expression « classes moyennes » renvoie à une catégorie sociale qui fut longtemps négligée ou convoquée de façon détournée ou très politisée. L'historien Feroz Ahmad (2009) montre qu'avant la fondation de la République turque, bourgeoisie et classe moyenne étaient envisagées conjointement dans l'idée de « bourgeoisie turque » promue par le Comité Union et Progrès. La politique de création d'une bourgeoisie nationale, commencée avec le mouvement Union et Progrès et poursuivie au début de la République, s'est appuyée d'un côté sur la consolidation du groupe des petits commerçants et de l'autre sur celle du groupe des bureaucrates et professions libérales. Même si dans son discours la politique économique kémaliste repose sur la fiction d'une société sans classe, fusionnelle, organique et solidaire, dans les faits cette politique n'en a pas moins fait sien l'objectif d'instituer une bourgeoisie nationale indépendante. Cette classe reposant sur le petit capital et la bourgeoisie commerçante peut être considérée comme la base de l'essor de la série de partis de droite inaugurée par le Parti Démocrate (DP) après la Seconde Guerre mondiale (Keyder, 1989).

Jusque dans les années 1980 les classes moyennes ne sont étudiées en Turquie que sous l'angle de la bourgeoisie nationale. Les travaux consacrés aux classes moyennes envisagées sous un autre angle remontent aux années 1990. A cet égard, l'ouvrage de Can Kozanoğlu publié en 1992 fait partie des ouvrages pionniers du renouvellement de l'approche. Intitulé « Cilali İmaj Devri » (L'époque de l'image vernie) il s'intéresse aux échos dans la culture populaire du grand changement qu'ont provoqués le passage à l'économie de marché orientée vers les exportations à l'époque de Turgut Özal (Premier ministre de 1983 à 1987, puis Président de la République de 1987 à sa mort en 1993) et l'articulation aux marchés globaux. Par la suite, d'autres auteurs se sont penché sur la « guerre culturelle » engagée entre les groupes sociaux dont le statut socio-économique s'est élevé avec les changements économiques survenus et ceux dont le statut s'est effondré, ainsi que sur les expressions de cette « guerre » dans les médias, la culture populaire ou la vie quotidienne (Gürbilek, 1999 ; Öncü, 1999 ; Bali, 2002 et Şimşek, 2005). En effet, dans la Turquie qui avait réalisé son entrée accélérée dans l'économie de marché au cours des années 1980, le luxe symbolisé par les biens importés et la consommation ostentatoire ont été analysés comme un effort pour acquérir un statut des « Turcs blancs », manière pour ces derniers de se distinguer des « foules noires » (Bali, 2002). Ces pratiques élitistes et « excluantes » sont d'ailleurs encore souvent évoquées dans les débats politiques d'aujourd'hui.

A la suite de ces travaux de la première génération qui se focalisaient sur les expressions visibles dans le champ culturel de la libéralisation de l'économie et de la globalisation, apparurent des travaux plus soucieux d'examiner d'autres dimensions du phénomène, comme l'extension quantitative des groupes désignés comme « classes moyennes » et les différenciations internes à cet ensemble. Après le début des années 2000, on peut diviser en deux courants majeurs les études consacrées aux classes moyennes. D'un côté les études qui s'intéressent, dans une perspective weberienne, aux questions de statut, de revenu et de consommation, et de l'autre,

dans une perspective plus marxiste, à la précarisation des classes moyennes et au conflit travail/capital.

La popularisation par les médias du concept de classe moyenne s'est faite à l'occasion des événements de Gezi (ou du « soulèvement » de Gazi) en 2013 (Yörük, 2014). Comme si la question soulevée par Gezi était celle de la constitution des classes moyennes en acteur politique à part entière. Aussi, à ce moment, la question des « potentialités politiques » des classes moyennes fut abondamment abordée. Et la question de savoir si Gezi était un mouvement de classes moyennes urbaines fut abordée par un large spectre de spécialistes en sciences sociales aux positions politiques très diversifiées, à l'instar de Keyder (2013) ou Saraçoğlu (2014). Un événement a contribué à rendre encore plus vive cette polémique : la conférence que donna à Istanbul en janvier 2014 Loïc Wacquant. En effet ce dernier, expliquant les protestations pour la défense de la Promenade de Gezi en se référant aux concepts de capital selon Bourdieu, a désigné la « nouvelle bourgeoisie culturelle » comme l'acteur principal des événements. Cet argument de Wacquant fut ensuite abondamment critiqué (Gürçan et Peker, 2015 ; Yörük et Yüksel, 2015).

Dès lors, selon les chercheurs considérant dans une perspective marxiste les changements survenus en Turquie, la classe moyenne censée s'être élargie s'est en fait « ouvriérisée » et « précarisée » sous l'effet des transformations néo-libérales. Et comme les études dominantes étaient focalisées sur les pratiques culturelles et les pratiques de consommation, les mécanismes d'exploitation de la classe moyenne sont restés invisibles (voir sur ce point le numéro 32 de la revue *Praksis*, 2013/2). Hatice Kurtuluş (2012), par exemple, insiste sur le fait que l'augmentation quantitative des cols blancs ne signifie pas un élargissement des classes moyennes. Elle propose dès lors de penser la classe moyenne comme une classe perpétuellement redéfinie sous le coup de ses fragmentations internes et des ségrégations spatiales. Elle la décrit finalement « comme un triangle » dont le « sommet est situé dans la classe capitaliste mais dont les angles à la base sont situés en plein centre des classes laborieuses ». En effet, en raison de la déqualification, de la flexibilisation croissante, de la perte de la sécurité de l'emploi, de l'incertitude des conditions de travail, la position sociale d'une partie de la classe moyenne se dégrade. De la sorte, au sein de l'ensemble large décrit comme « classe moyenne », une ségrégation s'est fait jour entre ceux qui bénéficient de la sécurité de l'emploi et les autres. Les recherches menées sur divers groupes professionnels au sein de la classe moyenne, comme les travailleurs du secteur des feuillets télé (Konuslu, 2013), les avocats (Akbaş, 2013), les employés des tours de bureaux (Şentürk, 2013) ou les diplômés de l'université (Bora et al., 2011) montrent toutes cette absence croissante de sécurité de l'emploi.

Ainsi apparaît l'idée fondamentale que la classe moyenne turque puisse bien plus se constituer et s'appréhender en tant que flux d'individus qu'en tant que stock de ménages. Cela explique entre autre toute la difficulté à en cerner le profil, ainsi que la forte différenciation entre ce type de classe moyenne et celles qui s'établirent dans les pays industrialisés pour lesquelles il était plus facilement envisageable de raisonner en stock.

I. La classe moyenne en Turquie : contextualisation, émergence et caractéristiques dans la littérature

1.1. Cadrage général et histoire politique

La Turquie, sous sa forme « République turque », est un pays jeune, héritier d'une longue histoire impériale, qui va fêter les cent ans de sa fondation en 2023. La dialectique est permanente entre ce temps court de la politique républicaine, déployé dans un Etat-Nation que ceux qui l'ont institué ont voulu homogène, et le temps long, impérial et multinational. Plus de la moitié des citoyens turcs actuels ont au moins un de leurs grands-parents né hors des limites territoriales de la Turquie actuelle. Ces origines impériales larges de la population sont aujourd'hui une ressource dans les stratégies de différenciation sociale et dans la définition des ethos infranationaux. Depuis le début des années 1990 on assiste à un réveil culturel - et, dans une moindre mesure, politique - de cette diversité des origines, qui a donné naissance au discours sur « l'identité secondaire » articulée à l'identité citoyenne commune. Cette dimension « culturelle » participe à une forme de différenciation au sein des groupes de position équivalente en termes de revenus, les réseaux d'affinités « culturelles » pouvant se structurer de manière relativement trans-classiste.

En octobre 2017, la Turquie compte officiellement près de 80 millions d'habitants, auxquels il faut ajouter trois millions de réfugiés syriens. Le pays est en passe d'achever sa transition démographique et de s'aligner sur les comportements démographiques « occidentaux », en particulier en milieu urbain. Le pays est aujourd'hui officiellement urbanisé à plus de 90 %, même si cette mesure doit beaucoup aux remaniements incessants des limites administratives et statistiques. En outre, les « ambiances » urbaines sont très différentes, des petites villes et villes moyennes – dont la classe moyenne est réduite à quelques fonctionnaires et entrepreneurs - aux plus grandes agglomérations caractérisées par des classes moyennes plus visibles et diversifiées. Ouverte sur plusieurs mers, la Turquie actuelle est aussi ouverte à de nombreux horizons migratoires. Il existe ainsi, malgré le « rouleau compresseur » unificateur républicain, des régionalismes et des localismes plus ou moins politisés qui peuvent faire l'objet de réinventions récentes. Pays de propriétaires – un peu plus de 60% des familles possèdent leur logement -, la Turquie jouit d'une importante stabilité résidentielle de ses habitants qui n'est toutefois pas incompatible avec d'intenses pratiques de mobilité, caractérisées entre autre par des pratiques de « multi-résidence » assez généralisées, en particulier au sein de la classe moyenne, mais aussi au sein de la partie la plus âgée de la population turque dont le vieillissement constitue une évolution lourde et apparemment irréversible.

Le clivage urbain/rural est manifeste en Turquie. Il résulte de politiques de développement qui sont par trop focalisées sur les métropoles au détriment des villes de taille modeste. Il trouve sa plus claire expression dans l'importance considérable d'Istanbul où se concentre la consommation et où sont consentis plus de la moitié des prêts à la consommation octroyés par les banques. La concentration bancaire, renforcée par la concentration culturelle et celle des médias privés, contribuent à faire d'Istanbul le modèle ultime et la scène de toutes les réussites en Turquie. Dès lors, on peut se demander dans quelle mesure la diversité géographique, la diversité

des origines et les clivages dans les modes de vie concourent à subdiviser la population en sous-ensembles étanches les uns aux autres, en dépit des dynamiques d'ascension socio-économiques alimentées par une commune croyance en la promotion par l'éducation.

C'est l'armée qui a institué l'Etat turc au lendemain de la Première Guerre mondiale dont l'Empire ottoman est sorti vaincu. Dès avril 1920, un pouvoir politique alternatif s'est cristallisé à Ankara, en rupture partielle avec le pouvoir ottoman d'Istanbul, ce qui a conduit à la Guerre d'Indépendance (1919-1922) qui a posé, sous la tutelle de Mustafa Kemal, les bases d'un nouvel Etat, d'une nouvelle nation et d'une économie « nationale ». Si la tradition de l'Etat centralisé existe depuis le début de la République Turque, on assiste toutefois depuis les années 1990 à un renouvellement des élites et des coalitions d'intérêts qui gouvernent le pays. Une bourgeoisie conservatrice, qui ne souscrit pas entièrement aux valeurs fondatrices de la République, a pris le contrôle de l'appareil d'Etat et d'une partie de l'économie. Les purges survenues au lendemain du coup d'Etat avorté de la nuit du 15 au 16 juillet 2016 frappent une partie de cette nouvelle bourgeoisie – notamment dans les agglomérations de province qui avaient décollé économiquement ces deux dernières décennies. Elles ne remettent cependant pas en cause le basculement qu'a entraîné l'émergence des nouvelles classes entreprenantes, produites de l'urbanisation, de l'élévation du niveau d'instruction et de vie, de l'essor de la consommation interne et de l'ouverture de l'économie par les exportations. Aujourd'hui, outre la politisation des différences, les facteurs d'instabilité politique en Turquie sont liés à des fragilités structurelles de l'économie et à la situation géopolitique du pays, limitrophe de pays soit en plein chaos (Irak, Syrie), soit encore vulnérables (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Iran).

1.2. Regimes de croissance et stratification sociale en Turquie

1.2.1. aménagement structurel et politico institutionnel

Régimes de croissance et insertion internationale

Après la création de la République en 1923, la Turquie était un pays dont la production était essentiellement agricole. Le but de Mustafa Kemal et des révolutionnaires kémalistes était d'instaurer une république laïque basée sur le développement de la classe urbaine. Cette orientation politique s'est basée sur une industrialisation planifiée acharnée qui a été engagée dans les années 30 et qui fit passer la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PNB de 8,4 à 14,7 % entre 1929 à 1938 (Şahinkaya, 2012). Plus tard, après le coup d'Etat de 1960, la mise en place d'une politique planifiée d'industrialisation par substitution aux importations, largement appuyée par les institutions de Bretton Woods, a assuré une croissance continue et élevée à la Turquie (en moyenne + 6,7 % par an entre 1963 et 1977, ITO, 1989-91) et a porté la part des travailleurs de l'industrie dans la population active de 9,6 à 12,5% entre 1960 et 1980. Ce mouvement s'est accompagné d'une urbanisation progressive et d'une très forte augmentation des salaires réels qui, combinée à une relative stabilité des prix agricoles, a grandement bénéficié aux milieux urbains (Boratav, 2005). Pour autant, il apparaît que les bénéfices de la phase de substitution aux importations n'aient pour l'essentiel bénéficié qu'aux grands industriels et à leurs

travailleurs bien organisés, ne générant ainsi pas de réelle « classe salariée ». Est plutôt apparue, parmi les travailleurs, une différence marquée entre ceux exerçant dans les grandes entreprises, formant une « aristocratie ouvrière », et ceux travaillant dans la masse des petites entreprises (Keyder, 2013). La crise de la dette du début des années 80 a mis fin à cette période en condamnant les politiques de substitution aux importations et a ouvert une nouvelle ère pour le pays.

Durant les années 1980, ce sont principalement les exportations de produits industriels vers les marchés extérieurs qui ont été promues pour permettre à la Turquie de rembourser ses dettes externes. Cette période a toutefois aussi vu les taux d'intérêts internes s'accroître afin d'encourager l'épargne des ménages, ce qui a eu un impact négatif sur le financement des investissements industriels. Le pouvoir politique de l'époque a essayé de résoudre ce problème en procédant à une libéralisation économique et financière qui a grandement favorisé l'entrée de capitaux étrangers attirés par les taux d'intérêts réels élevés du marché financier turc. Les années 90 furent marquées par une croissance très instable due, pour l'essentiel, à une inflation élevée, chronique, menant à des taux d'intérêt réel très élevés. Ceci explique une croissance de l'époque caractérisée par un fort contenu en importations du fait de l'appréciation continue de la Livre turque provoquée par l'afflux de capitaux extérieurs. Par ailleurs, l'absence de réforme de la Banque centrale, qui a continué lors de cette décennie à financer directement une partie des déficits de l'administration publique, a contribué à aggraver les dettes publiques sans réellement améliorer la santé économique du pays (hausse des taux d'intérêts, forte inflation et baisse des investissements productifs dans le secteur privé), conduisant à une crise dès la fin des années 90.

Selon Gursel et al. (2011), la crise majeure de 1999-2001 a obligé les responsables à tourner le dos à des pratiques discutables : financement des dépenses par un recours excessif au système bancaire, envolée des déficits publics et de la dette, recours à des fonds extra-budgétaires à faible lisibilité, intervention de type clientéliste des pouvoirs publics dans la vie économique. En 2001, à la suite de la crise financière et monétaire, le PIB s'est contracté de près de 6 % et les faillites en cascade des banques bénéficiant d'une garantie publique complète pour les dépôts ont fait exploser la dette publique. Le sur-ajustement de la livre turque (une dépréciation de plus de 100 %) a également contribué à cette explosion, une partie appréciable de la dette étant libellée en devises. Face à de telles difficultés, la Turquie n'a cependant suivi la voie de l'Argentine mais, au contraire, celle de la stabilisation. De façon surprenante, la sortie de crise s'est même révélée relativement rapide et s'est articulée autour (i) de l'assainissement et de la consolidation du système bancaire, (ii) de l'indépendance de la Banque centrale et (iii) de l'appui massif du FMI en contrepartie d'un plan de stabilisation et d'une forte discipline fiscale (Gursel et al., 2011).

Le premier pilier a reposé sur une discipline budgétaire stricte. Il s'agissait de rendre la dette publique soutenable. Dans cette perspective, la nécessité de dégager un excédent primaire a réclamé un effort social très important, caractérisé par une politique fiscale restrictive. Le pilier de l'indépendance de la Banque centrale a de son côté permis la mise en œuvre d'une stratégie de ciblage d'inflation dont la réussite fut liée au regain de crédibilité de la Banque centrale acquis, avec l'appui du FMI, au fur et à mesure que la discipline fiscale était respectée par le

Gouvernement et par une politique monétaire restrictive. Enfin, le recours à un taux de change flottant et la fin de la dépréciation de la Livre turque et de la baisse des taux d'intérêt réels ont mécaniquement rendu la dette publique soutenable. Ainsi, sous la contrainte du FMI, le *policy mix* adopté a permis de stopper les dérapages et de remettre l'économie turque sur la voie de la croissance dans un cadre budgétaire et monétaire mieux contrôlé (Gursel et al., 2011).

Suite à la crise de 2001, la Turquie a pu bénéficier d'un régime de forte croissance (+ 7 à + 8 % par an) qui s'est poursuivi jusqu'au milieu de l'année 2006. Cette croissance a pour l'essentiel été soutenue par la demande intérieure, la consommation et l'investissement privé en ayant été les principaux moteurs. Dans le même temps, la contribution du secteur public à la croissance est restée faible du fait du maintien de la politique fiscale restrictive et la contribution du commerce extérieur a été négative, les importations augmentant plus vite que les exportations. Cette période toutefois très favorable s'est achevée en mai 2006 lorsqu'une brutale dépréciation de la Livre turque a déclenché une spirale inflationniste par les coûts. En réaction, la forte et rapide augmentation du taux directeur de la Banque centrale turque a fait entrer l'économie turque dans un régime de croissance plus faible.

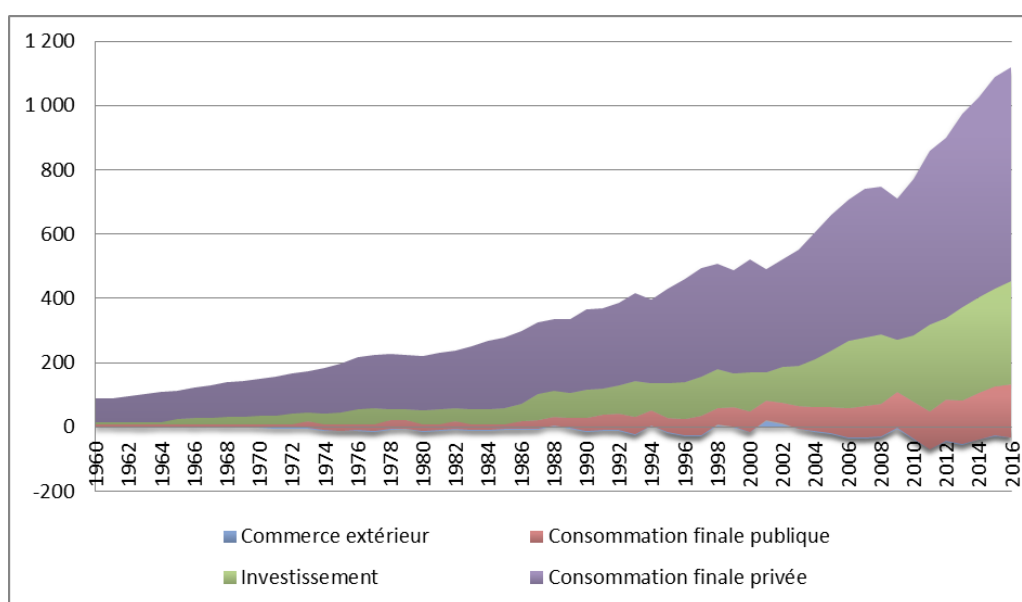
La crise a affecté l'économie turque à partir du printemps 2008, avec la chute des investissements privés puis de la consommation. La récession s'est approfondie à partir de l'automne avec la crise internationale dont les effets ont probablement été accentués par l'appréciation systématique de la livre turque après le choc de mai 2006, du fait de la hausse des taux d'intérêt. La forte contraction de la croissance de 2008 et 2009 a toutefois été suivie d'une très forte reprise en 2010.

La Turquie possède une économie ouverte aux échanges extérieurs, le commerce y représentant près de 50% du PIB selon la Banque mondiale. Les fers de lance du commerce extérieur turc sont les industries automobiles et le textile et les principaux produits importés sont des véhicules (un tiers des importations de biens de consommation en 2015, TUIK), des hydrocarbures, des médicaments et des produits chimiques. Dépendante des importations de biens intermédiaires pour sa production, la Turquie présente un déficit commercial malgré une progression continue des exportations, lesquelles possèdent toutefois une valeur ajoutée relativement faible. Dans la période récente, le pays pâtit de la faible reprise de la zone euro, destination de près de la moitié des exportations turques malgré les relations tumultueuses que le pays entretient avec l'Europe, et de l'instabilité politique des pays du Moyen-Orient. Toutefois, dès le début des années 2010, une évolution notable provient d'une réorientation assez forte des exportations turques de l'Union Européenne (UE) vers les pays de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI). La part des exportations turques vers l'UE baisse en effet d'une dizaine de points en faveur de la part des exportations turques vers les pays de l'OCI lors de la période récente. Une partie non négligeable du dynamisme économique récent du pays repose par ailleurs sur la demande des investisseurs étrangers attirés par les marchés financiers turcs qui offrent des produits intéressants. Malgré le déficit du commerce extérieur, la Banque Centrale règle son émission monétaire sur les entrées de devises étrangères et conserve ainsi intacte l'attractivité du marché financier turc pour les investisseurs. Ainsi, le flux total des investissements directs étrangers qui avait atteint près de

15 milliards d'USD entre 1993 et 2002 s'est élevé à 174 milliards entre les années 2003 et 2016 (données TUIK, *Türkiye İstatistik Kurumu*, Institution de Statistique de la Turquie).

En définitive, les grandes dynamiques de la croissance turque au cours des 50 dernières années peuvent être caractérisées par le graphique suivant. La figure 1 montre bien qu'après avoir été longtemps portée par la consommation des ménages puis soutenue par l'investissement à partir des années 80, le renouveau de l'économie turque suite à la crise de la fin des années 90 doit principalement à l'investissement (essentiellement privé) et à la dépense publique, venus soutenir une consommation des ménages stagnante. Suite à la crise de 2008, c'est à nouveau la consommation des ménages qui redevient le principal moteur de la croissance turque, mais cette fois accompagnée par l'investissement et soutenue par la dépense publique. On remarquera par contre que sauf en de très rares exceptions la contribution du commerce extérieur au PIB turque est négative, en particulier depuis le milieu des années 2000.

Figure 1 : Evolution du PIB de la Turquie et de ses composantes 1960 - 2016
(milliards USD constants 2010, données Banque Mondiale)



Source : auteurs

Dans leur étude de la diversité des capitalismes émergents, Rougier et Combarrous (2017) classent la Turquie comme relevant d'un modèle de *statist resource dependent capitalism*. En cela, le capitalisme turc se distinguerait des autres par une forte dépendance aux ressources naturelles et à l'agriculture traditionnelle et par une importante régulation publique du travail, de la finance et du secteur productif ayant tendance à rigidifier et à segmenter les marchés. La Turquie rejoindrait dans ce groupe, selon les auteurs, une grande partie des grands émergents ayant historiquement hérité de forts degrés d'interventionnisme de l'Etat (Algérie, Chine, Egypte, Inde, Iran, Mexique, Pakistan, Russie).

Dans une économie émergente qui connaît un important exode rural, les investissements dans la formation sont évidemment d'une grande importance. En Turquie, les dépenses publiques en matière d'éducation sont ainsi passées de 2,6 à 4,8 % du PIB (de 7,1 à 12,4 % de la dépense publique) entre 2000 et 2013. L'impact de l'éducation sur l'accès au marché du travail se manifeste entre autre par le fait qu'en 2015, presque 80 % des individus en âge de travailler dotés d'un niveau d'éducation supérieur participent au marché du travail contre seulement moins de 50 % de ceux qui ne disposent que d'un niveau d'éducation primaire. La scolarisation n'est toutefois pas encore universelle dans le pays, puisque en 2015 près de 24 % des jeunes turcs n'étaient ni scolarisés, ni en formation, ni en situation d'emploi. On notera par ailleurs une intéressante particularité qui est que si l'éducation accroît fortement la participation au marché du travail dans le pays, elle n'est pour autant pas garante d'un accès à l'emploi. En effet, le taux de chômage des individus disposant d'une éducation supérieure est similaire, voire supérieur, à celui des individus ne disposant que d'une éducation de base sur toute la période 2008-2015¹. Il s'établit en moyenne aux alentours de 10 % de la population active, le taux de chômage des jeunes s'élevant pour sa part à près de 20 % (données Banque Mondiale)². Ces taux de chômage ne permettent toutefois pas de considérer le phénomène non négligeable des travailleurs découragés qui n'entrent pas (ou plus) dans les statistiques du chômage dont les conditions d'attribution sont relativement drastiques et la durée d'indemnisation relativement courte. De même, le poids encore très élevé de l'emploi agricole (environ 25 % de l'emploi total aujourd'hui) a pour conséquence de sous-estimer les taux de chômage, une part non négligeable de l'emploi agricole relevant manifestement de situations de sous-emploi du fait de la faible productivité des exploitations agricoles familiales dans lesquelles tous les membres adultes capables de travailler sont considérés comme des actifs occupés. On notera par ailleurs qu'environ 40% de l'emploi et 25 % de l'emploi non-agricole demeurent informels au sens de l'absence d'enregistrement auprès des institutions de sécurité sociale du pays en 2012 (Başlevent and Acar, 2015).

Autre élément d'importance, la relative faiblesse du taux d'activité en Turquie, à peine supérieur à 50 % pour les 15-64 ans contre plus de 60 % pour la moyenne des pays de l'OCDE pose inévitablement divers problèmes dont celui de la couverture sociale (notamment en matière de santé et de vieillesse) et celui des retraites auxquelles des millions de Turcs ne peuvent prétendre (Gursel et al., 2011).

¹ Plus précisément, comme le soulignent Dervis et Kocoglu (2009), il existe en Turquie une relation de type « courbe en cloche » entre le niveau du diplôme et le taux de chômage, caractéristique de nombreux pays émergents.

² La stagnation du taux de chômage depuis une quinzaine d'années est due à une croissance qui, bien que relativement forte, s'est avérée pauvre en création d'emplois et s'est surtout traduite par d'importants gains de productivité de l'emploi non agricole. Du côté de l'offre de travail, le transfert de travailleurs de l'agriculture aux secteurs non agricoles se poursuit, 25 % de la population a moins de 15 ans et le taux d'activité des femmes croît parallèlement au niveau d'éducation des jeunes générations féminines.

Soulignons enfin l'existence de très fortes inégalités dans l'accès à l'éducation et à l'emploi entre hommes et femmes, ainsi qu'entre groupes régionaux en Turquie. En 2015, seuls 27 % des femmes ne disposant que d'un niveau d'éducation primaire participent au marché du travail contre près de 70 % des hommes de même niveau. Plus d'un tiers des filles ne sont ni scolarisées, ni en formation, ni en situation d'emploi, même si les progrès en la matière semblent relativement rapides puisqu'elles étaient plus de 50 % dans cette situation en 2008. Enfin, si les taux de chômage des hommes et des femmes ne disposant que d'une éducation de base sont similaires, celui des femmes excède de huit points celui des hommes parmi la population active disposant d'une éducation supérieure (données Banque Mondiale). De même, toujours en 2015, le taux de participation est de presque 10 points inférieur et le taux de chômage de 6 points supérieur dans la région du sud-est de l'Anatolie, où les kurdes sont majoritaires, par rapport aux taux observés pour l'ensemble du pays (données TUIK).

1.2.2. *Croissance inclusive*

Dynamiques de la stratification sociale en Turquie

Durant l'Empire ottoman, l'ordre social reposait sur une hiérarchie de strates plus ou moins indifférentes aux frontières religieuses et ethniques (militaires, bureaucrates, religieux, artisans et commerçants, "reaya" ou classes laborieuses, paysans), dont la structuration était toutefois moins stricte et immuable qu'en Occident (voire Mardin, 1967 et Karpas, 2002). Selon Mardin, la structure sociale ottomane, très proche du modèle du "despotisme oriental", reposait fondamentalement sur la distinction entre dirigeants (*askeri*) et dirigés (*reaya*). A ce tableau manque la bourgeoisie indépendante de l'Etat. Pour l'auteur, la modernisation ottomano-turque a consisté en un processus de transformation d'une société de tribus en une société de classes. Mais dans ce processus, le rôle d'arbitre de l'Etat a empêché l'apparition et le développement d'une bourgeoisie indépendante de lui. L'élite bureaucratique de la fin de l'Empire ottoman comme de la période républicaine souhaitait d'un côté créer une "bourgeoisie nationale" (ou une nouvelle classe moyenne), mais constituait de l'autre un obstacle majeur à son déploiement indépendant. Même si une bourgeoisie a commencé à émerger après les années 1950, la domination de l'Etat sur l'économie a continué à ralentir cet essor. Ce conflit entre l'élite bureaucratique et la bourgeoisie entrepreneuriale est au fondement de la structure sociale et politique de la Turquie. Karpas affirme également que le refus de l'Etat de dessaisir l'élite bureaucratique de son rôle fondateur et modernisateur a toujours entretenu la méfiance de celui-ci vis-à-vis des classes moyennes. Ceci explique en grande partie l'apparition plutôt tardive et uniquement à l'ombre de l'Etat de la classe moyenne turque.

Après la fondation de la République, on peut évoquer trois périodes dans l'histoire de la stratification sociale turque. La première est la continuation de la configuration antérieure (monopole des élites bureaucratiques). Dans ce contexte, le discours porté par les élites corporatistes kémalistes sur la société turque "sans classe et sans privilège" permet de masquer la réalité de la différenciation sociale, entre dirigés et dirigeants comme entre urbains et ruraux. Ce contexte politique est la raison principale pour laquelle, dans les recherches en sciences sociales,

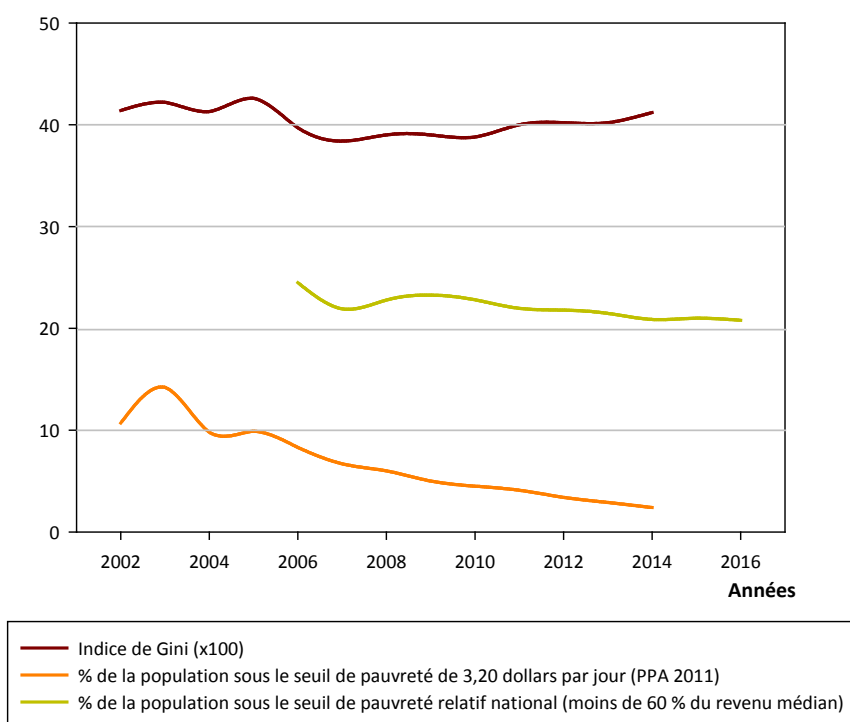
la question de la stratification sociale a très longtemps été tenue à l'écart (Sunar, 2016). Les années 1950 constituent un moment de rupture important dans l'histoire de la stratification sociale. Avec l'accélération de l'industrialisation et de l'urbanisation, une nouvelle classe de travailleurs s'est formée et la structure sociale traditionnelle a commencé à se transformer. D'importantes sociologues de cette époque, comme B. Boran (1945) et M. Kıray (1999), ont essayé d'établir un lien entre stratification sociale et changement social et d'expliquer la nouvelle stratification, d'une part par la spécialisation et la différenciation dans la division du travail et d'autre part par les effets de l'industrialisation et de l'exode rural. A la même époque, A. Gevgili (1973) s'est penché sur la structure sociale, dans une perspective marxiste, pour évoquer l'existence de quatre classes : la grande bourgeoisie détentrice de capitaux, la petite bourgeoisie comptant sur ses compétences intellectuelles, la classe ouvrière comptant sur sa force de travail et les paysans. Un des facteurs concourant à la stratification sociale les plus évoqués en Turquie devint ensuite le facteur migratoire. Kalaycıoğlu et al. (1998) interprètent les migrations comme une "stratégie vitale", surtout pour les groupes paysans les plus démunis, et parlent de trois types de migration : l'exode rural, les migrations liées à l'éducation ou aux nominations professionnelles et l'émigration vers l'étranger. Après 1980, avec la libéralisation des politiques économiques et l'ouverture sur l'extérieur, de nombreux changements dans la stratification sociale sont survenus. La volonté d'intégration à l'économie globale et de libéralisation économique, les changements dans la structure sectorielle de l'économie qui ont accompagné ces évolutions ont contribué à l'essor de nouvelles classes professionnelles liées à l'importance croissante de l'éducation. Mais des interprétations différentes ont été formulées quant aux effets de tous ces changements sur les inégalités économiques.

Stratification, pauvreté, inégalités

Kızılırmak (2003), étudiant les effets de la libéralisation commerciale des années 1990 sur l'inégalité des salaires et des revenus, a montré que durant cette période la demande en travailleurs qualifiés et leur rémunération avaient augmenté, alors que la demande en travailleurs non qualifiés (et la rémunération de ceux-ci) avait chuté. On assiste durant cette période à un infléchissement à la baisse des salaires dans les activités tournées vers l'exportation à forte densité de main-d'œuvre et, à l'inverse, à une relative augmentation des salaires dans les activités de substitution aux importations à plus forte intensité capitalistique (Boratav et al., 1996 ; Ansal et al., 2000). En cela, la libéralisation commerciale a accru les inégalités de revenus et elles se sont alors plus cristallisées sur un clivage qualifiés / non qualifiés que sur le clivage urbain / rural antérieur, entre autres du fait d'un relatif accroissement des revenus des zones rurales (Santis, 2001). Durant la période 1980-2001, les inégalités de revenus se sont également accrues du fait de la baisse des salaires réels (dans un contexte de forte inflation), des changements survenus dans la politique fiscale au profit des plus aisés, de l'accès inégal à l'éducation et des pressions diverses ayant abouti à intensifier les migrations vers les zones urbaines (Akel, Elveren et Örnek, 2012). Jusqu'en 1980, l'Etat a joué un rôle dominant dans la formation et la transformation des classes sociales. Après 1980, ce rôle a décliné, mais a été réactivé dans les années 2000 à travers les politiques sociales mises en œuvre. A n'en point douter, ces changements ont eu des impacts sur la stratification sociale et sur les inégalités. Si l'on considère la question sous l'angle de la

pauvreté, alors qu'entre 1980 et 2000 le processus d'intégration à l'économie globale par le biais de politiques libérales a affecté négativement la répartition des revenus et entraîné une paupérisation de certains groupes, après 2000, les efforts pour réduire la pauvreté absolue ont porté leurs fruits. Cependant, comme le soulignent Atalay-Güneş et Tekgüç (2016, p.133), si ces politiques ont eu un effet sur la pauvreté absolue, elles ont peu modifié la pauvreté relative et la structure inégale des revenus. En ce qui concerne les années ayant suivi l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002, leur appréciation diverge considérablement selon les chercheurs : partage plus large de la richesse ou approfondissement des inégalités ? Pour Atalay-Güneş et Tekgüç, "malgré l'augmentation des aides sociales sous l'AKP, celles-ci restent très réduites". En outre, le système de sécurité sociale à trois piliers mis en place s'adresse à des segments différents : le dispositif de retraite et de santé s'adresse aux classes moyennes inférieures et moyennes et le dispositif d'aides sociales vise seulement les pauvres. Selon ces mêmes auteurs, "c'est pour cette raison précise que le système d'aides sociales existant n'est pas en capacité de réduire les inégalités entre les couches sociales". De leur côté, Jenkins et Şeker (2015) étudient les évolutions de la pauvreté de 2003 à 2011 et montrent que si la pauvreté absolue a substantiellement décliné sur l'ensemble de la période, les améliorations en la matière ont considérablement ralenti depuis 2008. Selon leurs calculs, les dynamiques de baisse de la pauvreté sont très largement attribuables à la croissance et pas à des effets de redistribution.

Figure 1 : Pauvreté absolue et relative et inégalités (Turquie 2002-2016)



Comme on peut le voir sur la figure 1, si la pauvreté absolue, au seuil de 3,2 dollars PPA par jour, ne concerne que moins de 3 % de la population turque aujourd'hui contre 10 % au début des années 2000 (données Banque Mondiale), le taux de pauvreté relative nationale (moins de 60 % du revenu médian), qui concernait un quart de la population en 2006, touche encore plus d'une

cinquième de celle-ci en 2016 (données TUIK). Quant aux inégalités, elles sont relativement élevées mais surtout durables, dans la mesure où l'indice de Gini demeure très stable aux alentours de 0,4 depuis le début des années 2000 (données Banque Mondiale).

1.3. Les classes moyennes en Turquie

1.3.1. *Methodologies de mesure et principaux résultats d'identification des classes moyennes*

Le rapport de l'İĞİAD (2015) intitulé « Le calcul du salaire minimum : un modèle pour la Turquie » propose un « revenu humain » à la place du salaire minimum. En calculant le coût de revenu humain qui sera utilisé ensuite dans le calcul du salaire minimum viable, ils utilisent comme base la part de la consommation des produits alimentaires dans le revenu du deuxième quintile des ménages, équivalant aux classes moyennes-pauvres (TÜSİAD, 2014). Ce rapport élaboré par İĞİAD³, une association islamo-conservatrice, exclut les boissons alcoolisées dans la consommation alimentaire pour calculer le salaire minimum viable (İĞİAD, 2015, p. 41). Il utilise comme source de données les enquêtes sur le budget des ménages préparées par le TUIK, une institution publique. Les classes moyennes recouvrent les trois quintiles centraux des revenus des ménages (« moyen-pauvre », « moyen » et « moyen-riche »), à l'exclusion donc des 20% les plus pauvres et des 20% les plus riches. La part de revenu de ses trois quintiles appartenant à la classe moyenne augmente de 44,8% en 2002 à 50,3% en 2007, pour se stabiliser ensuite à 49% en 2011 (TÜSİAD, 2014, p.75).

Köse et Bahçe dans leur article intitulé « La médiocrité de la littérature sur la pauvreté : penser avec les classes sociales » définissent les classes moyennes en utilisant une méthodologie marxiste. Selon eux les classes moyennes sont incluses dans les classes urbaines propriétaires qui sont des petits bourgeois capitalistes et professionnels. La part du revenu de cette classe augmente de 13,7% à 17,4% entre 2002 et 2004 (Köse et Bahçe, 2012, p. 404). Selon un autre article des mêmes auteurs (avec F.Y. Günaydın : Türkiye'de toplumsal sınıf haritaları : sınıf oluşumları ve sınıf hareketliliği üzerine karşılaştırmalı bir çalışma), le nombre des petits bourgeois ne cesse d'augmenter de 2004 à 2009. Leur part augmente de 7,6% à 11,1 % dans la population⁴.

Cependant, sur la base des définitions de Thurow (1987) et de Easterly (2001), nous ne pouvons pas affirmer la réalité d'une augmentation de l'importance des classes moyennes par rapport aux autres classes sociales en Turquie ces derniers temps. Thurow considère comme classe moyenne les ménages qui ont un revenu situé entre 37,5% et 62,5% de la distribution des revenus des ménages ; Easterly (2001) considère pour sa part comme classe moyenne les ménages qui sont situés entre les 20% les plus démunis et les 20% les plus riches. Considérée comme telle, la classe moyenne représente une proportion constante de 25 ou de 60 % de la population selon l'approche retenue. Mais de quelle manière a évolué la part du revenu captée par cette classe

³ Voir son site Internet : <http://igiad.com/> (İĞİAD signifie : Association pour l'Entrepreneuriat Economique et pour l'Ethique dans le Travail)

⁴ <http://www.eatonak.org/siniflar/downloads-2/files/ahmethasim.pdf> p.16

moyenne lors des années récentes ? Si on considère l'intervalle récent compris entre les années 2006 et 2013, on constate que les revenus réels des classes moyennes ont eu tendance à stagner voire à diminuer entre ces deux dates. L'une des raisons du plafonnement des revenus de la classe moyenne lors de cette période réside indéniablement dans la crise des subprimes aux Etats-Unis et dans ses répercussions sur les revenus des ménages en Turquie entre 2007 et 2008.

Concernant l'identification de la classe moyenne en Turquie, il importe d'évoquer également les indicateurs de Statut Socio-Economique (SES) et les récents changements opérés en la matière. En effet, la construction des indicateurs SES a subi des modifications en 2012. Pour la définition des SES, trois critères fondamentaux sont pris en compte : le revenu, l'éducation et la profession. Dans la définition de 2006, la profession et le niveau d'éducation de l'épouse et des parents étaient pris en considération. Mais l'application de ces critères fut très difficile en tant qu'elle nécessitait de poser des questions très longues. Aussi pour l'élaboration du nouveau SES en 2012 il a été entre autre décidé de se limiter au revenu de la personne qui assurait le revenu principal et à son niveau d'éducation. Derrière ces modifications, on trouve les vifs débats de l'époque relatifs au système de mesure des audiences télévisuelles qui détermine l'organisation du marché des publicités à la télévision⁵. L'Association des Sociétés d'Etude de Marché de Turquie (ou TÜAD : <http://tuad.org.tr>) a publié en 2012 les résultats de sa recherche sur les SES menée avec l'aval des sociétés d'étude de marché présentes en Turquie.

Tableau 1 : Comparaison des distributions SES 2006 et 2012 (%)

Groupes	SES 2012	SES 2006
A	4	3
B	9	19
C1	22	35
C2	29	30
D	28	12
E	9	1

Source : TÜAD, Enquête SES 2012

Le changement enregistré dans la définition des groupes SES et par là dans leur répartition en pourcentage a été largement interprété comme le signe de « l'enrichissement du peuple turc » entre 2006 et 2012. Cependant, pour relever du groupe A ou B, il fallait avant 2012 non seulement avoir des revenus situés au-dessus d'un certain seuil, mais aussi être au moins diplômé du lycée et posséder une télévision couleur, une machine à laver le linge, une machine à laver la

⁵ Dans le monde des mesures d'audience de la télévision (reyting) brassant des milliards de dollars à l'origine d'une concurrence impitoyable entre les chaînes de télé, c'est l'institut privé AGB qui pendant des années a procédé aux mesures. Mais en 2008 le consortium télévisuel d'Etat TRT, estimant qu'AGB manipulait les données, a décidé de se mettre en place son propre système de calcul, alternatif, pour les chaînes proches du gouvernement. Les principales critiques adressées au mode de calcul d'AGB étaient relatives à la fiabilité des critères utilisés. En fin de compte, dénonçant les irrégularités d'AGB dans la mesure des audiences, l'Etat a décidé de changer entièrement le système de calcul même pour les chaînes privées. Cette affaire frappante est assez symptomatique des interventions politiques survenant dans chaque domaine de la vie sociale.

vaisselle et un lecteur de DVD. Dans le nouveau tableau des SES, une personne qui gagne 5 000 TL par mois est considérée comme relevant du groupe A ou B, même si elle est illettrée ! Autrement dit, le pouvoir d'achat est pratiquement devenu le seul critère pris en compte. Dans le nouveau système de mesure, les critères relatifs à l'éducation ou au mode de vie ont perdu toute valeur.

1.3.2. Caractéristiques des (nouvelles) classes moyennes turques

Pratiques de consommation

Quelles sont les spécificités des pratiques de consommation des nouvelles classes moyennes ? D'après Man (2010) l'extension des marchés alimentaires mondiaux joue un rôle primordial dans l'évolution de ces modes, ainsi que le développement des jeux électroniques dû aux nouvelles technologies qui induisent de nouvelles activités commerciales comme les bars-karaokés dans le secteur du divertissement. Un autre facteur de transformation est lié au secteur immobilier qui se restructure avec le développement du secteur de tourisme. A la demande de la nouvelle classe moyenne, le secteur de la construction a gagné également en importance. D. Goux et E. Morin (2012) voient dans cette tendance la volonté des classes moyennes de se distinguer du prolétariat et de poursuivre leur ascension sociale. La consommation principale des classes moyennes se concentre surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé, si on les compare aux classes moins avantagées. Les classes moyennes ne veulent pas seulement se distinguer des plus démunis du point de vue du mode de vie, elles veulent également montrer leurs différences dans le domaine de l'éducation. Comme souligné par Goux et Morin, les classes moyennes s'opposent plus que les classes pauvres au principe de l'égalité dans l'éducation. C'est la raison pour laquelle ces familles préfèrent les écoles privées pour leurs enfants, le service de l'éducation publique étant plutôt réservé aux enfants des familles démunies (ADB, 2010). Si l'on s'intéresse, en suivant Man (2010), aux dépenses pour l'enseignement universitaire, les transports et les loisirs - nouvelles modes de consommation de la nouvelle classe moyenne -, nous constatons une hausse sensible de la demande des classes moyennes en Turquie pour ces produits. Dans cette étude nous nous sommes surtout concentrés sur huit types de dépenses de consommation. La plupart de ces produits de consommation correspond aux produits mis en exergue par Goux et Morin (2012) et Man (2010). Les données du TUIK (*Tüketim harcamaları istatistikleri*) permettent de montrer l'importance de la consommation de ces produits « à la mode » au sein des classes moyennes dans leurs consommations totales. Quelle que soit la définition retenue de celles-ci (les 25 % ou 60 % d'individus au cœur de la distribution des revenus), on constate que les « nouvelles » dépenses de consommation des classes moyennes se situent bien au-dessus de leurs dépenses totales. Par exemple, entre 2003 et 2015, l'augmentation du nombre d'achats de voitures est quatre fois supérieure à celle des dépenses globales de consommation pour les classes moyennes élargies. Pour les classes moyennes « étroites », cette augmentation est 5,5 fois supérieure à celle de leurs dépenses totales. Parmi les propriétaires de voiture, le niveau de la hausse de demande de voitures des classes moyennes est 1,5 et 2,5 fois supérieur au total de la demande de voitures. Donc, entre 2003 et 2015, ces dernières sont devenues le produit le plus demandé par les classes moyennes. Quant aux variations des dépenses pour les transports en commun des classes moyennes, elles

restent en dessous du niveau moyen de variation de leurs dépenses totales, marquant ainsi la préférence des classes moyennes pour les transports privés. Une autre augmentation notable de dépenses de ces classes s'observe dans les dépenses faites pour les voyages organisés. Ces dépenses montrent aussi une augmentation de l'ordre de 4,5 à 5 fois celle des dépenses totales de voyage. Quant aux dépenses des classes moyennes pour l'éducation supérieure, l'augmentation de la somme consacrée à cette fin est 1,5 et 2 fois supérieure à la variation des dépenses totales d'enseignement. Plus généralement, au cours de la même période, la consommation globale des classes moyennes a augmenté de 7 à 8 % de plus que celle de l'ensemble des classes sociales. Incidemment se pose bien entendu la question de savoir de quelle manière a été financée cette considérable hausse de consommation de nouveaux produits et services par les classes moyennes, dans la mesure où, comme indiqué plus haut, leur revenu n'a pas concomitamment augmenté.

L'explication réside ici dans la massification de l'utilisation des cartes de crédits et des crédits bancaires. L'augmentation de la consommation de ces ménages a en effet été rendue possible par un endettement conséquent. Cette corrélation entre l'utilisation des cartes de crédits et la consommation des classes moyennes a été par exemple démontrée par Elfick (2011). Autrement dit, il semble que ce soit essentiellement l'endettement qui a constitué le moteur du développement d'une certaine consommation « ostentatoire » de la classe moyenne turque au cours des années récentes. À partir des données du rapport 2015 de l'Union des Banques turques (TBB, 2015, *Tüketim harcamaları istatistikleri*, Bankalar Birliği), il est possible de montrer que la part moyenne des crédits à la consommation dans le revenu des ménages de la classe moyenne est passée d'environ 36 % durant la période 2005-2010 à plus de 47 % durant la période 2010-2015.

Choix résidentiels

En Turquie, les choix résidentiels ont toujours été l'un des principaux repères reflétant l'écart entre les différentes classes de la société. À la fin du XIXe et au milieu du XXe siècle, les maisons en bois (*konak* en turc) sont considérées comme dépassées et traditionnelles, représentant l'Orient, alors que les immeubles à plusieurs unités d'habitation (*apartman* en turc) sont considérés comme signe de modernité, de progressivité, représentant l'Occident. Toutefois, la fin de la Deuxième Guerre mondiale et l'essor de l'industrialisation en Turquie font apparaître un nouveau type de logement. En effet, à cette époque, les deux éléments constituant le paysage urbain des grandes villes, telles qu'Istanbul, furent l'appartement et le «gecekondu» (habitation construite sans permis) (Pérouse, 2004a). Ces deux types de logement, l'un formel et l'autre informel, reflètent les différentes classes sociales de la ville (Keyder, 1999). Alors que vivre dans un appartement signifie faire partie de la classe moyenne, menant une vie moderne et urbaine, vivre dans un « gecekondu » indique l'appartenance à une classe inférieure, d'origine paysanne et rétrograde (Ayata, 1989). Outre le type de logement, le quartier dans lequel se situe l'habitation indique aussi la classe sociale des habitants. Ainsi, le fait d'habiter dans certains lieux à Istanbul - à proximité de la côte ou du Bosphore, dans les centres historiques de la ville, ou entre les voies principales et la mer - est considéré comme signe d'appartenance à la classe moyenne et la classe supérieure (Öncü, 1988 ; Güvenç et Işık, 1996).

Cependant, il est difficile d'affirmer que jusqu'au milieu des années 80 la ségrégation sociale se reflète fortement à travers la question du logement. En effet, on peut alors trouver autant de fonctionnaires de classe moyenne vivant dans les appartements des grandes villes que de personnes de la classe ouvrière faisant partie du marché de main d'œuvre formel. À partir de 1980, le marché du logement se diversifie et la production de logements habitations destinés aux classes moyennes et supérieures connaît un essor sans précédent. Le système de coopérative de logements (Konut Yapı Kooperativi) est l'un des principaux axes politiques permettant l'élargissement des classes moyennes inférieures et moyennes. Les coopératives de logements qui ont rencontré des difficultés à trouver un terrain adéquat dans les centres, ont réussi toutefois à se propager à la périphérie des villes, grâce au soutien financier assuré par TOKİ (Administration Publique du Logement Collectif, lié au bureau du Premier ministre). Depuis 1990, on assiste à la multiplication des *gated communities* (cités fermées et sécurisées), avec une accélération dans les années 2000 (Pérouse, 2002 et 2004b). Elles deviennent ainsi un des symboles de la présence de la classe moyenne dans la ville. À travers leurs salles de sport et leurs centres commerciaux, elles offrent différents services ainsi que des lieux de loisirs et de sociabilité distinctive ; elles proposent "une expérience nouvelle" à leurs clients. Ces cités promettent un nouveau monde en transformant de manière radicale l'expérience urbaine avec une privatisation quasi-totale des institutions et des services - écoles, crèches, restaurants, hôpitaux, sécurité, et ainsi de suite. Les cités fermées situées à l'extérieur de la ville sont ainsi devenues la nouvelle tendance des classes moyennes en matière de logement. Il faut souligner que ce type de logement comporte de nombreuses variétés (au sens architectural, économique, symbolique, etc) qui renvoient à l'hétérogénéité des classes moyennes.

La périurbanisation et les « *gated communities* » sont devenues ces vingt dernières années l'une des caractéristiques majeures de l'urbanisation et de l'implantation géographique des classes moyennes. Parallèlement à la libéralisation de l'économie, cette frange de la société a connu à partir des années 80 une évolution économique et sociale importante et décidé alors de s'installer dans des cités sécurisées en marge de la ville (Pérouse et Daniş, 2005). Ce choix peut s'expliquer par une volonté de démontrer un certain statut (Öncü, 1999), mais aussi par un désir de vivre loin du bruit et des embouteillages du centre-ville (Ayata, 2002). Ce nouveau type de logement, apparu dans un premier temps à Istanbul, s'est très rapidement étendu aux autres villes du pays. Les habitants de ces cités sécurisées situées en périphérie de la ville se considèrent citadins, modernes, occidentaux et laïques et décrivent le centre-ville d'Istanbul comme étant chaotique, bondé, sale et négligé (Geniş, 2009). Une analyse plus précise nous permet de constater que certains des habitants de ces cités sont riches depuis longtemps, tandis que d'autres le sont depuis peu, mais nous constatons que la majeure partie ne l'est devenue qu'après 1980. Alors que la moitié de cette nouvelle classe moyenne est constituée d'employés de bureau et de diplômés d'une licence ayant adopté un mode de vie occidentalisé, l'autre moitié se constitue d'hommes d'affaires, de commerçants et d'entrepreneurs ayant un niveau d'éducation plus bas que le premier groupe (Daniş, 2001).

Ce phénomène a pour conséquence de faire très vite monter les prix des terrains en périphérie de la ville et engendre de vives tensions entre cette nouvelle classe moyenne arrivée récemment et les

habitants aux revenus modestes des gecekondus (habitats auto-construits plus ou moins consolidés juridiquement et physiquement au cours du temps) déjà installés dans ces zones-là. Le plus souvent dans ces situations, ce sont les nouveaux arrivants qui prirent le dessus (Bartu, Candan et Kolluoğlu, 2008). On note aussi des processus de gentrification, dans les quartiers historiques, se traduisant par une réhabilitation du cadre bâti suivie par un remplacement social des anciens habitants appartenant à la classe populaire par les plus aisés⁶. Les différences entre les habitants des cités sécurisées à la périphérie et des quartiers gentrifiés au centre-ville reflètent encore une fois les divisions au sein des classes moyennes. Alors que ce type de logement était, entre 1990 et 2000, le symbole d'un mode de vie très distingué, il s'est étendu peu à peu, après la crise de 2008, aux autres franges de la classe moyenne, en ayant toutefois connu quelques transformations (Aydın, 2012). Après la crise, des cités à moindre coût ont commencé à être construites ; cela a permis d'élargir le profil des résidents à d'autres groupes de la classe moyenne, tels que les employés de bureau, les professionnels de statut moyen, les fonctionnaires et les ouvriers. Bien qu'à la base les habitants de ces cités revêtissent essentiellement un caractère séculaire et occidental, l'émergence des cités où les valeurs islamiques sont devenues un aspect distinctif est désormais constatée (Çavdar, 2013).

La transformation et l'enrichissement ne se sont pas opérés uniquement dans les trois grandes villes du pays, les villes de taille moyenne ont connu rapidement les mêmes changements. Certaines villes d'Anatolie telles que Denizli, Gaziantep et Konya, caractérisées à partir de 1980 par un grand essor économique grâce à la production de produits exportables, commencent à être surnommées "les tigres d'Anatolie". Bien que Diyarbakir ne fasse pas partie "des tigres d'Anatolie", la grande agglomération du sud-est constitue un bel exemple permettant d'observer l'évolution de l'habitat des classes moyennes en Anatolie. Après la forte urbanisation des années 90⁷, les familles aisées de Diyarbakir migrèrent à partir de 2000 vers des villas symboles d'une vie moderne. Des villas, des cités sécurisées et des chaînes de grands magasins sont apparues alors dans des zones considérées jusque-là comme étant à l'extérieur de la ville, telles que Diclekent et Metropol (Atlı, 2014). Une analyse des résidents de ces constructions ciblant les classes moyennes et supérieures permet d'observer la très grande diversité de la classe moyenne kurde.

Loisirs, « style de vie »

En ce qui concerne les modes de vie et les loisirs des classes moyennes, la libéralisation de la Turquie et son intégration au marché mondial à travers des réformes structurelles à partir des années 1980 est considérée comme un tournant. Alors qu'une forte homologie entre une position sociale privilégiée et le goût occidental et les préférences de style de vie faisait déjà partie de

⁶ Bien que cette ségrégation territoriale, l'apparition des "ghettos de riches" ou des espaces gentrifiés soient perçues comme une menace du point de vue de l'accès aux lieux publics, elles sont aussi appréhendées comme des moyens positifs permettant l'amélioration des conditions de logement ainsi que la mise en valeur du patrimoine et du développement urbain. Nul besoin de préciser que ce sont surtout les élus des villes et les promoteurs qui défendent ce dernier point de vue.

⁷ Lors des années de 1990, la région du sud-est connut un grand exode rural en raison du conflit armé entre le PKK et les forces militaires et de l'évacuation forcée des villages ; ce qui accéléra de manière significative la croissance démographique des villes de la région.

l'histoire républicaine, le goût pour un style de vie occidental sécularisé en Turquie a été renforcé avec la mondialisation économique et culturelle à partir des années 1980 (Rankin, Ergin et Gökşen, 2009). Les différentes phases de la restructuration néolibérale du marché ont entraîné la déréglementation du commerce et la suppression des barrières commerciales. S'en est suivi un afflux en Turquie de firmes, de médias et de marques occidentales, présentant un environnement de marché de biens de consommation très différent de celui des années de substitution aux importations, où les classes moyennes n'avaient accès qu'à des produits de consommation fabriqués en Turquie et souvent de mauvaise qualité. Depuis, la culture de consommation s'est développée très rapidement. Les marchés nouvellement ouverts aux marques américaines et les programmes de télévision, les agences de publicité et les médias turcs ont créé un nouveau discours qui assimilait la « bonne vie » à la consommation dans un style américain (Ustuner et Holt, 2010, p.40).

Les années 1980 ont ainsi vu la montée de la nouvelle classe moyenne urbaine, éduquée, professionnelle, spécialisée dans des secteurs émergents, dans les villes telles qu'Istanbul, Ankara et Izmir. Cette classe a formé la population la plus importante de nouveaux consommateurs, puisqu'elle avait des revenus assez substantiels pour participer à la consommation de style occidental. Pour ces professionnels à revenus élevés, la consommation (dans les choix résidentiels, alimentaires, vestimentaires, culturels, artistiques, ainsi que dans les pratiques récréatives) est devenue un espace dans lequel ils pouvaient se différencier des autres factions de la classe moyenne ou des classes inférieures. Le professionnel global « idéal » a émergé comme étant caractérisé par un style de vie distinct - quelqu'un qui vit dans certaines parties de la ville, principalement dans les cités sécurisées, mange régulièrement dans les nouveaux restaurants, participe aux « happy hours » après le travail, s'habille soigneusement, fréquente une salle de sports et voyage à l'étranger régulièrement pour les vacances (Bali, 2002 ; Kozanoglu, 1992). Ce phénomène s'est accompagné de la prolifération des emplois tertiaires répondant aux exigences de style de vie des nouvelles classes moyennes professionnelles et a ainsi offert des opportunités d'emploi pour les classes moyennes inférieures. Les politiques de transformation urbaine des gouvernements AKP, le marché hypothécaire et la disponibilité en crédit par cartes de crédit individuelles ont soutenu les pratiques de consommation émergentes des nouvelles classes moyennes. Dans ce contexte, avec de nouveaux centres commerciaux et des cités sécurisées qui ont éclaté dans des villes comme Istanbul et Ankara, on a assisté à la prolifération de nouveaux cafés, restaurants et boutiques dans les quartiers à revenus élevés, les centres sportifs, « lifestyle coaches », les studios de yoga etc. Ces choix de consommation esthétisés excluent les classes moyennes inférieures en raison de leurs prix élevés (Balkan et Oncu, 2014 ; Ustuner et Holt, 2010). Les nouvelles classes moyennes séculaires diplômées sont considérées comme rattachées à la culture mondiale et, généralement, il existe une émulation dans les styles de vie occidentaux (Bartu Candan et Kolluoglu, 2008 ; Ustuner et Holt, 2010 ; Rankin et al., 2009). Rankin et al. appellent « cosmopolites engagés » cette fraction supérieure qui a embrassé une culture plus urbaine et mondialisée, à la fois dans le « goût » - en particulier pour la musique, la littérature et la cuisine -, et dans la proposition à la participation. Ils sont des utilisateurs actifs de nouveaux médias, de l'Internet et des réseaux sociaux. Alors qu'ils consomment des formes mondialisées de culture, ils adoptent aussi des formes locales de la culture haute et populaire. Selon Rankin et al.,

ce groupe, en tant que « taste cluster » peut correspondre à un quart de la population adulte et est lié à des niveaux de revenu et d'éducation plus élevés et à une identité plus jeune et plus laïque.

En outre, il est important de souligner que le « lifestyle » et la consommation apparaissent comme des moyens de distinction dans lesquels les classes moyennes se distinguent non seulement des classes inférieures, mais aussi entre elles. Les nouvelles classes moyennes ne sont pas culturellement homogènes, ce qui affecte leurs choix de vie. Ustuner et Holt (2010), par exemple, font la distinction entre ceux qui ont un capital culturel élevé et ceux qui en possèdent un inférieur, pour montrer que même dans le segment supérieur de la classe moyenne, différentes fractions suivent des stratégies de consommation différentes. Dans un autre exemple, les professionnels de la classe moyenne ayant un haut niveau de capital culturel et travaillant dans le secteur public, le monde universitaire ou les organisations non gouvernementales, ne manifestent pas un intérêt semblable pour les cités sécurisées (Karademir Hazir, 2014). De plus, certains segments de la nouvelle classe moyenne, en particulier ceux qui possèdent des capitaux culturels plus bas, semblent se distancer des goûts occidentaux ou mondiaux, en préférant des références culturelles plus nationales. Par exemple, Rankin et al. identifient un groupe de goût de « provinciaux engagés » (“engaged provincialists”) prenant une position critique envers la culture mondiale émergente, et préférant les formes traditionnelles de littérature et de cuisine. Rankin et al. font valoir que cela peut s'appliquer à 30 ou 40 % de la population nationale et est associé à un revenu et une éducation moyens et à un soutien au rôle de la religion dans la vie publique. Ils pensent que ce modèle pourrait être plus répandu parmi la nouvelle classe moyenne islamique.

En fait, même s'il y a beaucoup plus de recherches sur les nouvelles tendances de consommation et de mode de vie des nouvelles classes moyennes urbaines, laïques et professionnelles, les nouvelles classes moyennes en Turquie incluent également des éléments islamiques plus conservateurs qui ont gagné en importance sous le régime du Parti AK. La prolifération des biens de consommation, la disponibilité des crédits bancaires, le nombre croissant des universités, les facilités de communication et de déplacements sont tous des facteurs qui ont également affecté les pratiques des nouvelles classes moyennes islamiques. Les goûts culturels et les styles de vie de la classe moyenne islamique, de plus en plus consumériste, représentent une nouvelle fusion hybride de « modernes » et de « traditionnels », considérés comme compatibles avec la piété islamique (White, 1999 ; Navaro-Yashin 2002, Rankin et al., 2009). Un nouveau marché pour les vêtements islamiques "à la mode" a ainsi été développé pour les femmes musulmanes de la classe moyenne supérieure, avec de nouvelles marques et une « fashion week » (Gökarkırsel et Secor, 2010 ; Kılıçbay et Binark, 2002). De même, on voit une prolifération d'entreprises, comme les hôtels qui ciblent les nouvelles classes moyennes islamiques, en offrant des plages séparées (Bilici, 2000). On peut s'attendre à ce que, compte tenu de la diversification de l'offre, il y ait une image plus variée de la façon dont vivent les classes moyennes islamiques. Malheureusement, surtout en ce qui concerne les différentes stratégies de consommation et de distinction, ainsi que les tensions au sein des classes supérieures et moyennes islamiques, il y a une pénurie de recherches universitaires. Cela pourrait être lié au fait que la majorité des chercheurs turcs en sciences sociales ont tendance à avoir des antécédents laïques et n'ont pas accès aux cercles islamiques.

Enfin, au-delà des études qui portent sur les modes de vie à travers l'étude des pratiques de consommation (culture, alimentation, choix résidentiel, etc.), il y a très peu de recherches sur les pratiques récréatives et corporelles, telles que les loisirs et les sports, même si les études qui sont déjà publiées montrent que ces pratiques tendent à être également stratifiées (Karademir Hazir, 2014 ; Yuksel, 2016 ; Yuna, 2013).

En résumé, le niveau de capital culturel et économique des membres de la classe moyenne, leur orientation islamique et séculaire, leur âge et leur localisation dans le pays ainsi que leurs modes de participation au marché du travail ont un poids sur le mode de vie auquel ils aspirent et sur la façon dont ils utilisent les ressources culturelles et le goût pour se différencier des autres. Le capital culturel, en particulier sous forme d'éducation et de maîtrise de l'anglais, reste essentiel pour participer aux nouvelles formes de vie plus cosmopolites. Par-là, des formes de mimétisme/convergence se font jour entre les fractions de la classe moyenne.

Positionnement politique

Les liens entre divers partis / mouvements politiques et différentes fractions de classes moyennes ont été établis au cours du XXe siècle dans le cadre des transformations économiques et sociales alors que l'Etat turc tentait de moderniser et d'occidentaliser le pays dans un processus de haut en bas, enclenché bien avant la création de la nouvelle République en 1923, mais poursuivi à grande vitesse après. Globalement, les classes moyennes turques votent pour les partis de centre-gauche et de centre-droit (Yilmaz, 2007). Historiquement, le Parti républicain du peuple (CHP) est associé à l'Etat, à l'« establishment » républicain ainsi qu'aux couches sociales urbaines, hautement éduquées : professionnels, hauts fonctionnaires, bureaucrates et grands industriels. Le CHP, identifié comme « laïque » est généralement placé au centre-gauche du spectre idéologique en Turquie. Pourtant, différentes factions des classes moyennes ont été représentées par une ligne de partis de centre-droit issus de la tradition du Parti Démocrate (PD), suivie du Parti de la Justice (JP) des années 60 et 70, puis du Parti de la Mère Patrie (ANAP) et du Parti de la Juste Voie (DYP) dans les années 80 et 90)⁸. Le règne du Parti de la Justice et du Développement (AKP), qui a commencé avec sa victoire écrasante en 2002, peut être perçu comme une perturbation majeure des structures existantes. En effet, un parti pro-islamiste, qui jusqu'alors avait existé en marge, a obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée nationale turque et les partis de centre-droit alors en place ont disparu du Parlement. Le règne de l'AKP a alors été associé à la création / émergence d'une nouvelle bourgeoisie islamique qui continue à soutenir le parti. On peut dire que, même si l'AKP a créé sa propre bourgeoisie, le parti a également récupéré de grandes factions du centre-droit, y compris des classes moyennes qui jusqu'alors avaient soutenu des partis au sein de la tradition de centre-droit. Yilmaz (2007) soutient qu'avec la disparition des partis de centre-droit, la politique des partis est dominée par l'AKP conservateur et que le CHP s'est déplacé vers un discours plus nationaliste. Dans ce contexte, il ne reste pas d'option viable pour les classes moyennes séculaires, ce qui constitue une source de crise de représentation pour une partie des classes moyennes.

⁸ Bien sûr, l'espace des partis politiques en Turquie est plus compliqué qu'un CHP d'establishment vs centre-droite. Pour plus de détails, voir Kalaycioglu (1994).

L'histoire de ce qui peut être considéré comme la « classe moyenne » en Turquie au 20^{ème} siècle est organiquement liée à l'État. Au début du siècle, la petite bourgeoisie commerçante et bancaire de l'Empire ottoman était en grande partie judéo-chrétienne et la fabrication, quoique limitée, appartenait en grande partie à la population non musulmane de l'Empire (Zürcher, 1993, p.134 ; Kaygalak, 2008). Les destructions de la Première Guerre mondiale et de la guerre d'Indépendance (1919-1923), ont entraîné non seulement beaucoup de pertes humaines, mais aussi une étape importante dans l'islamisation de l'Anatolie. Les minorités arménienne et grecque de l'Empire ont été décimées ou expulsées. Cela a créé un besoin de formation d'une bourgeoisie turco-musulmane par le biais d'une action étatique ciblée (Zürcher, 1993, p.191).

Une fois que la nouvelle république a été formée et a adopté le modèle de parti unique, Mustafa Kemal Atatürk et son parti, le CHP, a lancé un programme de réforme de haut en bas dont les principaux objectifs étaient la sécularisation, l'occidentalisation et la modernisation. La construction d'une économie dirigée par l'État est devenue une composante importante du programme du parti-État, surtout après la crise de 1929. En conséquence, l'État a activement poussé vers une économie fermée ; il a créé des entreprises publiques, a subventionné les industriels turcs et a promu un cercle restreint de l'élite bureaucratique et industrielle (Keyder, 1989). Alors que la bureaucratie républicaine évitait l'utilisation du terme « classe » dans ses discours et insistait sur une société organique « sans classes » (Ünüvar, 2010), la politique républicaine a en fait promu une bourgeoisie émergente et une élite bureaucratique contre les ouvriers et travailleurs agricoles (Keyder, 1989). Le citoyen « idéal » de la République était un individu éduqué, séculier, occidental, et censé valoriser la collectivité avant l'individualité. La base du CHP était constituée de personnels administratifs et militaires, de fonctionnaires, d'intellectuels et de professionnels de la classe moyenne comme les enseignants, les médecins, les avocats et les journalistes, qui soutenaient les idéaux de modernisation et d'occidentalisation du nouvel État turc (Akcan et Coşkun, 2015 ; Ünüvar, 2010). Ces idéaux se sont propagés dans le pays et ont changé le visage des villes moyennes de l'Anatolie. Cependant, le régime était déconnecté de la majorité de la population, hors de ces zones urbaines. En tant que tel, on peut prétendre que, historiquement, la base principale du CHP est formée de classes moyennes à moyennes supérieures, de classes urbaines, laïques, éduquées et attachées aux idéaux du kémalisme.

L'émergence du premier parti d'opposition effectif en Turquie, le Parti Démocrate de centre-droit (DP), a eu lieu aux élections de 1946. Ensuite, le DP a remporté les élections de 1950, mettant fin au régime de parti unique et initiant une démocratie multipartite. Cette mutation est en lien avec le soutien d'une classe moyenne indépendante de l'État (Akcan et Coşkun, 2015). Akcan et Coşkun interprètent la montée de la DP comme la réussite des classes commerçantes et propriétaires rurales contre la classe moyenne alliée de l'État et contre la bourgeoisie industrielle. Durant son règne, le DP a suivi des stratégies soutenant les commerçants et propriétaires anatoliens. Certains affirment que ce sont ces politiques qui ont conduit au coup d'État de 1960.

À la suite du coup d'État de 1960, le parasol centriste du Parti démocrate s'est effondré en plusieurs branches. Alors que les partis nouvellement fondés faisaient appel aux forces électorales

ultra-nationalistes et pro-islamistes, on a assisté non seulement à une fragmentation électorale, mais aussi à une polarisation idéologique au sein du système. Celle-ci s'est traduite par des affrontements de rue entre les groupes opposés, qui ont mené au coup d'Etat de septembre 1980 (Carkoglu et Kalaycioglu, 2007, p.15). C'est également après 1960 que le CHP se tourne vers une politique plus à gauche, sous la direction de Bülent Ecevit, qui est parvenu à attirer les classes ouvrières sous son égide. Entre-temps, les sphères et les zones de participation politique se sont développées parallèlement aux changements institutionnels et socio-économiques (Carkoglu et Kalaycioglu, 2007). Ünüvar (2010) affirme que, malgré la restructuration des relations de classe suite aux années 1960, il restait une fracture dans les classes moyennes entre d'une part les fonctionnaires, les bureaucrates, les juges et le personnel militaire et, d'autre part, les ingénieurs, les entrepreneurs, les artisans et les commerçants.

Après les années 1990, la situation des classes moyennes s'est compliquée au fur et à mesure de la restructuration de l'économie et, plus tard, sous le gouvernement de l'AKP depuis 2002, avec la contestation de l'identification de l'État turc et de la bureaucratie avec l'élite séculaire. Tout d'abord, la période de réforme néolibérale a entraîné un changement dans la structure de classes en ce sens que les anciennes classes moyennes et les fonctionnaires ont perdu du terrain tandis que le secteur privé axé sur les exportations et les services gagnait en force et en statut. La croissance du secteur manufacturier axé sur les exportations a été un élément décisif de la croissance des petites et moyennes entreprises privées basées en Anatolie. Dans ce processus, des villes comme Kayseri, Konya, Denizli, Gaziantep, Kahramanmaraş, Malatya, Afyon, Çorum et Eskişehir sont apparues comme des « histoires de réussite » et la croissance et le succès des petites et moyennes entreprises ont signifié l'expansion des classes moyennes en Anatolie (Keyman, 2012). En outre, certaines des familles riches plus anciennes et établies se sont tournées vers des entreprises exportatrices où leurs enfants ont suivi des carrières professionnelles (Durakbasa, 2010). Même s'il serait trompeur de prétendre que tous les capitalistes en Anatolie sont des islamistes (Öztürk, 2014), ce processus peut aussi être vu comme une montée ou une propagation des valeurs conservatrices dans la vie politique, car ces villes anatoliennes sont conservatrices et votent pour la droite du centre ayant des liens avec diverses confréries islamiques⁹. Savran (2014) souligne également que les petits et moyens entrepreneurs anatoliens qui ont pris le pouvoir dans les années 1990 ont soutenu Erbakan, l'homme politique islamiste à la tête du Parti de la Prospérité à l'époque (RP). Le succès du RP lors des élections locales de 1994 a permis aux municipalités de servir de terrains d'entraînement pour les futurs dirigeants islamistes (Savran, 2014). Cependant, Savran soutient également que l'alliance entre le RP et les capitalistes islamiques était limitée en raison des politiques étatistes d'Erbakan, de sa position anti-UE et de son incapacité à renforcer les liens avec les marchés mondiaux. Mais si Savran prétend que c'est cette partie capitaliste qui a soutenu la montée au pouvoir de l'AKP, certains ont soutenu que l'AKP tirait surtout son soutien de personnes passées de la classe inférieure à la

⁹ Yilmaz (2007) souligne que la migration des classes moyennes instruites des villes conservatrices d'Anatolie vers les métropoles comme Istanbul et Ankara s'est accélérée au cours des années 1970, en même temps que ces villes accueillaient une migration interne des zones rurales, des classes inférieures moins éduquées. Ainsi, il soutient que, tout au long des années 1970, les villes anatoliennes sont devenues plus pauvres et plus conservatrices.

classe moyenne inférieure pendant son règne (Karagol, 2014). D'autres soulignent également la capacité de l'AKP à attirer les votes des classes moyennes en promettant et en assurant la croissance économique et la stabilité suite à la crise économique de 2001 (Ünüvar, 2010).

De plus, la domination croissante et la continuation du règne de l'AKP se sont traduites par la montée d'une bourgeoisie musulmane liée à l'AKP au fur et à mesure que le gouvernement subventionnait ou construisait des réseaux de patronage avec les capitalistes islamiques. En outre, l'ouverture d'universités, d'écoles privées et de marchés de consommation à l'adresse d'une clientèle islamique a contribué à la création et à l'expansion d'une classe moyenne islamique professionnelle et urbaine (Hoşgör, 2014) qui soutient les gouvernements AKP. Au début, l'AKP a obtenu le soutien latent des grands industriels (organisés dans la TÛSIAD - L'Association des industriels et des hommes d'affaires turcs), grâce à sa position pro-économie de marché et pro-UE, mais cette relation a changé plus tard avec l'éloignement de l'AKP du projet européen (Savran, 2014).

Aujourd'hui, on peut ainsi affirmer que les nouvelles classes moyennes provinciales et métropolitaines et le segment inférieur des classes moyennes peuvent être placés au centre-droit du spectre idéologique, votant en majorité pour l'AKP. Ce sont les groupes de la classe moyenne et de la classe moyenne supérieure dotés d'un capital culturel élevé qui ont tendance à s'identifier comme de centre gauche et fortement laïques et votent pour le CHP. Alors que l'AKP bénéficie d'un large soutien en Anatolie, il est également fortement présent dans les grandes villes. Le CHP, pour sa part, est plus présent dans les grandes villes et les régions côtières.

En somme, il semble que les classes moyennes, plutôt que d'instituer ou de porter le changement politique, votent de manière globale pour les organisations politiques qui garantissent et protègent au mieux leurs intérêts et ce quelles que soient leurs orientations politiques.

II. Identification quantitative et caractérisation de la classe moyenne turque aujourd'hui

2.1. Méthodologie d'identification et de caractérisation des classes moyennes

Le volet « analyse quantitative » de cette étude consiste à identifier les classes moyennes à partir de données d'enquêtes auprès des ménages, à révéler leur potentielle hétérogénéité et à décrire leurs principales caractéristiques socio-économiques. Pour ce faire, la méthode adoptée est séquentielle et suit, dans les grandes lignes, la démarche adoptée par Bonnefond et al. (2015) et appliquée à la Chine. Cette démarche se veut multidimensionnelle et séquentielle par la combinaison d'une approche économique (basée sur le revenu) et d'une approche sociologique (mobilisant des informations sur l'emploi et l'éducation). L'idée est, dans un premier temps, de délimiter une classe moyenne de revenu. Il ne s'agit pas d'identifier précisément une taille de classe moyenne (compte tenu de l'absence de consensus sur le choix de l'intervalle monétaire), mais plutôt de délimiter un ensemble d'individus situés au milieu de la distribution du revenu (i.e. les « gens du milieu »). Dans un second temps, la démarche consiste à mobiliser les informations

plus qualitatives sur l'emploi et l'éducation afin d'identifier les différentes composantes de l'ensemble « classe moyenne » délimité lors de l'étape précédente. Il s'agit ainsi de mettre en évidence la potentielle hétérogénéité de la classe moyenne. Cette méthode d'analyse multidimensionnelle et séquentielle peut se décomposer en trois étapes : (i) analyse de la distribution du revenu dans le pays (afin de permettre de donner des « guides » pour le choix d'un intervalle monétaire pertinent), (ii) identification de la classe moyenne à partir de différents critères monétaires et choix d'un critère à la fois pertinent et permettant la comparaison entre pays, (iii) mise en œuvre d'une procédure de classification à partir de variables liées à l'éducation et à l'emploi au sein de la classe moyenne délimitée lors de l'étape précédente et caractérisation des groupes identifiés à partir de variables socio-économiques complémentaires. Ces trois étapes successives sont détaillées ci-après.

1ère étape : analyse de la distribution du revenu

La première étape consiste à examiner la distribution des revenus en Turquie. Les outils privilégiés lors de cette étape sont l'estimation de fonctions kernel (permettant de reconstituer la distribution du revenu de manière continue) et l'estimation des principaux indices d'inégalité. L'indicateur de revenu est le revenu des ménages par tête et intègre toutes les composantes habituelles du revenu (revenus du travail formels et informels, revenus du patrimoine, transferts, etc.).

2ème étape : identification de la classe moyenne à partir de différents critères monétaires

Cette étape vise à tester l'essentiel des intervalles utilisés dans la littérature pour identifier les classes moyennes de revenu. En effet, dans la littérature économique, l'identification statistique de la classe moyenne repose la plupart du temps sur la définition d'un intervalle de revenu dans lequel se situent les ménages ou individus qui la composent. De manière générale, plusieurs catégories d'approches doivent être distinguées. L'approche relative consiste à définir la classe moyenne comme la population qui se situe au milieu de la distribution du revenu. Les intervalles relatifs sont la plupart du temps construits à partir du revenu médian (e.g. entre 75% et 125% du revenu médian), du revenu moyen (e.g. entre 1 et 2,5 fois le revenu moyen) ou du seuil de pauvreté national (e.g. entre 2 et 5 fois le seuil de pauvreté). Les critères relatifs peuvent aussi être basés sur les quintiles (e.g. les trois quintiles du milieu de la distribution). L'approche absolue est avant tout dédiée aux comparaisons internationales. Elle repose sur des intervalles exprimés en dollars PPA (parité des pouvoirs d'achat). Plusieurs intervalles sont construits à partir d'une borne inférieure de 2\$ par individu et par jour (en PPA). L'idée sous-jacente est de considérer que la classe moyenne commence là où la pauvreté se termine. Ainsi, on peut trouver dans la littérature les intervalles suivants : 2\$-10\$, 2\$-13\$ ou 2\$-20\$. Comme la Banque Asiatique de Développement le reconnaît, les ménages dont le revenu par tête est situé entre 2\$ et 4\$ par jour restent fortement vulnérables à un retour dans la pauvreté en cas de chocs socio-économiques et peuvent donc être difficilement considérés comme membres de la classe moyenne (ADB, 2010). Cette limite a conduit d'autres auteurs à utiliser une limite inférieure de 10\$. Les critères 10\$-20\$, 10\$-50\$ ou 10\$-100\$ sont aujourd'hui fréquemment utilisés. L'approche mixte consiste à

combiner une borne inférieure absolue et une borne supérieure relative. L'intervalle proposé par Birdsall (2010) retient une borne inférieure de 10\$ et une borne supérieure correspondant au 95ème percentile de la distribution du revenu. Selon Birdsall (2010), cette limite supérieure permettrait d'exclure de la classe moyenne les ménages ou individus dont les revenus sont essentiellement constitués de revenus du patrimoine.

3ème étape : procédure de classification et caractérisation des groupes composant la classe moyenne

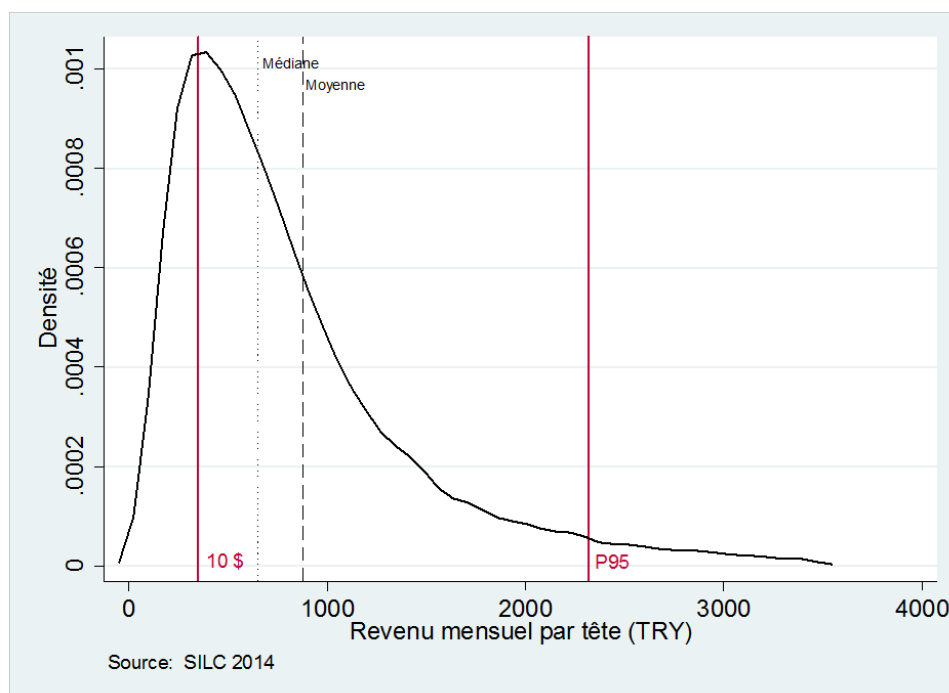
Afin d'étudier en détail la composition de la classe moyenne, nous retiendrons tout d'abord un critère de revenu nous permettant d'isoler un ensemble de « gens du milieu » sur la base d'un indicateur strictement monétaire. Le revenu ici considéré est le revenu mensuel par tête du ménage, celui-ci étant considéré de manière exhaustive (revenus du travail formels et informels, revenus du patrimoine, transferts publics et privés, etc.). En l'occurrence, nous avons retenu l'intervalle monétaire allant de 10 dollars au 95ème percentile de la distribution des revenus pour la Turquie. Le choix de ce critère permet d'isoler une « classe moyenne de revenu » représentant 75,4 % des ménages turcs en 2014.

Afin d'explorer l'hétérogénéité de cette classe moyenne « de revenu » d'un point de vue multidimensionnel, nous mettons en œuvre une procédure de classification mixte sur plusieurs variables décrivant les statuts occupationnels et éducatifs des ménages de l'échantillon considéré. Plus précisément, après analyse des questionnaires d'enquêtes, nous avons sélectionné et recodé cinq variables liées à l'éducation et à l'emploi pour mettre en œuvre la classification : (i) le niveau d'éducation le plus élevé atteint par le chef de ménage, (ii) la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage, (iii) le statut dans l'emploi du chef de ménage, (iv) le type d'employeur ou secteur institutionnel du chef de ménage et (v) la pluriactivité du chef de ménage. Sur la base de ces cinq variables, la procédure retenue effectue une classification d'un grand ensemble d'individus caractérisés par leurs premières coordonnées factorielles créées par une procédure initiale d'analyse factorielle (ici une analyse des correspondances multiples menée sur les cinq variables). Une première classification est obtenue par croisement de plusieurs partitions de base construites autour de centres mobiles, puis les classes stables ainsi formées sont agrégées par une méthode de classification hiérarchique. Le critère d'agrégation ici retenu est le critère de Ward. La partition que nous retiendrons (le nombre de groupes retenus au sein de la classe moyenne de revenus) résulte de l'analyse de l'histogramme des indices de niveau d'agrégation des nœuds de la hiérarchie et de l'analyse du dendrogramme (schéma synthétique de l'arbre d'agrégation). Sur cette base, nous proposerons une classification en groupes homogènes et clairement distincts les uns des autres. Afin de les caractériser au mieux, nous comparons enfin d'un groupe à l'autre les distributions des différentes variables de classification citées plus haut et affinerons l'analyse en comparant les distributions ou les moyennes d'un ensemble d'autres variables additionnelles, dites variables de caractérisation.

2.2. Identification de la « classe moyenne monétaire » turque

L'analyse quantitative pour la Turquie est mise en œuvre à partir des données d'enquête SILC (*Survey on Income and Life Conditions*) collectées par Turkstat (*Turkish Statistical Institute*). L'année d'enquête de référence est 2014 et l'enquête couvre approximativement 23 000 ménages. La figure 2 représente la distribution des revenus par tête mensuels des ménages turcs en 2014, ainsi que la position sur celle-ci des seuils nécessaires à l'identification de la classe moyenne de revenus. On voit que cette distribution est oblique à gauche du fait des importantes inégalités de revenu et que le « seuil de pauvreté » de 10 dollars par jour et par habitant est très proche de la valeur modale de la distribution.

**Figure 2 : Distribution des revenus mensuels per capita en TRY
(fonction de densité Kernel, Turquie, 2014)**



Sur la base de cette distribution des revenus, nous mesurons la taille de la classe moyenne sur la base d'un ensemble d'intervalles utilisés dans littérature. Les poids des différents groupes (pauvres, classe moyenne, riches) pour la Turquie, et ce pour 11 intervalles différents, sont reportés dans le tableau 2. Les différents critères retenus produisent des résultats très disparates en termes de poids de la classe moyenne, celui-ci étant compris entre 21% et 77% selon le critère retenu pour l'année 2014. Ceci s'explique par la diversité des intervalles qui, dans de nombreux cas, ne se recoupent que très partiellement, voire pas du tout. Ainsi l'intervalle 2\$-10\$ ne recoupe aucun des intervalles démarrant à 10\$. Cette grande disparité pose évidemment le problème du choix du (des ?) critère(s) le(s) plus pertinent(s). Il nous apparaît impératif de sélectionner une borne inférieure ni trop basse (au risque de capter des ménages plus « pauvres » que « classes moyennes »), ni trop haute (afin de pouvoir intégrer des ménages certes non pauvres, mais qui resteraient potentiellement vulnérables à un retour dans la pauvreté). Nous avons en ce sens retenu l'intervalle allant de 10 dollars par jour au 95ème percentile de la distribution pour la suite de l'analyse.

Tableau 2 : Comparaison de différents critères monétaires pour définir la classe moyenne (Turquie, 2014)

Critères	Intervalles de revenu		Pauvres (%)	Classe moyenne (%)	Riches (%)
	TRY mensuels par tête (prix 2014)	\$ mensuels par tête (PPA 2011, prix 2014)			
[2\$; 10\$]	[70TRY; 349TRY]	[60\$; 300\$]	0,2	21,3	78,4
[2\$; 20\$]	[70TRY; 698TRY]	[60\$; 600\$]	0,2	53,7	46,1
[4\$; 20\$]	[140TRY; 698TRY]	[120\$; 600\$]	2,7	51,2	46,1
[10\$; 20\$]	[349TRY; 698TRY]	[300\$; 600\$]	21,6	32,4	46,1
[10\$; 50\$]	[349TRY; 1745TRY]	[300\$; 1500\$]	21,6	68,7	9,7
[10\$; 100\$]	[349TRY; 3489TRY]	[300\$; 3000\$]	21,6	76,8	1,7
[75%-125% revenu médian]	[487TRY; 811TRY]	[419 \$; 698\$]	35,5	26,6	37,9
[50%-150% revenu médian]	[324TRY; 973TRY]	[279\$; 837\$]	18,9	52,2	28,9
[100%-250% revenu moyen]	[876TRY; 2191TRY]	[754\$; 1884\$]	66,0	28,1	5,9
[10\$; P90]	[349TRY; 1719TRY]	[300\$; 1478\$]	21,6	68,4	10,0
[10\$; P95]	[349TRY; 2319TRY]	[300\$; 1994\$]	21,6	75,4	5,0

Note : Facteur de conversion PPA (PPA 2011 ajusté aux prix 2014) = 1,163 (Source : Banque Mondiale).
Source : données SILC (2014).

Tableau 3 : Caractéristiques (variables de classification) des différents groupes (pauvres, classe moyenne, riche). Turquie, 2014

	Pauvres	Classe moyenne	Riches	Ensemble
Education				
Sans éducation	14,9	8,2	1,1	9,3
Education primaire	62,9	47,9	14,0	49,4
Education secondaire	21,0	29,2	20,0	27,0
Education supérieure	1,1	14,7	64,9	14,3
Catégorie socioprofessionnelle				
Inactifs et chômeurs	32,9	39,2	24,5	37,1
Dirigeants, cadres supérieurs, professions intellectuelles	2,0	10,0	52,2	10,4
Professions intermédiaires	1,4	7,3	9,0	6,1
Employés et travailleurs des services	24,6	19,9	9,1	20,3
Ouvriers	22,2	13,5	1,4	14,8
Agriculteurs	17,0	10,1	3,9	11,3
Statut dans l'emploi				
Inactifs et chômeurs	32,9	39,2	24,5	37,1
Salariés, employés	42,9	40,7	51,4	41,7
Indépendants	22,6	15,8	8,1	16,9
Employeurs	1,2	3,7	15,9	3,8
Travailleurs non rémunérés	0,5	0,6	0,1	0,6
Type d'employeur, secteur institutionnel				
Inactifs et chômeurs	32,9	39,2	24,5	37,1
Emploi formel	32,9	44,0	65,8	42,7
Emploi informel	34,2	16,7	9,7	20,2
Pluri-activité				
Oui	6,2	5,3	5,3	5,5
Non	93,8	94,7	94,7	94,5

Note : La classe moyenne est définie comme les ménages dont le revenu se situe entre 10\$ et le 95^{ème} percentile.
Source : données SIL C (2014).

A l'étape suivante nous caractérisons les trois groupes initialement identifiés sur la base de ce critère de revenu, celui des « pauvres », celui de la « classe moyenne » et celui des « riches », par les différentes variables de classification retenues (tableau 3). Ces variables, dites de classification, sont celles qui nous permettront dans un second temps de mieux appréhender la diversité de cette classe moyenne « monétaire » en considérant simultanément les statuts occupationnels et éducatifs des ménages. Il n'a pas été possible à partir des données disponibles pour la Turquie de distinguer les emplois publics des emplois privés, de sorte que la variable de classification concernant le type d'employeur ne présente ici que trois modalités.

Si le tableau 3 permet de voir clairement dans quelle mesure la classe moyenne de revenu turque se distingue des autres en matière de statuts occupationnels et d'éducation, il est évidemment particulièrement intéressant d'interroger la diversité des situations au sein même de celle-ci.

2.3. Typologie et caractérisation de la classe moyenne turque

Nous isolons alors les ménages appartenant à la classe moyenne de revenu (environ 17.000 ménages) et nous nous intéressons à l'hétérogénéité de celle-ci en procédant à la classification multidimensionnelle décrite plus haut. Les résultats de cette classification nous conduisent à identifier quatre groupes distincts au sein de la classe moyenne de revenu turque. Sur la base de l'analyse des distributions comparées des variables de classification et d'un ensemble de variables de caractérisation (tableaux 4 et 5), nous pouvons décrire ces quatre groupes, c'est-à-dire ces quatre « classes moyennes » distinctes identifiées en Turquie en 2014.

Concrètement, la description des groupes repose sur l'analyse des cases des tableaux 4 et 5 qui, pour chaque modalité retenue des variables de classification (tableau 4) puis de caractérisation (tableau 5) indique (i) l'effectif concerné au sein de chaque classe, (ii) la proportion des ménages présentant cette modalité appartenant à la classe considérée (distribution conditionnelle en ligne) et (iii) la proportion de la classe considérée présentant cette modalité (distribution conditionnelle en colonne). Les cases grisées dans les tableaux 4 et 5 identifient les modalités qui, d'un point de vue statistique (test du χ^2 par case), sont significativement surreprésentées dans la classe considérée par rapport au reste de la population et constituent ainsi les principaux « marqueurs » de celle-ci.

A titre d'exemple, la case du tableau 4 à l'intersection de la modalité « Indépendants » du statut du chef de ménage et de la classe 2 nous indique que (i) 1988 chefs de ménages sont des indépendants appartenant à la classe 2, (ii) 75,4 % des indépendants appartiennent à la classe 2 et (iii) 92,4 % des chefs de ménage de la classe 2 sont des indépendants. Cette case étant grisée, il y a statistiquement plus d'indépendants dans la classe 2 que dans les autres. Ce statut constitue donc un « marqueur » significatif de cette classe.

Tableau 4 : Distributions comparées des variables de classification selon la classe* ; effectif et fréquences conditionnelles en ligne et colonne (Turquie, 2014)

STATUT DU CHEF DANS L'EMPLOI					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
Sans emploi (inactifs, chômeurs)	6545	0	0	0	6545
	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0
	100,0	0,0	0,0	0,0	39,2
	0	52	4344	2392	6788
Salariés / Employés	0,0	0,8	64,0	35,2	100,0
	0,0	2,4	84,3	84,1	40,7
	0	1988	497	153	2638
Indépendants	0,0	75,4	18,8	5,8	100,0
	0,0	92,4	9,6	5,4	15,8
	0	60	269	290	619
Employeurs	0,0	9,7	43,5	46,9	100,0
	0,0	2,8	5,2	10,2	3,7
	0	51	44	10	105
Travailleurs non rémunérés	0,0	48,6	41,9	9,5	100,0
	0,0	2,4	0,9	0,4	0,6
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
Sans emploi (inactifs, chômeurs)	6545	0	0	0	6545
	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0
	100,0	0,0	0,0	0,0	39,2
	0	47	5	1614	1666
Dirigeants / Cadres supérieurs	0,0	2,8	0,3	96,9	100,0
	0,0	2,2	0,1	56,7	10,0
	0	20	0	1204	1224
Professions Intermédiaires	0,0	1,6	0,0	98,4	100,0
	0,0	0,9	0,0	42,3	7,3
	0	299	3003	14	3316
Employés et travailleurs des services	0,0	9,0	90,6	0,4	100,0
	0,0	13,9	58,3	0,5	19,9
	0	142	2115	1	2258
Ouvriers	0,0	6,3	93,7	0,0	100,0
	0,0	6,6	41,0	0,0	13,5
	0	1643	31	12	1686
Agriculteurs	0,0	97,5	1,8	0,7	100,0
	0,0	76,4	0,6	0,4	10,1
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

TYPE D'EMPLOYEUR / SECTEUR INSTITUTIONNEL					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
Sans emploi (inactifs, chômeurs)	6545	0	0	0	6545
	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0
	100,0	0,0	0,0	0,0	39,2
	0	394	4273	2687	7354
Emploi formel	0,0	5,4	58,1	36,5	100,0
	0,0	18,3	82,9	94,5	44,1
	0	1757	881	158	2796
Emploi informel	0,0	62,8	31,5	5,7	100,0
	0,0	81,7	17,1	5,6	16,8
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
EDUCATION CHEF DE MENAGE					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
Sans éducation	1157	136	75	1	1369
	84,5	9,9	5,5	0,1	100,0
	17,7	6,3	1,5	0,0	8,2
	359	1584	2516	301	7991
Education primaire	44,9	19,8	31,5	3,8	100,0
	54,9	73,6	48,8	10,6	47,9
	1376	381	2153	967	4877
Education secondaire	28,2	7,8	44,2	19,8	100,0
	21,0	17,7	41,8	34,0	29,2
	422	50	410	1576	2458
Education supérieure	17,2	2,0	16,7	64,1	100,0
	6,5	2,3	8,0	55,4	14,7
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PLURIACTIVITE					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
Monoactivité	6545	1886	4694	2684	15809
	41,4	11,9	29,7	17,0	100,0
	100,0	87,7	91,1	94,3	94,7
	0	265	460	161	886
Pluriactivité	0,0	29,9	51,9	18,2	100,0
	0,0	12,3	8,9	5,7	5,3
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : données SILC (2014)

(*) Les cases grisées dans le tableau identifient les modalités qui, d'un point de vue statistique, sont significativement surreprésentées dans la classe considérée par rapport au reste de la population.

Tableau 5 : Distributions comparées des variables de caractérisation selon la classe* ; effectif et fréquences conditionnelles en ligne et colonne (Turquie, 2014)

REGION					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
	624	59	630	334	1647
Istanbul	37,9	3,6	38,3	20,3	100,0
	9,5	2,7	12,2	11,7	9,9
	1145	405	987	441	2978
Marmara	38,5	13,6	33,1	14,8	100,0
	17,5	18,8	19,2	15,5	17,8
	1021	404	814	399	2638
Aégée	38,7	15,3	30,9	15,1	100,0
	15,6	18,8	15,8	14,0	15,8
	387	56	336	233	1012
Ankara	38,2	5,5	33,2	23,0	100,0
	5,9	2,6	6,5	8,2	6,1
	721	232	555	296	1804
Anatolie Centrale	40,0	12,9	30,8	16,4	100,0
	11,0	10,8	10,8	10,4	10,8
	849	221	585	311	1966
Méditerranée	43,2	11,2	29,8	15,8	100,0
	13,0	10,3	11,4	10,9	11,8
	934	427	594	339	2294
Mer Noire	40,7	18,6	25,9	14,8	100,0
	14,3	19,9	11,5	11,9	13,7
	514	252	371	299	1436
Anatolie Est	35,8	17,6	25,8	20,8	100,0
	7,9	11,7	7,2	10,5	8,6
	350	95	282	193	920
Anatolie Sud	38,0	10,3	30,7	21,0	100,0
	5,4	4,4	5,5	6,8	5,5
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SÉCTEUR D'ACTIVITE					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
	6545	0	0	0	6545
Sans emploi (inactifs, chômeurs)	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0
	100,0	0,0	0,0	0,0	39,2
	0	1633	117	23	1773
Agriculture, pêche, forêt	0,0	92,1	6,6	1,3	100,0
	0,0	75,9	2,3	0,8	10,6
	0	0	79	22	101
Activités minières	0,0	0,0	78,2	21,8	100,0
	0,0	0,0	1,5	0,8	0,6
	0	63	1295	389	1747
Manufactures	0,0	3,6	74,1	22,3	100,0
	0,0	2,9	25,1	13,7	10,5

colonne (Turquie, 2014)

	0	13	54	46	113
Electricité, eau, gaz	0,0	11,5	47,8	40,7	100,0
	0,0	0,6	1,1	1,6	0,7
	0	41	607	105	753
Construction	0,0	5,4	80,6	13,9	100,0
	0,0	1,9	11,8	3,7	4,5
	0	199	898	277	1374
Commerce gros et détail	0,0	14,5	65,4	20,2	100,0
	0,0	9,3	17,4	9,7	8,2
	0	77	464	109	650
Transports et stockage	0,0	11,9	71,4	16,8	100,0
	0,0	3,6	9,0	3,8	3,9
	0	36	327	123	486
Hôtellerie et restauration	0,0	7,4	67,3	25,3	100,0
	0,0	1,7	6,3	4,3	2,9
	0	4	11	53	68
Information, communication	0,0	5,9	16,2	77,9	100,0
	0,0	0,2	0,2	1,9	0,4
	0	2	17	64	83
Finance et assurances	0,0	2,4	20,5	77,1	100,0
	0,0	0,1	0,3	2,3	0,5
	0	3	2	31	36
Activités immobilières	0,0	8,3	5,6	86,1	100,0
	0,0	0,1	0,0	1,1	0,2
	0	3	17	130	150
Activités scientifiques et techniques	0,0	2,0	11,3	86,7	100,0
	0,0	0,1	0,3	4,6	0,9
	0	21	370	51	442
Administratifs et services aux ent.	0,0	4,8	83,7	11,5	100,0
	0,0	1,0	7,2	1,8	2,7
	0	0	516	546	1062
Administration publique et défense	0,0	0,0	48,6	51,4	100,0
	0,0	0,0	10,0	19,2	6,4
	0	1	103	564	668
Education	0,0	0,2	15,4	84,4	100,0
	0,0	0,1	2,0	19,8	4,0
	0	0	109	162	271
Santé et travailleurs sociaux	0,0	0,0	40,2	59,8	100,0
	0,0	0,0	2,1	5,7	1,6
	0	9	16	24	49
Arts et loisirs	0,0	18,4	32,7	49,0	100,0
	0,0	0,4	0,3	0,8	0,3
	0	46	152	126	324
Autres services à la personne	0,0	14,2	46,9	38,9	100,0
	0,0	2,1	3,0	4,4	1,9
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : données SILC (2014)

(*) Les cases grisées dans le tableau identifient les modalités qui, d'un point de vue statistique, sont significativement surreprésentées dans la classe considérée par rapport au reste de la population.

Tableau 5 (suite) : Distributions comparées des variables de caractérisation selon la classe* ; effectif et fréquences conditionnelles en ligne et colonne (Turquie, 2014)

GENRE					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
	4144	1994	4891	2658	13687
Homme	30,3	14,6	35,7	19,4	100,0
	63,3	92,7	94,9	93,4	82,0
	2401	157	263	187	3008
Femme	79,8	5,2	8,7	6,2	100,0
	36,7	7,3	5,1	6,6	18,0
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
LOISIRS REGULIERS					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
	502	103	755	1087	2447
Oui	20,5	4,2	30,9	44,4	100,0
	7,7	4,8	14,7	38,2	14,7
	780	234	956	219	2189
Non, pas les moyens	35,6	10,7	43,7	10,0	100,0
	11,9	10,9	18,6	7,7	13,1
	5263	1814	3443	1539	12059
Non autres raisons	43,6	15,0	28,6	12,8	100,0
	80,4	84,3	66,8	54,1	72,2
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CONNEXION INTERNET DOMICILE					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
	1598	383	2439	2180	6600
Oui	24,2	5,8	37,0	33,0	100,0
	24,4	17,8	47,3	76,6	39,5
	817	337	935	147	2236
Non, pas les moyens	36,5	15,1	41,8	6,6	100,0
	12,5	15,7	18,1	5,2	13,4
	4130	1431	1780	518	7859
Non autres raisons	52,6	18,2	22,7	6,6	100,0
	63,1	66,5	34,5	18,2	47,1
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

STATUT LOGEMENT					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
	4816	1703	2573	1393	10485
Propriétaire	45,9	16,2	24,5	13,3	100,0
	73,6	79,2	49,9	49,0	62,8
	885	153	1418	856	3312
Locataire	26,7	4,6	42,8	25,9	100,0
	13,5	7,1	27,5	30,1	19,8
	12	4	127	199	342
Logement temporaire	3,5	1,2	37,1	58,2	100,0
	0,2	0,2	2,5	7,0	2,1
	832	291	1036	397	2556
Autre (logement à titre gratuit)	32,6	11,4	40,5	15,5	100,0
	12,7	13,5	20,1	14,0	15,3
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
ÉTAT DE SANTE SUBJECTIF					
Effectif					
% en ligne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
% en colonne					
	158	123	490	400	1171
Très bon	13,5	10,5	41,8	34,2	100,0
	2,4	5,7	9,5	14,1	7,0
	2205	1103	3419	1995	8722
Bon	25,3	12,7	39,2	22,9	100,0
	33,7	51,3	66,3	70,1	52,2
	2329	662	974	377	4342
Correct	53,6	15,3	22,4	8,7	100,0
	35,6	30,8	18,9	13,3	26,0
	1642	253	263	67	2225
Mauvais	73,8	11,4	11,8	3,0	100,0
	25,1	11,8	5,1	2,4	13,3
	211	10	8	6	235
Très mauvais	89,8	4,3	3,4	2,6	100,0
	3,2	0,5	0,2	0,2	1,4
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 5 (suite) : Distributions comparées des variables de caractérisation selon la classe* ; effectif et fréquences conditionnelles en ligne et colonne (Turquie, 2014)

LE MENAGE PEUT-IL S'OFFRIR UNE SEMAINE DE VACANCES ANNUELLE ?					
Effectif % en ligne % en colonne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
	1903	679	1555	1750	5887
Oui	32,3	11,5	26,4	29,7	100,0
	29,1	31,6	30,2	61,5	35,3
	4642	1472	3599	1095	10808
Non	43,0	13,6	33,3	10,1	100,0
	70,9	68,4	69,8	38,5	64,7
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CAPACITE A "JOINDRE LES DEUX BOUTS" AVEC LE REVENU MENSUEL					
Effectif % en ligne % en colonne	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
	678	147	459	105	1389
Avec grande difficulté	48,8	10,6	33,1	7,6	100,0
	10,4	6,8	8,9	3,7	8,3
	2056	597	1628	527	4808
Avec difficulté	42,8	12,4	33,9	11,0	100,0
	31,4	27,8	31,6	18,5	28,8
	2560	699	1835	1022	6116
Aver quelque difficulté	41,9	11,4	30,0	16,7	100,0
	39,1	32,5	35,6	35,9	36,6
	841	499	880	730	2950
Plutôt facilement	28,5	16,9	29,8	24,8	100,0
	12,9	23,2	17,1	25,7	17,7
	373	196	331	427	1327
Facilement	28,1	14,8	24,9	32,2	100,0
	5,7	9,1	6,4	15,0	8,0
	37	13	21	34	105
Très facilement	35,2	12,4	20,0	32,4	100,0
	0,6	0,6	0,4	1,2	0,6
	6545	2151	5154	2845	16695
Ensemble	39,2	12,9	30,9	17,0	100,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : données SILC (2014)

(*) Les cases grisées dans le tableau identifient les modalités qui, d'un point de vue statistique, sont significativement surreprésentées dans la classe considérée par rapport au reste de la population.

Tableau 5 (suite) : Moyennes et écart-types comparés des variables de caractérisation selon la classe* (Turquie, 2014)

Moyenne Ecart-type	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Ensemble
Taille du ménage	2,62	3,52	3,64	3,56	3,21
	1,49	1,85	1,31	1,26	1,53
Nombre de pièces du logement	3,41	3,52	3,49	3,78	3,51
	0,87	0,96	0,72	0,76	0,83
Superficie du logement	100	103	105	120	105
	30,8	32,2	28,2	37,1	32,1
Revenu mensuel MEN	25327	30812	31036	46031	31325
	15597	805	15080	21319	18242
Revenu mensuel par habitant	872	805	766	1161	880
	417	398	384	527	446
Age du chef de ménage	61,7	54,4	41,3	40,3	50,8
	14,5	11,4	9,8	9,6	15,5
Score d'équipement	10,5	10,2	11,4	12,6	11,1
	2,4	2,2	1,8	1,5	2,2
Score de confort de vie	4,8	5,0	4,8	5,0	4,8
	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3

(*) Les caractères gras identifient les moyennes significativement supérieures et les caractères italiques les moyennes significativement inférieures à la moyenne globale. Source : données SILC (2014)

Les quatre classes moyennes identifiées peuvent ainsi être décrites de la façon suivante.

La classe moyenne des retraités et inactifs (classe 1 - 39 % de la classe moyenne de revenu). Ce premier ensemble regroupe principalement les ménages dirigés par des retraités, qui se trouvent par ailleurs être globalement moins éduqués que les autres chefs de ménage de la classe moyenne. Ils sont bien plus souvent que dans les autres groupes dirigés par des femmes. Ces ménages sont plus souvent que les autres propriétaires de leurs logements (relativement petits et peu équipés) et se distinguent par un état de santé subjectif moins bon que celui des autres groupes et par une moindre appétence que les autres pour les loisirs et l'internet. Ce sont des ménages de petite taille relative et dont les revenus sont comparables à ceux de l'ensemble de la classe moyenne.

La classe moyenne des exploitants agricoles (classe 2 - 13 %). Ce groupe est très majoritairement constitué d'indépendants et de quelques travailleurs non rémunérés. Ceux-ci sont pour l'essentiel des agriculteurs relevant de l'emploi informel, au sens du non-enregistrement de l'activité auprès des institutions de sécurité sociale. Les chefs de ménages considérés ne disposent très majoritairement que d'un niveau d'éducation au mieux primaire et ils sont plus nombreux que les autres à être pluriactifs. Ils sont très majoritairement propriétaires de leur logement toutefois moins bien équipés que la moyenne, leurs revenus sont plutôt faibles par rapport à la moyenne et ils sont en moyenne plus âgés que les autres chefs de ménages (hors groupe 1). Ils sont légèrement surreprésentés dans les régions de la mer Noire et de l'Anatolie de l'Est et, à l'instar du groupe précédent, ne présentent guère d'appétence pour les loisirs et l'internet.

La classe moyenne des travailleurs du secondaire et du tertiaire formel et des « petits patrons » (classe 3 - 31 %). Cet ensemble de ménages est très majoritairement constitué d'employés et travailleurs des services et d'ouvriers qui exercent en tant que salariés dans l'économie formelle, mais il rassemble également l'essentiel des indépendants urbains et près de la moitié des employeurs urbains. Les chefs de ménage considérés sont parfois pluriactifs et disposent plus que les autres d'un niveau d'éducation secondaire. Ils sont plus souvent que les autres locataires ou occupant à titre gratuit de leurs logements. On retrouve beaucoup les chefs de ces ménages dans les manufactures, les commerces ou encore la construction, l'administration publique et la défense. Deux-tiers d'entre eux affichent un bon état de santé subjectif, mais ils sont nombreux à manquer de moyens pour s'offrir des loisirs réguliers ou une connexion internet à domicile. Ce groupe est celui qui présente le revenu mensuel par tête moyen le plus faible de toute la classe moyenne. Les chefs de ces ménages sont plutôt jeunes et leurs logements sont plutôt bien équipés par rapport à ceux des deux classes précédentes.

La classe moyenne supérieure des employeurs et cadres (classe 4 - 17 %). Cet ensemble de ménages est principalement constitué de dirigeants, d'employeurs et de professions intermédiaires du secteur formel dont le niveau d'éducation est globalement très élevé. Souvent locataires de leurs logements, ces ménages affichent un très bon état de santé subjectif. Ils sont très majoritaires dans les secteurs de l'information et de la communication, de la finance et des assurances, des activités immobilières, scientifiques et techniques ou encore de l'éducation. Ils ont bien plus souvent que les autres des loisirs réguliers, sont très largement connectés à internet à leur

domicile et sont plus de 60 % à pouvoir s'offrir au moins une semaine de vacances annuelle. Ils sont par ailleurs beaucoup plus nombreux que les autres à déclarer que leurs revenus leur permettent de « joindre les deux bouts » facilement. Ils disposent des logements les plus vastes et les mieux équipés, sont plutôt jeunes par rapport aux autres et bénéficient du niveau de revenu le plus élevé de tous les groupes identifiés.

Les quatre classes moyennes ainsi identifiées et caractérisées du strict point de vue des variables retenues permettent de formaliser de façon multidimensionnelle la diversité et les « fractures » existant au sein de la classe moyenne de revenu en Turquie. L'approche quantitative proposée fait en cela écho aux éléments identifiés plus haut dans la littérature et abonde en leur sens par plusieurs aspects. Ainsi, il apparaît assez clairement que les classes 1 et 4 (*retraités et classe moyenne supérieure des employeurs et cadres*) s'apparente, au moins en grande partie, aux « anciennes classes moyennes » turques en perte de vitesse et que les classes 2 et 3 s'identifient assez nettement aux « nouvelles classes moyennes » émergeant depuis le début des années 2000 en milieu urbain (*travailleurs du secondaire et du tertiaire formel, « petits patrons »*) comme en milieu rural (*exploitants agricoles*)¹⁸.

2.4. Les enrichissements de l'analyse qualitative

Les résultats quantitatifs présentés ci-dessus peuvent être très utilement complétés par une analyse systématique des comportements et aspirations des membres de la classe moyenne à partir d'entretiens qualitatifs semi-directifs. Ces entretiens ont été menés sur la base d'un questionnaire adapté aux spécificités du terrain turque et auprès d'une population choisie pour couvrir l'ensemble des différentes classes moyennes « révélées » par l'analyse quantitative. Des ménages ont été enquêtés à Istanbul et à Gaziantep afin de capter au mieux, et dans deux espaces très différents du territoire, la diversité identifiée au sein de la classe moyenne de revenu lors de l'étape précédente. Les entretiens visent à approfondir la connaissance de la classe moyenne dans les dimensions de leurs aspirations économiques, de leur mobilité professionnelle et intergénérationnelle, de leur accès au capital, aux services publics, aux opportunités, de leur participation à la vie sociale, de leur insertion aux réseaux sociaux, de leurs demandes de protection sociale, de leurs aspirations environnementales ou encore de leurs préférences et aspirations politiques.

¹⁸ La terminologie « anciennes » et « nouvelles » classes moyennes est cependant discutable. En effet, le groupe 4 est aussi souvent décrit par les chercheurs turcs comme « nouvelles classes moyennes » en raison de ses fortes connexions à l'international et son haut niveau de revenus et de consommation. Il faut aussi souligner que dans la littérature scientifique turque « nouvelle » signifie également l'occidentale, l'occidentaliste, l'occidentalisée.

2.4.1. Notes méthodologiques

Ces entretiens qualitatifs *in situ* ont été menés à Istanbul et à Gaziantep, grande ville du sud-est du pays. Plus précisément, un total de 25 entretiens a été réalisé : 15 entretiens à Istanbul et 10 à Gaziantep. Selon les chiffres officiels du recensement, avec plus de 15 millions d'habitants, Istanbul est le département le plus peuplé de Turquie et le département de Gaziantep, avec ses 2 millions d'habitants, se classe au 8ème rang. Compte tenu de la population de ces deux départements, il est bien évident que ces 25 entretiens approfondis ne peuvent prétendre à aucune représentativité globale, ce qui explique l'absence de tout élément quantifié dans les commentaires à suivre. Cependant, ces interviews fournissent un matériau précieux pour saisir les différenciations et nuances existant entre les différentes classes moyennes turques telles qu'identifiées à l'étape précédente. L'analyse qui suit vise à exposer celles-ci et à tenter de les expliquer. Les principales caractéristiques des individus interviewés sont reportées dans le tableau 6.

Tableau 6 : Principales caractéristiques des individus interviewés lors des entretiens qualitatifs « ménages » (Turquie, 2017)

Numéro d'entretien	Genre	Âge	Région	Urbain / Rural	Statut matrimonial	Taille du ménage	Éducation	CSP	Statut dans l'emploi	Revenu mensuel total du ménage en TL 2017
1	M	53	Gaziantep	U	Marié	5	Primaire	Chauffeur camion	Employeur	Non réponse (estimé à 5000 TL)
2	M	60	Gaziantep	U	Marié	5	Supérieure	Retraité	Inactif	6000 TL
3	M	46	Gaziantep	U	Marié	5	Supérieure	Plombier (femme docteur)	Indépendant	Non réponse (estimé à 10000 TL)
4	M	40	Gaziantep	U	Marié	4	Supérieur	Dirigeant de l'entreprise familiale	Employé	7000 TL
5	M	29	Gaziantep	U	Marié	3	Secondaire	Travailleur sous-traitant	Employé	2500 TL
6	M	34	Gaziantep	U	Marié	3	Supérieur	Banquier	Employé	Non réponse (estimé à 8000 TL)
7	M	62	Gaziantep	U et R	Marié	5	Primaire	Retraité + agriculteur	Indépendant	3300 TL
8	M	31	Gaziantep	U	Marié	2	Supérieur	Travailleur sous-traitant	Employé	2350 TL
9	M	48	Gaziantep	R	Marié	6	Primaire	Agriculteur	Indépendant	3000 TL
10	M	75	Gaziantep	R	Marié	13	Primaire	Agriculteur retraité	Inactif	2600 TL
11	M	49	Istanbul	U	Marié	5	Secondaire	Fonctionnaire	Employé	8800 TL
12	F	66	Istanbul	U	Mariée	2	Secondaire	Femme à la maison	Inactive	5000 TL
13	F	39	Istanbul	U	Célibataire	4	Secondaire	Coiffeuse	Employée	6000 TL
14	F	81	Istanbul	U	Veuve	1	Primaire	Femme à la maison	Inactive	Environ 2500 TL
15	M	38	Istanbul	U	Célibataire	3	Primaire	Restaurateur	Auto-emploi	6000 TL
16	F	31	Istanbul	U	Mariée	3	Secondaire	Assistante-comptable	Employée	3000 TL
17	F	60	Istanbul	U	Divorcée	1	Secondaire	Modéliste	Inactive	1700 TL
18	F	36	Istanbul	U	Mariée	4	Primaire	Femme à la maison	Inactive	Non réponse (estimé à 9000 TL)
19	M	66	Istanbul	U	Marié	4	Secondaire	Propriétaire d'un magasin de vêtements	Auto-emploi	6000 TL
20	F	50	Istanbul	U	Mariée	4	Supérieur	Femme à la maison	Inactive	Environ 6000 - 7000 TL
21	F	68	Istanbul	U	Mariée	2	Supérieur	Retraité	Inactive	13000 TL
22	F	43	Istanbul	U	Mariée	4	Secondaire	Ménage / à la journée	Auto-emploi	4000 TL
23	F	36	Istanbul	U	Mariée	3	Supérieur	Expert en commerce extérieur	Employée	4000 TL
24	M	34	Istanbul	U	Célibataire	4	Supérieur	Programmeur	Employé	8000 TL
25	M	31	Istanbul	U	Marié	2	Supérieur	Fonctionnaire	Employé	3500 TL

2.4.2. Caractéristiques générales des enquêtés

Caractéristiques démographiques

Du point de vue des caractéristiques démographiques, les entretiens font avant tout ressortir la notable chute de la fécondité des classes moyennes au cours de ces trente dernières années. A l'instar de l'ensemble de la population du pays, tous les interviewés avaient au moins deux enfants

de moins que leurs parents ! Alors que l'indice synthétique de fécondité est actuellement de 2,14 en Turquie, le nombre d'enfants dans les ménages en couple interviewés est encore plus faible, dans la plupart des cas. Cependant, en matière de fécondité, deux points retiennent l'attention : la différence entre Gaziantep et Istanbul, d'une part, et les différences entre les générations au sein des classes moyennes. On constate en effet que le nombre moyen d'enfants par ménage interrogé est globalement supérieur à Gaziantep. Le cas le plus remarquable étant celui d'un homme de 75 ans vivant dans les périphéries rurales de Gaziantep, diplômé de l'école primaire et père de 11 enfants (n°10). Le deuxième point important est relatif au fait que les jeunes couples font beaucoup moins d'enfants que ceux de la génération précédente. Au cours des entretiens, la différence entre les couples trentenaires et ceux de plus de 45 ans était perceptible. Les couples constitués de trentenaires ont tous insisté sur le fait qu'ils n'avaient pas l'intention d'avoir plus de deux enfants. La seule exception à cela est représentée par une femme voilée de 36 ans, originaire de Zonguldak, dont l'époux était petit commerçant (n°18).

Une autre particularité démographique tient au fait que l'âge au mariage des jeunes générations est plus tardif que celui des générations précédentes, tout particulièrement à Istanbul. Compte tenu du fait que la famille est au cœur de la vie des classes moyennes en Turquie dans les représentations communes, le fait que parmi les interviewés à Istanbul se trouvent trois personnes de respectivement 34, 38 et 39 ans, célibataires et manifestement satisfaites de leur célibat, nous apparaît indicatif de cette propension. Dernier point, la présence de plusieurs femmes veuves mérite aussi d'être soulignée. Parallèlement au fait que la population turque est engagée dans un processus finalement assez rapide de vieillissement, s'opère une montée en visibilité des personnes âgées seules, souvent d'ailleurs en situation matérielle difficile. En particulier, de nombreuses femmes âgées, veuves ou divorcées, sont frappées par la pauvreté et seules certaines font exception en tant qu'elles sont aidées et soutenues par leurs enfants ayant connu une certaine promotion sociale (n°14 et 17 par exemple).

Education

En ce qui concerne le niveau d'éducation, nos interviewés offrent une grande diversité, de l'école primaire à l'université. On constate que le niveau d'éducation est corrélé au statut socio-économique. Les interviewés caractérisés par le niveau d'éducation le plus bas sont aussi en général les plus âgés. Ce fait est lié directement à l'augmentation du taux de scolarisation ces dernières années. Parmi les interviewés, il n'y a que deux personnes de moins de 45 ans qui ne sont que diplômés du primaire : l'un est un célibataire de 38 ans qui vit à Istanbul, poursuivant le métier de son père (propriétaire d'un petit restaurant), l'autre, originaire d'un petit village du département de Zonguldak, est une femme (voilée), aux opinions conservatrices affichées, mariée de manière arrangée (sans son consentement) à 17 ans avec un compatriote qu'elle a suivi à Istanbul.

Pour la partie salariée des classes moyennes, le niveau d'éducation est le facteur le plus nettement clivant quant à la position socio-économique. Pour les autres, commerçants-artisans qui travaillent à leur compte, la corrélation entre niveau d'éducation et revenu n'est pas négligeable

non plus. En outre, le niveau d'éducation des interviewés est fortement lié aux mécanismes de "reproduction sociale". Aucun d'entre eux n'a un niveau d'études inférieur à celui de ses parents. Cependant, avec la plus grande facilité d'accès au secondaire et au supérieur, la valeur du diplôme semble avoir été affectée.

Revenus et professions

Comme on peut le voir dans le tableau 5, nous avons adopté une fourchette large de niveau des revenus annuels pour la sélection de nos interviewés. Le revenu mensuel du ménage le plus faible est de 2 500 TL et le plus élevé est de 13 000 TL. La palette est donc très diversifiée, mais quasiment tous ces ménages se situent dans la fourchette de revenus mensuel par tête correspondant à la « classe moyenne de revenus » telle que déterminée par l'intervalle [10 \$; P95]¹⁹. Notre choix de faire preuve de souplesse quant au critère de revenu, tel qu'il nous a été déclaré, est fondé sur un certain nombre d'indices perçus au moment où la question du revenu a été posée : hésitation à répondre immédiatement et clairement et même parfois absence de sincérité flagrante sur le montant annoncé. Ainsi, il importe de préciser que la colonne « revenus » du tableau 5 n'est pas d'une fiabilité absolue.

Un autre point important a trait au statut de propriétaire ou de locataire. Comme nous l'avons noté lors de nos entretiens, aussi bien à Istanbul qu'à Gaziantep, un des facteurs de différenciation les plus saillants parmi les classes moyennes est bien celui de la propriété du logement (ou d'un logement, quand le logement possédé n'est pas le logement habité). Le fait d'être ou pas propriétaire a une incidence aussi importante que le salaire sur le niveau effectif de revenu d'un ménage. Si l'on admet que les loyers les plus bas se situent aux alentours de 1 000 TL mensuels à Istanbul et de 500 TL à Gaziantep, le fait d'être propriétaire peut impacter de manière parfois très importante le niveau de revenu réel des membres du ménage.

Si l'on considère cette fois la situation professionnelle de nos classes moyennes, on peut parler de trois catégories principales : salariés, inactifs (retraités et femmes au foyer) et petits patrons (employeurs et auto-emplois). Le segment « inférieur » des classes moyennes est plutôt constitué de travailleurs - cols bleus ou blancs - à statut fragile, à rémunération basse et la plupart du temps sans aucune sécurité de l'emploi. Les travailleurs sous-traitants de Gaziantep, âgés de 29 et 31 ans, gagnant autour de 2 500 TL par mois (n°5 et 8) sont de bons exemples de ce segment fragile et précaire, de même que la femme de 39 ans travaillant pour 2 000 TL par mois dans un salon de coiffure à Istanbul.

¹⁹ Exception faite du ménage n°21, dont les revenus très élevés le classent a priori parmi les 5 % de ménages les plus riches de Turquie et donc, de fait, hors du champ strict de notre analyse. On notera également que quatre autres ménages sortent également du strict intervalle de revenus correspondant aux classes moyennes, mais de très peu : trois ménages comptent parmi les plus riches des classes moyennes (légèrement au-dessus de la borne P95) et un ménage compte parmi les plus pauvres des ménages de la classe moyenne (légèrement en-dessous de 10 \$ par jour et par membre du ménage).

Lors des entretiens nous avons pu concrètement constater que les salariés et les retraités formaient deux sous-ensembles fondamentaux, constitutifs de l'identité des classes moyennes turques. Alors que parmi les salariés le niveau d'études et le capital social sont déterminants, à la fois pour les revenus et pour le positionnement de classe, parmi les retraités, il existe une différence importante entre les retraités du secteur public (Emekli Sandığı) et ceux du secteur privé (SSK, Bağ-Kur). Nous avons pu en effet observer que certains retraités, de la fonction publique tout spécialement, étaient dans une situation plutôt confortable et qu'ils devaient cela à deux formes d'investissement effectués lors de leur période de travail : le logement et l'éducation. Dans le sous-groupe des retraités, le fait d'être propriétaire détermine directement la position au sein des classes moyennes. D'un côté des retraités « fragiles » sont dans l'obligation de payer un loyer avec leur petite pension et de l'autre, des retraités « protégés » vivent dans un logement qu'ils possèdent et se positionnent de fait dans le segment supérieur des classes moyennes. De même parmi les retraités, ceux qui ont pu, lorsqu'ils étaient actifs, investir une partie importante de leurs revenus dans l'éducation de leurs enfants recueillent aujourd'hui les fruits de leurs « investissements ». En effet, il apparaît que les enfants qui, grâce à leur haut niveau d'éducation travaillent pour un salaire relativement élevé, soutiennent matériellement leurs parents.

Les sous-groupes les moins enclins à parler d'eux dans le détail sont les commerçants-artisans à leur compte et les petits patrons. Ce sont eux qui hésitent le plus à évoquer leurs revenus. Généralement, ils sont également ceux dont la vision du monde est la plus conservatrice et traditionnelle quant à la distribution des rôles sociaux entre sexes ou entre générations.

2.4.3. Evolution des conditions de vie intergénérationnelles

Mobilités sociales

Les entretiens nous ont révélé une mobilité sociale intergénérationnelle plutôt élevée, tout spécialement à Istanbul. Il ressort que trois voies existent pour assurer cette promotion des interviewés par rapport à leurs parents en termes d'éducation, de revenus et de niveau de vie. La première renvoie à la mobilité spatiale et au passage du monde rural vers le monde urbain ; ce, de façon tout particulièrement nette pour les interviewés à Istanbul. Ce passage s'est souvent effectué en plusieurs étapes : d'abord les ménages ruraux nouvellement urbains ont résolu leurs problèmes de logement et de travail en recourant à l'entraide alimentée par les liens de commune provenance géographique ou par les liens familiaux. En acceptant des emplois précaires à faible rémunération, ils ont pu procéder à une première accumulation en vue de devenir propriétaire d'un logement souvent auto-construit (gecekondu) et d'assurer l'éducation des enfants. Par-là, la deuxième génération a pu s'élever à une position socio-économique plus élevée que celle des parents. Au cours de ce processus, les liens de commune provenance, abondamment mobilisés par la génération des parents, ont perdu de leur importance. Par exemple, parmi les interviewés à Istanbul, un seul nous a dit être membre d'une association de « pays » (n°15).

Cependant, il faut souligner que le passage du rural à l'urbain n'implique pas toujours une totale rupture avec le premier. Ceci est spécifiquement vérifié pour une agglomération comme

Gaziantep dont l'arrière-pays se caractérise par une activité agricole dense. Les classes moyennes urbaines à Gaziantep n'ont pas rompu avec les villages et les petites villes dont elles proviennent. Certaines personnes, qui résident en ville, continuent en fait à se livrer à l'agriculture dans leur village d'origine. En dépit du discours récurrent sur la mort de l'agriculture, les nouveaux urbains n'ont pas abandonné l'agriculture et s'assurent même parfois l'essentiel de leurs revenus en poursuivant une activité agricole souvent destinée à la consommation de leur famille. Comme entendu dans plusieurs des entretiens conduits à Gaziantep, la conservation d'un lien avec le village d'origine assure des ressources encore importantes pour faire face aux difficultés économiques inhérentes à la vie en ville. Plusieurs ménages de Gaziantep dont les relations à leur campagne sont encore denses ont en effet un revenu supérieur à 2 000 TL (n°7, n°9, n°10). Et même les ménages qui ont un revenu plus élevé sont encore marqués, dans leur mode de vie, leurs valeurs et leurs systèmes de normes par l'univers rural dont ils sont issus et qu'ils tendent à perpétuer en ville.

Le deuxième canal de la mobilité sociale passe par l'éducation. En vérité, la voie de l'éducation est liée au premier canal, autrement dit au passage des campagnes vers la ville, en tant que l'éducation est le catalyseur principal du changement social et de la modernisation en Turquie. Le fait que la quasi-totalité de nos interviewés aient insisté sur le fait qu'ils accordaient une importance primordiale à l'éducation le montre bien : les classes moyennes croient fermement au principe « Si tu fais des études, tu auras une meilleure vie » dont elles ont dans leur propre vie éprouvé la validité, qu'elles aient réussi ou non. Pour elles, « une meilleure éducation » signifie « un meilleur travail », autrement dit « des meilleurs revenus pour mieux vivre ». En effet, bien que le système éducatif turc soit très loin d'être parfait et que désormais le diplôme n'offre plus une garantie absolue compte tenu de l'afflux impressionnant de diplômés du supérieur sur le marché, nous avons pu constater qu'aucun des interviewés ne mettait vraiment en doute la validité de la relation étroite entre éducation et mobilité sociale.

La troisième voie assurant la mobilité sociale, même si elle est moins répandue et plus aléatoire, est le mariage. Comme nous l'avons explicitement entendu, les femmes tout spécifiquement peuvent connaître une mobilité sociale immédiate en épousant un homme plus riche et plus instruit qu'elles (n°18, n°19, n°20 et n°25). Cette modalité de mobilité sociale, même si elle est incertaine et souvent hasardeuse, est reconnue comme une des rares possibilités d'installation en ville et de promotion sociale offertes aux femmes de milieu rural.

Intégration à l'identité nationale ainsi qu'à la vie urbaine

L'urbanisation et la mobilité sociale signifient d'une façon ou d'une autre l'adaptation à la vie dans les grandes villes et à la culture nationale dominante. Certains des interviewés, dans le récit biographique qu'ils proposaient, ont fourni des indications sur des formes d'assimilation volontaire vécues par leurs parents de diverses origines ethniques après avoir « immigré » à Istanbul. Les histoires de vie de trois de nos interviewés sont à cet égard édifiantes, deux d'origine arabe (n°12 et n°13) et un d'origine bosniaque (n°16). Toutes les trois racontent ce lien entre l'immigration à Istanbul de ces personnes de différents groupes ethniques, leur mobilité sociale et

leur « turquification ». Au cours de ce processus de changement social, l'éducation et la profession jouent un rôle central. Par exemple, la fonction publique d'Etat – et tout particulièrement les positions d'officier – semble avoir joué le même rôle intégrateur que le système du *devşirme* sous l'Empire ottoman, en entraînant une « turquification » par une relativisation des allégeances ethniques et culturelles propres au milieu familial. Cependant, ce processus de « devenir turc » a été vécu dans chaque famille selon des modalités et rythmes propres. Ainsi, pour une femme de 67 ans née et ayant grandi à Istanbul, mais aux parents d'origine arabe (département de Siirt), l'assimilation qui la caractérise ne l'empêche pas d'utiliser avec fierté des références relatives à son origine ethnique dans ses pratiques alimentaires ou domestiques (n°12). Une autre femme (n°14), veuve de 71 ans, nous a en revanche confié avoir « oublié » au fil du temps son origine arabe et celle, kurde, de son défunt époux. Ces femmes se réclament d'ailleurs toutes deux vivement du progressisme modernisateur turc qu'elles ont fait leur.

2.4.4. Les comportements socio-économiques des familles enquêtées

Dépenses des ménages

Contrairement à ce que les entretiens avec les experts avaient mis en avant quant au comportement ostentatoire des classes moyennes, les entretiens-ménages ont révélé des comportements plutôt modestes en matière de dépenses. Cet écart entre les discours des experts et ceux des ménages peut être dû aux effets sur les pratiques de consommation de ces derniers de la crise à la fois politique et économique que connaît actuellement la Turquie. Autrement dit, alors que l'on s'attendait à ce que la question des dépenses nous apporte des éclairages sur les clivages au sein des classes moyennes, cela n'a pas été tout à fait le cas. Au niveau des pratiques d'achat, contrairement à ce qu'on attendait, la disposition à la consommation ostentatoire n'est pas ressortie très nettement. La grande majorité des interviewés était sur une ligne du type « Je fais mes courses là où je peux trouver la marchandise la plus adéquate. Je n'ai aucune obsession de la marque, mais seulement un souci de qualité et de prix ». Et à une ou deux exceptions près, tous les interviewés ont reconnu que leur principal poste de dépense était constitué par l'alimentation. Les achats alimentaires, réalisés généralement une fois par semaine, l'étaient dans les marchés ouverts hebdomadaires de quartier pour le segment aux revenus les plus modestes et dans les supermarchés pour les autres segments. Pour les interviewés qui n'ont pas rompu leurs liens réguliers avec la campagne, tout spécialement à Gaziantep, un effort est fait pour réduire les dépenses alimentaires en ville par le biais des provisions venant des villages (n°5, n°7, n°8, n°9, n°10).

Toujours au niveau des dépenses, outre l'alimentation et l'habillement, les rares interviewés à avoir parlé de vacances et de voyages sont les retraités relativement aisés et les salariés éduqués à niveau de revenus plus élevé que la moyenne (n°3, n°12, n°21, n°23, n°24). La seule exception à ce tableau est constituée par une femme de 39 ans au salaire de seulement 2000 TL, mais vivant

encore avec ses parents : « Je dépense mon argent prioritairement pour prendre des vacances. Je voyage sans trop calculer. Et je dépense aussi pour l'alimentation. Je peux porter le même T-shirt à 5 TL pendant des années, cela ne me dérange nullement ; en revanche je suis bien ennuyée quand je ne peux pas aller dans un endroit que je souhaite voir. Et même pour deux jours, peu importe, je suis prête à partir sans hésiter avec mon sac à dos » (n°13, 39 ans, célibataire, diplômée du lycée, Istanbul).

Du point de vue de la distribution des rôles sociaux entre sexes, dès que la quantité d'achats à faire est importante, c'est systématiquement l'homme qui s'en charge. Dans certains ménages, ce sont les hommes qui assurent seuls les courses, dans d'autres, qui préfèrent les supermarchés, les hommes sont accompagnés de leur épouse et se chargent du paiement. Enfin, il ressort des entretiens de grandes différences entre les générations du point de vue des habitudes de consommation. Les personnes de plus de 45 ans, quel que soit en définitive leur segment d'appartenance, se comportent avec prudence et optent pour les solutions économiques, alors que la partie plus jeune des interviewés (moins de 45 ans) a avoué être encline à consommer de façon moins retenue et plus « libre ».

Épargne et investissement des ménages

Avant de parler de l'épargne et des investissements, un mot concernant la disposition à l'économie (ou à être économe). Lors des entretiens, en effet, il a souvent été suggéré qu'être économe, une nécessité pour les segments inférieurs des classes moyennes, constituait aussi un mode de vie voire une conception du monde pour les segments supérieurs. Les classes moyennes aux revenus les plus bas, menant une vie passablement économe et modeste, sont enclines à transformer en épargne les quelques reliquats éventuels de fin de mois. Parmi les options auxquelles ont absolument recours les partisans de ce mode de vie économe, on peut compter les transports publics gratuits pour les plus de 65 ans à Istanbul, l'utilisation des navettes gratuites mises en place par les surfaces commerciales pour les clients, ainsi que le recours préférentiel aux marchés hebdomadaires de quartier et aux petites surfaces pour les achats de base au meilleur prix.

La capacité et la propension à épargner varient en fonction de la taille et des particularités des ménages. Ceux qui comptent plus d'une personne rapportant un revenu sont dans une meilleure situation économique que les autres. Mais ces ménages « chanceux » se divisent eux-mêmes en deux sous-modèles : le premier modèle comprend les ménages où travaillent le père et un fils (le plus souvent un des fils adultes, qui a terminé ses études mais qui n'est pas encore marié, travaille en soutien au père), le second est constitué par les ménages où travaillent le mari et la femme (voir plus bas).

La plupart des interviewés reconnaissent que « même si c'est difficile d'épargner on s'efforce de le faire ». Alors que la forme la plus courante d'épargne, pour les personnes aux revenus plus faibles, est décrite comme « la thésaurisation sous l'oreiller », pour les segments aux revenus plus élevés, c'est l'achat d'un logement ou d'un terrain qui est souvent évoqué. Sur les 25 personnes

interrogées, six avaient souscrit à un système de retraite individuel (n°11, n°13, n°23, n°24, n°25) et deux nous ont parlé de placements boursiers et de fonds divers (n°13 et n°21).

Le moment du cycle de vie auquel se trouvent les différents interviewés a évidemment des incidences sur leurs pratiques d'épargne. Alors que ceux qui ont des enfants en bas âge consacrent l'essentiel de leurs revenus à des dépenses pour ces premiers, ceux qui ont des enfants plus âgés peuvent plus aisément faire quelques économies : « Le fait que les enfants aillent dans un Lycée Anatolien, le fait qu'ils aient étudié dans une université d'Etat nous a notablement soulagés et, petit à petit, au fur et à mesure qu'ils entrent dans la vie active, nous aussi nous nous mettons à faire des épargnes. » (n°20, femme à la maison, 50 ans, mariée, deux enfants, Istanbul).

Recours à l'emprunt et aux crédits

Quand on considère la question de l'endettement dans les classes moyennes, il faut prendre en compte deux points : le recours aux crédits bancaires et celui à la carte de crédit. La grande majorité de nos interviewés avait utilisé au moins une fois une carte de crédit et une grande partie continuait à en utiliser au moment de l'entretien. Pour la plupart des interviewés en effet, la carte de crédit est absolument nécessaire : « *Nous sommes tous dans la même situation : on emprunte, on a des cartes de crédit, on est plein de dettes. On n'arrête pas de rembourser nos dettes ; on rembourse encore et encore. Tel est le tableau. Tout le monde, du plus modeste au plus grand, sans exception, tout le monde est endetté* » (n°15, propriétaire d'un petit restaurant à Istanbul, 38 ans, diplômé de l'école primaire, homme célibataire vivant avec ses parents).

Seules deux personnes interviewées font exception de ce point de vue. Celles-ci se caractérisent par : (i) des revenus jugés insuffisants pour rembourser des dettes et une absence de connaissance minimale du fonctionnement du système bancaire et de familiarité avec celui-ci, alimentant la peur de ne pas pouvoir se sortir de la spirale de la dette (n°17 – Femme de 60 ans, divorcée, aux revenus la plaçant dans le segment inférieur des classes moyennes) ou (ii) un âge avancé et une peur de se voir abuser ou entraîner dans d'incontrôlables histoires juridiques en utilisant la carte de crédit, en dépit de revenus permettant assez largement d'être propriétaire d'une carte (n°14 – Femme de 81 ans, veuve, vivant seule).

En ce qui concerne cette fois le recours au crédit bancaire – autre dimension de la propension à l'endettement des classes moyennes –, sur la base des détails fournis, on peut parler de trois types d'attitude : (i) refus catégorique de recourir à l'emprunt, (ii) recours rare – dans des cas exceptionnels – à l'emprunt et (iii) recours régulier à l'emprunt bancaire.

Le premier groupe est principalement constitué de personnes âgées et de retraités caractérisés par de très fortes réserves et appréhensions vis-à-vis de l'endettement et du crédit (n°2, n°9, n°12, n°22, etc.). Dans ce cas, le manque d'information sur le fonctionnement du crédit paraît fortement lié au niveau d'études plutôt faible. « *Moi je ne veux pas faire d'emprunt, d'aucune manière. Je préfère dépenser en fonction de ma situation. Jamais je ne me risquerai. Ecoute, une fois j'ai reçu une carte de la Banque de l'Agriculture. Aussitôt, dès le lendemain je suis allée à la banque et j'ai déchiré cette carte pour la faire*

fermer. Non moi je ne peux pas faire une telle chose ; je préfère oublier. Regarde, il y a tellement de gens qui se laissent piéger. Tu dépenses avec l'une, si tu ne la trouves pas tu dépenses avec l'autre. Non je ne veux pas. Si j'ai de l'argent en poche, je dépense. Sinon, je m'abstiens !» (n°14, 81 ans, femme à la maison, veuve, diplômée du primaire).

Le deuxième groupe est composé de personnes qui ne recourent à l'emprunt que de manière exceptionnelle. Ayant de l'argent de côté, ces personnes n'empruntent à une banque que lorsqu'elles doivent acheter quelque chose d'important (la plupart du temps un logement ou une voiture) (n°3, n°7, n°21, n°23, etc.). *« Nous avons l'intention de demander un crédit logement, mais je ne sais pas quand on va le faire. Nous avons acheté une voiture à crédit par exemple, et nous continuons à rembourser cet emprunt. Je pense que quand on l'utilise judicieusement le crédit est une chose très utile. Mais étant donné la situation économique du pays, les taux d'intérêt sont soumis à variation et cette instabilité peut nous mettre en difficulté »* (n°23, femme de 36 ans, mariée, un enfant, diplômée de l'université, experte en commerce extérieur).

Quant au troisième et dernier groupe, il est constitué de personnes vivant dans la spirale permanente de l'endettement et enchaînant l'un après l'autre les emprunts ; ce qui semble être leur seule stratégie pour survivre (n°1, n°4, n°6, n°11, n°15, etc.). *« J'ai fait mon premier emprunt pour acheter la voiture. A part ça on a fait toute une série de dépenses inadaptées et démesurées ; pour cela j'ai utilisé mes cartes de crédit en pensant qu'ils les fermentaient. A l'heure actuelle si je continue à recourir au crédit c'est parce que ma femme est en congé-maternité sans salaire. (...) Chaque année, régulièrement je souscris un crédit. Puis un héritage est tombé ; ça m'a soulagé deux ou trois ans. Mais normalement depuis 20 ans, chaque année c'est un nouveau crédit. D'un montant qui varie entre 3 000 TL et 10 000 TL. C'est quand j'ai acheté la voiture que j'ai emprunté le plus, 30 000 TL. En ce moment le montant total de ma dette est de 30 000 TL »* (n°11, homme, 49 ans, fonctionnaire, diplômé du secondaire, marié, 3 enfants). *« Maintenant j'ai trois crédits. J'y ai recouru pour faire face aux frais de la boutique. Le premier a été souscrit il y a 3 ans. Depuis je n'arrête pas. Celui-là je l'ai remboursé, fini, mais aussitôt je fus contraint d'emprunter à nouveau. Et ensuite à nouveau. J'aurais bien aimé ne pas emprunter mais quand les affaires vont mal, on est obligé. (...) Avant, à la place de la banque, on empruntait aux amis et parents. Aujourd'hui c'est plus possible. Les gens de la famille ne prêtent plus. C'est la banque qui est devenue notre famille »* (n°15, homme, 38 ans, propriétaire d'un petit restaurant de köfte, célibataire vivant avec ses parents).

En matière de crédit, il faut faire une distinction entre les crédits pour la voiture et le logement et les crédits « besoins ». Alors que les interviewés considèrent les premiers comme une forme d'épargne au final, les autres crédits sont plutôt décrits comme ceux « des personnes qui ne peuvent pas dépenser sans s'endetter » et, à ce titre, comme un indice d'une certaine faiblesse économique. Emprunter aux banques et recourir à la carte de crédit restent des actions vues par les classes moyennes “économiques” comme une forme de gaspillage et le signe d'une situation d'indigence. Si l'on reprend les trois sous-groupes distingués plus haut, pour le premier groupe emprunter est un indice de consommation excessive, de dépenses inutiles et à ce titre quelque chose à éviter absolument. Et même, c'est de ne pas recourir à l'emprunt qui est considéré comme un indice de richesse : *« Je n'emprunterai jamais, je suis totalement opposé à cela. Parce que je sais l'argent que je gagne. Et si je fais un emprunt, comment je vais m'en sortir pour l'eau, le gaz naturel ou*

l'électricité... Non je ne pourrai jamais. Il y a un dicton à ce propos : ajuste ton pied à la mesure de ta couverture. Moi je n'ai jamais fait un emprunt ; c'est la raison pour laquelle je me sens tranquille et même appartenir à une classe supérieure. » (n°16, homme, diplômé du secondaire, propriétaire d'un magasin de vêtements, marié, deux enfants).

Eléments de sociabilité et participation à la vie sociale et politique

Dans les ménages où nous avons réalisé nos entretiens, les activités de « temps libre » étaient quasiment inexistantes, regarder la télévision mise à part. Seuls quelques interviewés ont parlé de voyage ou de visite de parents hors de la ville de résidence. Certains hommes ont avoué faire un peu de sport après le travail (n°15 et n°25). Donc, généralement, la vie des classes moyennes se déroule entre la maison et le travail. Au centre de la vie se trouvent les enfants. Les dépenses, les économies, l'utilisation du temps libre, les projets pour l'avenir, en bref tout tourne autour des enfants.

La vie sociale et politique semble de la même façon assez terne. Sur l'ensemble des personnes avec lesquelles nous avons conduit des entretiens, seules trois étaient soit membre d'un parti, soit membre d'une association de compatriotes. (n°15, n°13, n°18). Ceci mis à part, quand la question de la vie sociale et politique était abordée, un seul des interviewés a évoqué sa participation aux événements de Gezi (mai-juin 2013). *« Pour ce qui est des actions collectives, je ne pourrai que vous citer Gezi. J'ai participé intensément à la résistance de Gezi. Pour la première fois de ma vie même, un soir, j'ai laissé chez un parent ma fille pour pouvoir sortir la nuit. Ceci mis à part, rien »* (n°23, Femme de 36 ans, diplômée de l'Université, mariée, un enfant, spécialiste de commerce extérieur).

Les femmes et la vie domestique

Le vide de la vie sociale et politique, l'extrême indigence de la participation aux activités publiques traduisent bien le fait que l'espace domestique est l'espace le plus important de la vie des classes moyennes turques. Et quand on parle de l'espace domestique, ce sont évidemment les femmes qui ont une position clé. La place centrale des femmes au sein des classes moyennes rend nécessaire de leur consacrer un développement à part. La vie des femmes en Turquie peut être généralement caractérisée par l'ennui et l'enfermement. La plupart des femmes interviewées ont souligné combien déjà, avant leur mariage, quand elles vivaient avec leur famille, leur vie était confinée entre la maison et l'école : *« Quand j'étais jeune, qu'est-ce que je faisais ? Maison et école. Ceci mis à part, j'aimais bien aller au parc. Je m'asseyais avec mes camarades et nous discussions. Et on parlait de nos familles, des phénomènes propres à la période de l'adolescence, des copains, des copines, de nos enseignants... C'est à peu près tout ce qu'on faisait. »* (n°16, femme mariée de 31 ans, un enfant, assistante-comptable). Il existe encore une pression forte sur les femmes – qui émane à la fois de leur famille et de l'environnement social dans lequel elles se trouvent –, d'abord sur la question de la nécessité ou non de poursuivre ses études et sur la question du mariage (avec qui, quand, comment?). Nous avons pu constater lors des entretiens que les mariages arrangés et les mariages précoces étaient encore une pratique courante, tout particulièrement dans les familles d'origine rurale. Pour les femmes qui travaillaient avant de se marier, c'est leur mari qui a pris la décision relative à la

poursuite ou non de ce travail après le mariage. En ce sens, le fait que la femme travaille ou ne travaille pas semble être du seul ressort des maris et des familles. « *Le médecin lui dit bien 'Arrête de faire pression sur ta fille', ma mère répéta 'elle est belle, tout le monde la veut'. Je me mis à regarder fixement ma mère : 'OK je suis belle et agréable à regarder', si cela ne tenait qu'à moi je ferais n'importe quoi. J'ai trop souffert du poids de la famille. Ce poids s'est toujours fait sentir sur moi.* » (n°17, femme de 60 ans, diplômée du collège, mariée à 15 ans, 3 enfants, divorcée, vivant seule et désormais femme à la maison).

Comme l'ont dit la plupart des interviewées, la fonction de contrôle social exercée par la famille avant le mariage a été prise en charge après par le mari. Et une grande partie des femmes qui travaillaient avant de se marier a abandonné son travail après le mariage (n°12, n°17). On note cependant une façon ambivalente de considérer le travail rémunéré et hors de la maison des femmes. Dans les segments inférieurs des classes moyennes, le travail des femmes est considéré comme une nécessité. La recherche d'un revenu d'appoint pour la famille explique que les deux parents travaillent dans les ménages aux revenus modestes, surtout à Istanbul. Comme il a été suggéré à demi-mots par certains interviewés, l'opinion « si le revenu du mari était correct, celui-ci ne ferait pas travailler sa femme » est dominante. Dans les segments supérieurs des classes moyennes, en revanche, les femmes diplômées de l'université considèrent que la vie professionnelle est une voie nécessaire pour la réalisation de soi (n°23).

En raison des pressions qu'elles ont subies durant leur enfance et leur jeunesse, les femmes sont enclines à avoir une approche plus libérale dans l'éducation de leurs propres enfants. Quand on lui a posé la question de savoir ce qu'elle planifiait pour l'avenir de son enfant, une femme de 31 ans qui avait été elle-même dans sa jeunesse contrainte à abandonner le volley-ball parce que sa famille ne la soutenait pas nous a donné la réponse suivante : « *Nous allons le soutenir jusqu'au bout pour ses études. Qu'il choisisse complètement lui-même ce qu'il veut faire et devenir. Et nous n'allons le limiter d'aucune manière en ce qui concerne ses activités sociales, autrement dit, par exemple, s'il veut faire du volley-ball ou du tennis* » (n°16, femme mariée de 31 ans, un enfant, assistante-comptable). Ce changement dans les normes d'éducation des enfants, qui semble se réaliser avec le rôle primordial pris par les femmes dans les familles de classe moyenne, est un des signes de l'influence de plus en plus forte des femmes dans la Turquie à venir.

La division domestique du travail est un autre domaine où un changement peut s'observer dans les rapports entre genres. Dans les ménages où travaillent à la fois l'homme et la femme, le partage des tâches domestiques est plus courant. Dans les ménages plus traditionnels, les hommes, imbus de leur position de « chef de famille », continuent à percevoir comme une « insulte portée à leur endroit » le fait de participer aux tâches domestiques. On peut aisément dire que ce comportement patriarcal est plus fréquent dans certains cas : personnes plus âgées, petits commerçants-artisans, agriculteurs. « *Moi je suis le père dans ma maison. Il ne peut y avoir de partage des tâches entre nous. Chacun connaît les tâches qui lui reviennent et les assure. Il y a des tâches qui reviennent à la mère de la maison, et je ne me mêle en rien de ces affaires. Je n'apprécie pas vraiment de me voir adressée une telle question dans le cadre d'une recherche universitaire. Est-ce que vous êtes consciente du fait que vous parlez avec l'homme de la maison ? Une telle question relative à la participation aux tâches de la cuisine posée à l'homme de la maison par un universitaire ça me fait beaucoup de mal* » (n°19, homme marié, 66 ans,

deux enfants, diplômé du lycée, propriétaire d'un magasin de vêtements, Istanbul). Dans les jeunes couples à enfants dont les deux parents travaillent, la division du travail interne à la famille est plus égalitaire. Dans ces ménages²⁰, les courses et les tâches domestiques se font dans la mesure du possible de façon commune (n°23, n°11). Dans les segments les plus élevés des classes moyennes, le recours à une aide extérieure, pour le ménage tout spécialement, a pour effet de réduire le poids des tâches domestiques incombant aux femmes. Ceux qui recourent à ce genre de service sont généralement les ménages où les deux parents travaillent ou encore les familles de retraités relativement aisées. Mais même dans ce cas, la responsabilité de l'organisation des affaires domestiques revient aux femmes.

Un autre point relatif aux affaires domestiques concerne les services de soin et de surveillance des personnes dépendantes. Alors que traditionnellement ces services sont assurés par les femmes (filles de la maison ou brus), on note une tendance à un glissement vers le recours aux services rémunérés dans les classes moyennes. Par exemple, comme les brus ne veulent plus s'occuper de leur belle-mère paralysée, un fonds commun est constitué et on recourt aux services rémunérés d'une personne à domicile, souvent une étrangère (n°12, 66 ans, femme mariée, sans profession, deux enfants). Cependant, pour la garde des enfants, le recours à une nounou rémunérée reste encore limité à une très petite fraction de la population. En effet, selon l'enquête TÜİK (2016) sur la structure des familles, la garde des enfants est assurée à 86 % par la mère en Turquie ; le recours à une nounou rémunérée relève encore de l'exception, avec 1,5% des ménages seulement.

Particularités clivantes au sein des classes moyennes turques

Nous souhaitons dans cette ultime partie centrer l'analyse non pas sur des caractéristiques particulières du comportement des classes moyennes, mais sur les éléments plus généraux contribuant à la singularisation et à la différenciation interne de celles-ci.

Être propriétaire ou non de son logement. Être propriétaire de son logement constitue une distinction très importante, surtout dans les grandes villes où les loyers sont élevés. A Gaziantep comme à Istanbul, devenir propriétaire est la plus grande des aspirations des locataires. En effet, selon l'enquête TÜİK 2015 sur les dépenses de consommation, les ménages consacrent la plus grande part de leur budget au logement et au loyer. Donc, être propriétaire en période de difficultés économiques constitue pour les ménages un appoint au salaire de la plus haute importance ; ainsi, cette qualité devient même un mécanisme-tampon propre à réduire la fragilité de certains membres des classes moyennes.

²⁰ Selon l'enquête TÜİK 2014 sur le budget des ménages, alors que les ménages où les deux parents travaillent représentent 25,8% de l'ensemble des ménages, les dépenses de ces derniers représentent 31,5 % du total des dépenses, alors que les ménages où seule une personne travaille représentent 43,3% des ménages et 42,2% des dépenses. Source : <https://ilkha.com/haber/37287/hanelerin-yuzde-433u-tek-calisanli>

Posséder une voiture. La possession d'une voiture est un phénomène courant au sein des classes moyennes. A l'exception des plus âgés, il y a très peu de ménages sans voiture parmi nos interviewés. Mais les entretiens ont révélé une différence aussi importante entre ceux qui utilisaient fréquemment leur voiture et les autres, plus occasionnellement. En effet, dans de nombreuses familles, par mesure d'économie, on n'utilise que très rarement la voiture, par exemple une fois par semaine pour les courses hebdomadaires.

L'assurance-maladie privée. Seulement un quart des interviewés en ont souscrit une. Nous pensons que cette singularité clivante permet de repérer aisément le segment supérieur des classes moyennes.

L'envoi des enfants à l'école privée. On remarque que cette pratique est plus fréquente chez les couples à jeunes enfants. Alors que pour les ménages aux adultes plus âgés l'envoi à l'école privée est considéré comme une source inutile de dépenses, les parents aux enfants encore petits sont enclins à envoyer ces derniers dans le privé, quel qu'en soit le prix. *Posséder des appareils de "haute technologie".* Comme nous l'avions suggéré dans l'analyse des entretiens avec les experts, les classes moyennes sont très ouvertes aux nouvelles technologies et désireuses d'en posséder. Mais en la matière, le téléphone intelligent n'est désormais plus un objet clivant. Tous les interviewés ou presque en possèdent, y compris une femme de 66 ans. Parmi les produits technologiques, les tablettes (ou autres produits assimilés) sont comparativement plus clivantes. Et quand on examine la relation entre technologie et classes moyennes, c'est, plus que le fait de posséder celle-ci, la fréquence du temps passé sur Internet et la capacité à « comprendre » ces technologies qui font la différence.

Vacances. Les préférences pour les vacances des classes moyennes sont une donnée distinctive. Les choix qui se présentent sont les suivants : aller dans son lieu d'origine, aller dans le lieu de villégiature d'un parent, dans un hôtel en bord de mer ou passer ses vacances à l'étranger. Les deux dernières options sont les plus distinctives, puisque pour les réaliser le capital économique ne suffit pas, d'autres capitaux sont requis. Un homme originaire d'Anatolie, rapidement enrichi, répugne par exemple à passer ses vacances en famille dans un environnement dont il ne connaît ni la langue ni la culture ; il prend plus de plaisir à retourner dans son lieu d'origine pour montrer sa richesse à ses connaissances.

Prendre une aide pour le ménage. D'après les entretiens réalisés, cette pratique est limitée aux ménages où la femme travaille et aux familles de retraités relativement aisées.

Les classes moyennes conservatrices. Dans la littérature relative aux classes moyennes en Turquie, l'opposition séculaire/conservatrice est fréquemment mise en avant. Nos entretiens nous ont conduits à identifier dans le sous-ensemble « classes moyennes conservatrices » deux dynamiques différentes. La première tend à produire des classes moyennes conservatrices en voie rapide de mutation et de modernisation. Cette mutation commence avec la propension à consommer, mais cette dernière affecte ensuite rapidement la vision du monde, pour ceux dont le niveau d'études est élevé et même pour une partie des autres (n°15). L'autre dynamique est celle du renforcement

de l'identité conservatrice. Les ménages concernés souhaitent que les valeurs religieuses s'étendent à tous les domaines de la vie sociale. Par exemple, une interviewée portant le voile a avoué être dérangée par le fait que les garçons et les filles étudient ensemble à l'université : « *Je pense que c'est très honteux. Moi je suis contre ça. C'est mon plus grand souci actuellement. Je pense que mes propres enfants vont bientôt faire des études à l'université et je ne souhaite pas qu'ils les fassent dans cette ambiance* » (n°18, femme, voilée elle-même, originaire de Zonguldak, de 36 ans, deux enfants, mari petit commerçant). Mais cette dynamique « conservatrice-religieuse », face à la dynamique de changement et d'individualisation, ne semble pas devoir concerner beaucoup de ménages. Les personnes prises dans cette dynamique semblent en être elles-mêmes conscientes : « *Le temps qu'ils deviennent grands, cela peut changer inşallah ; tout peut s'arranger pour le meilleur. Mais pour l'instant nos jeunes sont très dans l'imitation. Oui dans l'imitation des modèles médiatisés. Ils sont en passe de sortir de notre culture. J'espère de tout mon cœur que cela n'arrivera pas avec mes enfants* » (n°18).

Conclusion : une véritable polarisation politique

La polarisation politique fait sans doute partie des particularités saillantes des classes moyennes turques d'aujourd'hui, comme des autres classes d'ailleurs. Il existe une division telle que les interviewés, en fonction de leur position politique, applaudissent ou critiquent vivement les développements survenus ces dernières années dans des domaines aussi importants que l'éducation, la santé, la sécurité sociale, les impôts, la corruption ou la sécurité des biens et des personnes. Par exemple, à propos de la sécurité, une personne qui ne se reconnaît pas du tout dans les gouvernements AKP aux affaires depuis 2002 a exprimé ses opinions de la manière suivante : « *Je ne sens pas notre pays en sécurité, pour parler à cette échelle. Mais le contexte est même assez peu favorable à ce genre d'appréciation. Je ne vois rien de transparent, je ne trouve rien de transparent dans les institutions étatiques. En raison des conditions dans lesquelles nous nous trouvons, j'ai changé d'avis.... Et je préfère ne pas répondre à cette question.* » (n°12, femme mariée de 66 ans, deux enfants, à la maison).

Concernant les impôts, ceux qui critiquent le gouvernement critiquent très vivement le système des impôts en faisant référence aux pratiques irrégulières. Et nous avons observé dans tous les segments une absence de volonté, voire presque un refus de principe, sur la question du paiement des impôts. Si tout le monde s'accorde pour dire que les irrégularités sont omniprésentes dans le public comme dans le privé, l'intensité de la critique varie selon le positionnement politique. Alors que les opposants au gouvernement critiquent vivement la corruption, les sympathisants du parti au pouvoir préfèrent dire : « En fait il y a toujours eu de la corruption. La seule différence c'est que maintenant ces pratiques se cachent plus difficilement ».

Autre sujet sur lequel le consensus semble large, celui de la nécessité d'une réforme du système éducatif. Mais le contenu donné à cette réforme varie selon la vision du monde des uns et des autres. Avec des différences fortes entre ceux qui veulent que les filles et les garçons soient séparés, ceux qui réclament un enseignement scientifique et laïc et ceux qui insistent pour que la *turcité* soit mise en avant...

Pour conclure ce passage, il importe une nouvelle fois de rappeler les contraintes auxquelles sont confrontés les chercheurs en sciences sociales en Turquie dans la période actuelle. La difficulté qu'il y a à faire face à des interviewés devenus méfiants, réticents ou alors aveuglés, « rigidifiés », oblige le chercheur à prendre position dans le champ politique polarisé. Sans parler des interviewés presque désespérés : « (...) *je suis très affligée à propos de mes enfants et de leur avenir ; je sais que ceux de leurs contemporains qui le peuvent s'en vont à l'étranger pour s'y installer. Mais mon fils n'y pense pas. Je souhaite la démocratie et la liberté pour mon pays. Je ne sais pas si la justice intégrale est vraiment possible, en tous les cas mon pays ne mérite pas tout ce qui lui arrive.* » (n°21). « *Je ne me sens pas très en sécurité, surtout pour ma fille. Avec tous ces événements ces derniers temps, les explosions... Oui je pense qu'il y a beaucoup trop de corruption. Et l'introduction de la religion partout n'arrange pas les choses. (...) Je ne pense pas que les institutions soient libres ou a fortiori transparentes. (...) ce n'est plus pour moi, mais c'est pour mon enfant que je me fais beaucoup de souci. Je ne sais pas quelle vie il va mener et ce qui l'attend.* » (n°23).

III. Institutions, politiques publiques et classes moyennes

Cette dernière étape porte sur l'analyse des implications du développement des classes moyennes sur le *design* des politiques publiques. Elle revient à poser la question de la gouvernance de ces sociétés marquées par des classes sociales moyennes émergentes qu'il faut à la fois promouvoir pour assurer le développement, accompagner dans leurs attentes pour conquérir leur soutien et entretenir le mouvement d'expansion et encadrer pour éviter des risques d'instabilité sociale et politique. Dans cette perspective il s'agit de savoir si le ciblage des classes moyennes par les politiques publiques arrêtées par les autorités publiques relève d'un choix délibéré de produire et promouvoir ces catégories, ou d'un ensemble de négociations avec des représentants de ces catégories « déjà là ». L'objectif est de montrer comment la notion de classe moyenne affecte les agendas politiques et qui permet cette priorisation de cet enjeu : s'agit-il de l'influence directe de groupes classes moyennes mobilisés ? De tentatives de captation de clientèles par des entrepreneurs politiques ciblant des soutiens en expansion ? Ou simplement d'un effet de « mode » réalisé par les décisionnaires du pouvoir sans ciblage social particulier ? Autour de ces trois questions il s'agira de voir comment les classes moyennes affectent l'agenda politique.

3.1. Politiques publiques et classes moyennes en Turquie

Ce que l'on peut ranger sous le qualificatif général de « politiques publiques » visant les classes moyennes en Turquie relève de plusieurs types de politique qui, au fil du temps, ont pris des formes et des accents variables : politiques éducatives, politiques du logement, politiques touristiques (tourisme national), politiques de mobilité et politiques de la santé.

3.1.1. Politiques éducatives

En Turquie, l'éducation est l'un des indicateurs les plus fondamentaux pour délimiter les classes moyennes. La population adulte de Turquie est à 5 % analphabète, à 37 % diplômée de l'école primaire, à 14 % diplômée du collège et à 28 % diplômée du lycée. Malgré l'inauguration de dizaines d'universités ces dernières années, les diplômés d'université ne représentent que 13 % de

la population totale du pays et seuls 0,8 et 0,2 % des adultes sont titulaires d'un master ou d'un doctorat en 2013. Autrement dit, la détention d'un diplôme universitaire constitue une distinction de grande importance et fonde un statut social.

L'éducation est un des postes de dépenses les plus différenciés entre les groupes sociaux. Les dernières études du TÜİK le montrent très clairement²¹ : si pour le quintile le plus défavorisé les dépenses pour l'éducation ne représentent pas 5 % du total des dépenses, cette part dépasse les 15 % pour le quintile le plus favorisé. L'impératif éducatif - reposant sur la croyance encore très ancrée qu'un diplôme de l'enseignement supérieur est la meilleure garantie contre le chômage et pour l'ascension sociale - oriente les stratégies démographiques (question de la taille idéale de la famille) et résidentielles des familles, quelles que soient les affiliations idéologiques. C'est un impératif qui traverse toutes les oppositions partisans (Pérouse, 2015).

La part du budget de l'Etat turc consacré à l'éducation a largement augmenté entre 2002 et 2016, passant de 7,6 % à 13,3 %. Mais les efforts consentis, compte tenu des besoins et des urgences, restent peu compatibles avec un discours « éducationniste » permanent, dans la mesure où l'immense majorité du budget consacré à l'éducation est consacré aux salaires du personnel et aux frais d'entretiens des bâtiments scolaires (İnal, 2015). La politique éducative turque se focalise pour l'essentiel sur l'incitation à investir et l'aide au développement du secteur éducatif privé. Cause nationale, l'éducation est un chantier auquel les grands groupes qui dominent l'économie sont sommés de participer de multiples manières. Ces derniers relaient « l'impératif éducationniste » en finançant la construction de nouvelles classes²², voire de nouveaux établissements entiers, et en accordant des bourses aux élèves méritants. Tout établissement scolaire, ou presque, a son mécène dont il porte d'ailleurs souvent le nom. Parallèlement, l'Etat a multiplié les initiatives pour que le secteur privé prenne en charge directement une partie de l'offre scolaire, de l'école primaire à l'université. Une politique d'encouragement (*teşvik*) de l'investissement privé dans le secteur de l'éducation a ainsi été instituée à cette fin.

L'éducation est le domaine auquel les classes moyennes sont les plus sensibles, mais également celui qu'elles influencent le plus. À partir des années 1980, les transformations dans le domaine de l'éducation ont été portées par l'émergence de nouvelles classes moyennes liées aux réformes libérales de l'époque ; en même temps, ces politiques sont devenues déterminantes pour les pratiques des nouvelles classes moyennes. Les valeurs de cette nouvelle classe moyenne supportent la création des éléments constitutifs d'une véritable compétition éducative au sein du système de formation (voir Rutz et Balkan, 2009). La classe moyenne oriente toutes sortes de pratiques quotidiennes en fonction des contraintes liées à l'éducation des enfants et mobilise également le capital culturel et social de la famille pour « une meilleure éducation ». Alors que la nouvelle classe moyenne s'oriente vers les écoles privées, l'ancienne classe moyenne, qui ne peut

²¹ Voir A. Aktaş, « Le riche attache de l'importance à l'éducation et l'éducation apporte la richesse... », *Diinya*, 2/08/2016, p. 4.

²² Entre 2003 et la fin de 2015, un peu plus de 44 000 « bienfaiteurs » ont financé la construction et l'aménagement de près de 250 000 classes dans les établissements publics turcs (selon les chiffres officiels du ministère de l'éducation).

pas envoyer ses enfants dans ces écoles privées très coûteuses, s'oriente d'abord majoritairement vers les lycées publics prestigieux (*Anadolu liseleri*). Mais dans la période récente, l'Etat turc subventionne l'accès des élèves aux écoles privées, de sorte que le nombre d'élèves étudiant dans ces écoles s'accroît très fortement (+ 40 % entre 2014 et 2015 !). De l'avis même du ministre de l'Éducation, le soutien de l'Etat permet à plus de parents d'envoyer leurs enfants dans des écoles privées et « [cette subvention] est très utile pour les gens qui ont des revenus moyens »²³. Ainsi, la part des élèves inscrits dans l'enseignement privé s'élève en 2015-2016 à 4,3 % à l'école primaire, 5,3 % au collège et à 8 % dans les lycées. Le fort accroissement de l'accès à l'enseignement privé est certainement une conséquence de la politique libérale de l'éducation de l'AKP qui vise les nouvelles classes moyennes conservatrices. Un modèle d'accès aux services fondamentaux plus ouvert aux classes populaires s'est mis en place, notamment grâce au soutien économique provenant de l'Etat, ainsi qu'à la volonté de l'AKP de lutter contre la pression idéologique des classes supérieures dans le domaine de l'éducation (Karagöl, 2014). Suite aux politiques « marchandes » menées dans le domaine de l'éducation ces dix dernières années, l'essor des établissements privés en Turquie est donc frappant. Ainsi, sous l'AKP, la Turquie a connu une augmentation de 92 % du nombre d'écoles primaires privées et une augmentation de 250 % du nombre de lycées privés (Ministère de l'éducation nationale, MEB, 2008 et MEB, 2015). Les habitudes de consommation des classes moyennes ont changé avec la croissance de leurs revenus et cela s'est accompagné d'une augmentation des dépenses pour l'éducation, avec la privatisation croissante des services éducatifs. Par ailleurs, on a pu observer au cours des dix dernières années une forte hausse du nombre de résidences universitaires liées à l'organisme des « Crédits et des Résidences des Etudes supérieures ». Sous l'AKP, la capacité de ces dernières a connu une augmentation de 247 %. Le montant des crédits et des bourses a également augmenté au cours de la même période (MEB, 2016). Il s'agit donc d'une des politiques des gouvernements AKP visant à faciliter l'accès à l'éducation des classes moyennes-basses aspirant à l'ascension sociale.

Toutes ces évolutions ont entraîné une certaine « chute » de statut des classes moyennes anciennes, celui-ci étant principalement fondé sur le capital symbolique lié au niveau d'éducation. A la fracture d'échelle mondiale entre « anciennes » et « nouvelles » classes moyennes s'ajoute, en Turquie, celle entre classe moyennes musulmane et laïque. Le capital islamique étant le grand vainqueur de la période néolibérale débutée en 1980, la « vieille » classe moyenne laïque a perdu son statut à plusieurs niveaux. Selon les résultats d'une recherche menée à Istanbul, avoir accès aux couches supérieures de la classe moyenne ne suppose pas seulement un capital économique, mais aussi des capitaux culturel et social. Pour obtenir du capital culturel il faut « un processus de long terme qui commence dès la naissance et va jusqu'à la fin de l'université » (Balkan et Öncü, 2014). Avec la dynamique récente de l'investissement public dans le secteur de l'éducation, la classe moyenne, qui avait en grande partie préservé son statut à travers celle-ci, s'est retrouvée déclassée et a subi un rapprochement avec la classe moyenne-inférieure, composée de fonctionnaires et d'instituteurs. Simultanément à cela, en raison de la baisse de qualité des écoles publiques, les classes laïques s'orientent désormais vers les établissements privés et on observe

²³ Hürriyet, 17.10.2015. <http://www.hurriyet.com.tr/ozel-okula-giden-ogrenci-sayisi-1-milyonu-asti-30334085>

également une prolifération des écoles à tendance islamique visant les nouveaux riches conservateurs (Balkan et Öncü, 2014).

Par ailleurs, il existe une relation digne d'intérêt entre le niveau d'éducation et les préférences politiques des individus. En effet, tandis que les électeurs de l'AKP et du HDP sont majoritairement éduqués à un niveau inférieur au lycée, ceux qui votent pour le CHP ou le MHP disposent pour beaucoup d'un niveau d'éducation au-dessus de la moyenne du pays avec, pour le CHP, une part de 22 % de ses électeurs qui sont diplômés d'université, contre 18 % pour le MHP et 10 % pour l'AKP (Konda, 2014). Plus le niveau d'éducation augmente, plus le nombre d'électeurs de l'AKP diminue, alors que celui du CHP – et partiellement du MHP – augmente. Ceci pourrait peut-être constituer un critère de différenciation des attitudes des différents types de classes moyennes. Cependant, il serait erroné de croire que les partisans de l'AKP ne se composent que de personnes peu éduquées. En effet, près d'un tiers des diplômés d'université du pays votent pour ce parti. En dépit de ces chiffres, ou peut-être parce qu'ils sont tels, les ressources que l'AKP a consacrées à l'éducation ont quintuplé de 2002 à 2011. Dans la même période, les dépenses des familles pour l'éducation primaire de leurs enfants ont quadruplé (İnal, 2012). En d'autres termes, la part financière allouée à l'éducation par les familles et le service public a enregistré une augmentation très sensible.

On notera toutefois que même si beaucoup plus de moyens publics ont été consacrés à l'éducation depuis dix ans, la qualité du service n'a pas suivi la même progression en raison de la banalisation et de la marchandisation de celui-ci. Une métamorphose profonde a eu lieu avec l'intégration des écoles sur le marché et la privatisation de tous les aspects de ces dernières, tels que les voyages scolaires, les uniformes, le transport ou autres. Le monde scolaire étant devenu un champ de concurrence et en l'absence d'investissements publics dans les services tels que le transport scolaire, la cantine ou encore l'entretien des établissements, les familles se sont trouvées dans l'obligation de s'investir activement. Elles sont ainsi dans l'obligation de faire des dons divers aux écoles dans lesquelles elles envoient leurs enfants (Kurul, 2012). Les politiques éducatives conduites lors des quinze dernières années relèvent ainsi pour beaucoup des incitations faites au secteur privé à prendre sa part d'un marché de plus en plus structuré comme tel (Sönmez, 2011).

3.1.2. Politiques de logement

Un vieux rêve de la République turque : créer, consolider et reproduire des classes moyennes par le logement. Les politiques de logement conduites depuis le début de la République ont pris des formes changeantes au fil du temps et des gouvernements. Elles ont cependant en commun, de manière assez constante, de reposer sur la priorité à l'accès à la propriété et de représenter pour l'Etat un moyen d'assurer la promotion sociale de sa population (par une rupture spatiale / environnementale). Pour ce dernier, comme pour la majorité de la population qui semble avoir intégré cette idée, le logement « moderne » et confortable est une composante déterminante du statut. Dans cet esprit, c'est donc d'abord par un logement décent et stable que le citoyen turc devient « civilisé » ou « contemporain ». Dans les premières décennies de la

République, c'est par le biais de l'aide aux coopératives de construction – sous la forme d'accès garanti au crédit bancaire à taux avantageux et surtout de transfert de sol (public) urbanisable à prix très accessible - que l'Etat a développé sa politique du logement, d'abord en direction des fonctionnaires de la nouvelle république. Et c'est à Ankara, la capitale politique promue en 1923, que fut expérimentée cette politique du logement étendue par la suite à tout le pays (Istanbul constituant un cas à part jusqu'aux années 1950). Avant le début des années 2000, l'Administration du Logement Collectif (TOKİ) – fondée en 1984 - agissait surtout sous la forme d'une institution facilitatrice pour l'accès au crédit des coopératives de construction structurées en unions agissant de concert avec les grandes municipalités. Depuis le début des années 2000, par l'entremise de TOKİ, l'Etat poursuit son entreprise de promotion par l'accès au logement « moderne », avec des moyens accrus par rapport aux décennies précédentes, des transferts massifs de terrains publics et dans un souci d'ingénierie sociale de plus en plus prononcé. Il ne s'agit pas seulement de créer une classe moyenne urbaine, il s'agit d'en créer une qui soit morale et conservatrice (Pérouse, 2014). Entre 2003 et 2016, TOKİ a construit directement ou fait construire plus de 500 000 logements et permis, grâce à des taux d'emprunt relativement bas, à des centaines de milliers de familles de s'installer dans des immeubles collectifs qui restent des symboles puissants de la modernité résidentielle et même culturelle. On a ainsi pu dire qu'à travers TOKİ, les gouvernements AKP successifs avaient pour objectif de promouvoir leurs classes moyennes et classes moyennes inférieures, politiquement correctes. La déclaration du président R.T. Erdoğan en juillet 2016, à propos de la possibilité de donner des appartements aux Syriens, a d'ailleurs suscité un mécontentement des classes moyennes.

Les classes moyennes urbaines et le prêt immobilier. Trois principaux acteurs ont favorisé l'accessibilité des nouvelles classes moyennes aux logements dans les cités sécurisées ; il s'agit des communes, des sociétés de construction et des banques. Grâce à la loi de 1985, qui confie aux communes de deuxième rang (*belde belediyesi*) le droit d'agir librement sur les terrains situés à la périphérie de leurs villes, les élus ont pu durant plusieurs années autoriser les constructions de logements en périphérie destinés aux familles aux revenus élevés. À cette époque, les relations entre les sociétés de construction, qui se plaignaient du manque de terrains libres dans les villes, et les communes, qui désiraient voir la construction de nouveaux logements légaux, s'accéléraient fortement (Pérouse et Daniş, 2005). Parallèlement à cela, la Banque Mondiale a défendu des décisions politiques visant à soutenir la libéralisation des projets urbanistiques, et c'est alors que sont apparues les offres du crédit immobilier bancaire.

L'attrait principal de ces nouvelles résidences pour les classes moyennes était la possibilité de devenir propriétaire en payant une petite mensualité au lieu de payer un loyer. Cela n'était possible que par le système hypothécaire. À l'origine, il était prévu que le système de crédit hypothécaire permit aux individus à revenus moyens d'accéder au logement, mais les conditions drastiques de sécurité bancaire imposées par les banques ont fait que les personnes aux revenus moyens se sont vues rejetées du système. Ainsi, durant plusieurs années, seules les classes moyennes supérieures aux revenus élevés et réguliers ont pu bénéficier du crédit hypothécaire (Balaban, 2007). L'accès au crédit immobilier peut donc être perçu comme un indice révélateur

d'appartenance à la classe moyenne²⁴. Comme cet accès demeure très limité²⁵, on peut être enclin à penser que la classe moyenne en Turquie représente encore une frange très restreinte de la société. La réduction des taux d'intérêt en 2005 couplée à la possibilité de rembourser les crédits sur des périodes plus longues a cependant permis à une plus large tranche de la société d'accéder au crédit immobilier.

3.1.3. *Développement du tourisme national*

Le temps des vacances est un temps social qui fait et dit la différence sociale encore fortement en Turquie. Il y a ceux qui partent en vacances et les autres, comme assignés à résidence. Et encore, pour beaucoup de ceux qui partent en vacances, celles-ci se réduisent à un déplacement vers la famille et un séjour auprès d'elle. Les vacances comme produit acheté sur le marché - indépendamment des logiques familiales - sont encore très « sélectives ».

L'Etat turc a une politique d'incitation aux vacances par la banalisation discursive du moment des vacances, l'organisation du calendrier des vacances, mais plus encore par une politique très favorable à la construction des résidences secondaires. Celles-ci prennent souvent la forme de « villages de vacances », qui se sont multipliés depuis les années 1960 sur les nombreuses côtes du pays. En 2008, les statistiques officielles donnaient un chiffre de résidences secondaires qui approchait les 560 000 unités, constituées pour la plupart d'appartements. Ce chiffre dessine un monde social individualisé par des pratiques communes et des rituels distinctifs. En outre, à partir des années 1970, le tourisme a été au cœur de la politique de développement économique du pays. Et pas seulement le tourisme international, réputé « rapporter des devises précieuses ». La politique de développement de l'infrastructure hôtelière et plus largement des équipements et aménagements pour le tourisme et le loisir vise aussi la clientèle nationale. Parallèlement au tourisme national, le tourisme international des citoyens turcs est encore plus discriminant. Fin 2012, on comptait en Turquie un peu moins de huit millions de détenteurs de passeport, soit moins de 10 % de la population ; et encore, seuls cinq millions de ceux-ci étaient « actifs », c'est-à-dire effectivement utilisés (*Dünya*, 01/02/2012, p. 4). Si cette proportion a sensiblement augmenté ces dernières années, elle n'en est pas moins caractéristique d'un accès très restreint à la mobilité internationale. Nous pouvons considérer cette caractéristique comme un indicateur distinctif de l'appartenance à la classe moyenne supérieure. Un secteur « voyageur » en plein essor s'adresse spécifiquement à cette clientèle turque qui consomme des séjours à l'étranger, en Europe occidentale, en Inde ou dans les pays du Golfe.

²⁴ Selon l'adjoint du directeur général de la banque Akbank, ce ne sont que les classes supérieures qui ont la possibilité d'accéder en Turquie au crédit immobilier : « en Turquie, seule la première tranche de 20 % aux revenus très élevés possède un excédent financier suffisant pour accéder à un crédit immobilier. Le revenu des autres groupes ne permet ni d'accéder à un crédit sur 120 mois ni à un crédit étalé sur plus que cela ».

²⁵ Selon les informations de TBB (l'association des banques Turques) en 2006 : 263 000, en 2007 : 240 000, en 2008 : 237 000 et en 2009 : 337 000 crédits immobiliers ont été accordés. La revue Capital, <http://www.capital.com.tr/emlak/konut/buyuklerin-2015-hesabi-haberdetay-7361>

Les loisirs²⁶ constituent aussi un autre secteur que l'Etat a contribué à organiser ces dernières décennies, dans un double souci – porteur de contradictions - de contrôle moral, d'une part, et de délégation au privé, d'autre part. Les centres commerciaux développés frénétiquement depuis le début des années 2000 se présentent désormais, avec l'aval des pouvoirs publics, comme des lieux de loisirs et de divertissement indissociables des pratiques de consommation. La pratique du sport est entrée dans la sphère marchande, comme celle de la nature et de la culture, par le truchement de nombreuses sociétés qui assurent des médiations et accès contrôlés et normés. Si les statistiques disponibles ne permettent pas de saisir vraiment la part des loisirs dans le budget des ménages, la fréquence de la pratique de la lecture – hors incitations scolaires ou universitaires – semble constituer un bon facteur de différenciation au sein des classes moyennes.

3.1.4. *La mobilité intra et interurbaine*

Le développement du tourisme intérieur (national) est aussi étroitement lié à l'amélioration des conditions de déplacement au sein de ce vaste et montagneux pays. Après la libéralisation du ciel aérien turc au début des années 2000, on a assisté à une augmentation spectaculaire des déplacements aériens intérieurs. L'Etat a été le maître d'œuvre de cette politique, en ouvrant le ciel intérieur aux compagnies privées comme en assurant l'aménagement d'un nombre croissant d'aéroports. Entre 2003 et 2014, le nombre des aéroports est passé de 26 à 53 et le nombre des voyageurs transportés sur les lignes intérieures a été multiplié par sept.

L'intensification des mobilités à l'intérieur du pays concerne aussi les transports terrestres, mode prioritaire pour l'Etat turc depuis les années 1950. Outre la place centrale de l'industrie automobile dans l'économie nationale et l'extension rapide du parc de véhicules motorisés du pays, la politique de grands travaux qu'affectionne l'AKP trouve une de ses expressions les plus frappantes dans le développement forcené du réseau routier, sous la forme de routes express (« 2x2 voies ») plus que d'autoroutes à proprement parler. Le prix du franchissement de certains grands ouvrages d'art récemment inaugurés – 20 euros pour le pont Osman Gazi sur le Golfe d'Izmit inauguré début juillet 2016 – conduit à s'interroger sur les utilisateurs possibles de ceux-ci.

Ce n'est que plus récemment (après 2004) que le transport ferroviaire a fait l'objet d'une politique de relance, sans que pour autant le retard soit rattrapé et que la connotation sociale négative attachée à ce mode de transport soit encore effacée. La mise en place de lignes à grande vitesse et à prix élevés, qui s'opère progressivement, devrait changer la donne quant au profil social des utilisateurs du train.

A l'échelle intra-urbaine, dans les agglomérations principales, la discrimination sociale est forte entre les utilisateurs d'automobiles et les autres, malgré un développement notable des transports publics en site propre. La mise à distance par rapport aux « foules noires », par l'installation dans des complexes résidentiels protégés aux périphéries des agglomérations, n'est rendue possible que

²⁶ Le terme n'existe pas vraiment dans la langue turque ; on oscille entre les termes de « temps libre » et de « divertissement », dont aucun ne rend vraiment compte du terme en langue française.

grâce à la possession d'au moins deux véhicules par ménage (Pérouse et Daniş, 2005). Par ailleurs, à constater l'augmentation très sensible ces dernières années de la part du poste « transport » dans le budget des ménages – de 8,7 en 2002 à 17 % en 2015 (*Dünya*, 2/08/2016, p. 4) - on est autorisé à parler d'un accès de plus en plus inégalitaire à la mobilité. Le nombre de véhicules à moteur en Turquie en 2012 est de plus de 16 millions ce qui correspond à 22 véhicules pour 100 personnes. Istanbul, avec près de trois millions de véhicules, est la ville où le nombre de véhicules est le plus élevé. Par contre, le taux de personnes par véhicule à Istanbul est légèrement en dessous de la moyenne du pays.

Enfin, on peut signaler que la mobilité au sein de la famille élargie – qui reste une unité sociale pertinente pour l'entraide financière comme pour la définition des stratégies matrimoniales ou professionnelles –, traduite par une émigration vers l'Europe ou les nouveaux marchés du travail, peut entraîner un enrichissement relatif de ceux qui restent et une forme de promotion. De même, les émigrés qui reviennent au pays après avoir thésaurisé connaissent une manière de promotion sociale liée à l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

3.1.5. *Les politiques de santé*

L'un des principaux projets de l'AKP qui a directement affecté les classes moyennes lors de ces 15 dernières années a été la réforme du domaine de la santé. Le modèle de l'accès aux services de santé était très hiérarchisé jusqu'à la mise en place du « Programme de Transformation en Santé » (*Sağlıkta Dönüşüm Programı*) en 2003. Dans l'ancien système, le groupe le plus avantageux était la caisse des fonctionnaires (*Emekli Sandığı*), après celle des travailleurs indépendants (*Bağkur*). Ensuite venaient ceux qui avaient une « carte verte », c'est-à-dire les plus démunis. Ceux qui avaient une sécurité sociale *Emekli Sandığı* pouvaient aller voir directement les docteurs des hôpitaux de recherche et des hôpitaux universitaires et donc ils étaient extrêmement satisfaits parce qu'ils recevaient un service de qualité. Pour eux, le traitement prioritaire qu'ils recevaient renvoyait au privilège d'être un fonctionnaire et de servir l'Etat (Üstündağ et Yoltar, 2007). En bref, avec cette réforme, il s'agissait d'abolir la distinction entre l'assurance maladie privilégiée des fonctionnaires et l'assurance générale des « autres », pour établir une « Assurance de santé générale » (*Genel Sağlık Sigortası*, GSS). Après la réforme, les hôpitaux publics « de qualité » se sont ouverts à toutes les catégories, ce qui a inévitablement perturbé les bénéficiaires de l'*Emekli Sandığı* qui ont perdu leur ancien statut privilégié. Selon Üstündağ et Yoltar, ce groupe est devenu celui qui a le plus recouru aux hôpitaux privés, comme pour se sentir privilégié à nouveau. Cette réforme, qui est l'un des facteurs importants de la réussite électorale de l'AKP, est très bien reçue par la majorité de la société qui se sentait exclue du système préexistant. Des discours comme « égalité de l'accès aux services publics » ou « inclure tout le monde au système » sont fortement appréciés. Les hôpitaux privés ont commencé à fournir des services dans le cadre de l'Assurance de santé générale et il est devenu plus facile d'accéder aux médicaments pour les anciens « seconde classe », c'est-à-dire ceux qui avaient une assurance SSK ou la carte verte (Keyder, 2007).

Cependant, le programme de « transformation de la santé » a entraîné une accumulation du capital du secteur privé dans le domaine des services de santé. Ce projet, qui est l'un des exemples typiques des partenariats public-privé, a graduellement réduit la couverture de l'assurance-maladie universelle et a créé une possibilité de profit pour les assurances maladie complémentaire et subsidiaire (*Ecehan Balta*). Auparavant, les assurances publiques de santé achetaient des services dans des conditions exceptionnelles dans le secteur privé, tandis que les patients assurés après la réforme pouvaient se rendre immédiatement dans des hôpitaux privés sans passer par les hôpitaux publics. Cela a entraîné un transfert de ressources publiques vers le secteur privé. Entre 2002 et 2013, le nombre total des hôpitaux en Turquie a augmenté de 31,2 % : le nombre des hôpitaux liés au ministère de la Santé a augmenté de 10,3 % et celui des hôpitaux universitaires de 38 % pendant que le nombre d'hôpitaux privés augmentait lui de 102,9 %. Dans la même période, le recours aux services médicaux a augmenté de 152 % dans les hôpitaux publics liés au ministère, de 239 % dans les hôpitaux universitaires et de 1 152 % dans les hôpitaux privés (*Öztürk, 2015*). Cette réforme du secteur de la santé a également conduit à la subordination aux mesures libérales des personnels de santé. Le nombre de professionnels de la santé travaillant dans le secteur public a rapidement chuté, le nombre d'employés dans le secteur privé a augmenté de 278 %. De ce fait, les inégalités entre les personnels de santé ont augmenté en raison des pratiques de sous-traitance ou de paiement basé sur les résultats et les performances (*Etiler, 2015*).

3.1.6. *Politiques de sécurité*

Le souci de la sécurité des biens et des personnes est un bon marqueur de l'appartenance aux classes moyennes – toutes colorations idéologiques confondues –, depuis les débuts de la République turque. Il est surtout manifeste dans le domaine de logement. La protection des accès aux logements – principaux ou secondaires - en est un indicateur visible dans les coopératives de logements des années 1930 à Ankara, comme dans les « villages de vacances » des années 1960-1970. L'argument sécuritaire est aujourd'hui abondamment utilisé par les promoteurs et les développeurs immobiliers, indépendamment de l'objectivité du risque.

Depuis la fin des années 1990, on assiste à une prise en charge de ce souci par l'Etat même, parallèlement à une privatisation des services de sécurité, les deux dynamiques n'étant pas incompatibles. Au cours des années 2000, différentes lois ont été adoptées qui ont permis la structuration d'un secteur de la sécurité, sous le contrôle des institutions publiques chargées de cette mission (au premier chef desquelles le ministère de l'Intérieur). La plus importante de ces lois a été adoptée en juin 2004 (loi 4188). Elle institue ce secteur devenu pourvoyeur d'emplois. C'est en fait l'Etat au sens large qui est devenu le plus gros client de services privés de sécurité. En 2009, pour la première fois, une ligne « achat de service de sécurité privée » est même apparue dans le budget de l'Etat sous les auspices de l'AKP. Dans ce cadre nouveau, entre 2009 et 2015, le montant total des « achats » de services de sécurité effectués par l'Etat turc est estimé à près d'un milliard de dollars US²⁷. Cependant, l'expansion de ce secteur ne s'évalue pas seulement à

²⁷ Voir : <http://www.al-monitor.com/pulse/tr/originals/2016/06/turkey-private-security-companies-on-the-rise.html>

l'aune du budget dégagé par le pouvoir central ; il s'apprécie aussi à travers l'augmentation frappante du nombre de sociétés spécialisées et du nombre de leurs employés. Alors que l'on comptait seulement 21 sociétés de sécurité privée en 2004, leur nombre avoisinait les 1 500 à la fin 2015. Et début 2017, le nombre d'agents de sécurité privés avec ou sans arme dépasse les 300 000 (contre 250 000 début 2015). Cela signifie que ces agents sont désormais plus nombreux que les policiers, malgré le renforcement récent de l'institution policière depuis le coup d'Etat manqué du 16 juillet 2016.

Par ailleurs en Turquie, la question de la sécurité est aussi liée au risque sismique, compte tenu des séismes qui frappent périodiquement le pays. La frange la plus aisée des classes moyennes se distingue par la possibilité d'intégrer dans ses stratégies d'acquisition immobilière la dimension du risque sismique en prétendant se réserver à la fois les sites les moins exposés et les constructions les plus sûres. L'Etat, en produisant un système de normes de construction (dès le milieu des années 1970), de contrôle du respect de ces normes et d'assurance obligatoire antisismique (depuis la fin 1999) a participé à la fabrique de la sécurité sismique. Cependant, fin 2016, c'est encore moins de 40 % de l'ensemble des logements qui devraient être assurés « risque sismique » qui le sont effectivement.

Il faut enfin faire une place spécifique au « risque terroriste », à la construction duquel les autorités continuent à contribuer pour conforter leur légitimité et parfois leurs prérogatives d'exception. Cette permanence du risque terroriste depuis les années 1970 a pour effet de souder un front consensuel de la peur auquel les classes moyennes participent largement.

3.1.7. Politiques énergétiques

Ce n'est que très récemment, sous l'impulsion du secteur privé et d'un certain nombre d'organisations internationales – UE, PNUD, ... – que l'Etat turc a commencé à construire des politiques énergétiques (au sens où on peut l'entendre en Europe), parallèlement à l'objectif national sans cesse réaffirmé de l'indépendance énergétique. Deux lois instituent les politiques énergétiques étatiques dans le sens de l'efficacité et de la transition : une première, adoptée en 2005, sur les énergies renouvelables (loi 5346) et une autre, en 2007, sur l'« efficacité énergétique » des bâtiments (loi 5627). Si des initiatives existent au niveau des pouvoirs locaux, des entreprises privées (notamment celles du bâtiment) et des associations, l'Etat semble à la traîne, se contentant de suivre formellement les grandes incitations internationales pour ne pas paraître trop en décalage avec les attendus de la nouvelle gouvernance énergétique mondiale.

L'inégalité sociale du souci énergétique est patente, en ce sens que seule la fraction des classes moyennes la plus éduquée et la plus critique vis-à-vis du mode de développement « version AKP » – produire plus et plus vite pour exporter davantage, sans s'inquiéter du renouvellement des ressources sollicitées – est porteuse de ce souci. On relève ainsi un décalage entre la politique des transports des gouvernements AKP depuis la fin 2002 et les aspirations alternatives

exprimées par cette fraction plus sensibilisée des classes moyennes. Le souci énergétique, et plus généralement environnemental, peut être considéré comme un des plus « clivants » au sein des classes moyennes turques.

3.2. Les enrichissements de l'analyse qualitative en matière de perception des classes moyennes turques par les institutions

3.2.1. Avant-propos

Les entretiens institutionnels nous ont offert des perspectives importantes pour mieux saisir l'arrière-plan macro et méso des différents aspects pris en compte dans notre recherche sur les classes moyennes turques. Cependant, en raison du contexte violemment troublé et instable dans lequel se trouve actuellement le pays, nous n'avons pas pu réaliser d'entretiens en bonne et due forme avec des institutions publiques. Comme le déplorent de nombreux chercheurs en sciences sociales, eu égard au climat général de méfiance et de délation, ainsi qu'à la désorganisation du secteur public, il est en effet devenu extrêmement difficile de conduire des entretiens avec des représentants d'institutions publiques. On se contentera ici de quelques rappels pour prendre la mesure de ce climat délétère et peu propice au travail scientifique lié à la dégradation de la situation politique et à la montée généralisée des tensions depuis juillet 2016 : tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, instauration consécutive de l'état d'urgence toujours en vigueur à ce jour, actes terroristes répétés dans les grandes villes - principalement à Istanbul et à Ankara -, expulsion de la fonction publique par décrets lois de nombreux fonctionnaires parmi lesquels des centaines d'enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur, incarcération sans jugement de journalistes et d'écrivains juste en raison de leurs opinions et de leurs écrits, emprisonnement de la quasi-intégralité des députés du troisième parti politique représenté à l'Assemblée Nationale, résultats pour le moins discutés du référendum du 16 avril 2017 déroulé dans des conditions exceptionnelles, etc. Bref, la paranoïa dominante au plus haut de l'Etat, l'instabilité déroutante du personnel administratif, l'autoritarisme croissant et la polarisation politique croissante qui caractérisent la Turquie actuelle affectent tous les domaines d'activité et dès lors, inévitablement aussi la possibilité de mener des recherches en sciences sociales. Pour toutes ces raisons nous n'avons donc pu réaliser d'entretiens qu'avec des représentants du secteur privé. Notons en outre que l'accès aux sociétés étrangères opérant en Turquie ou aux sociétés turques à capital étranger fut plus simple.

Les entretiens ont été menés auprès de cadres de haut rang de ces sociétés. La quasi-totalité des interviews ont été en effet conduits avec des personnes situées au plus haut de la hiérarchie (parmi les quatre ou cinq principaux responsables), des directeurs généraux (CEO) ou leurs adjoints. Par conséquent, compte tenu à la fois de leur position professionnelle et de leur position sociale, ces interviewés étaient des personnes en capacité de considérer les classes moyennes avec une certaine distance et une certaine objectivité. La totalité des entretiens institutionnels a été réalisée dans les lieux de travail des interviewés, à Istanbul, le cœur économique de la Turquie où se situent les sièges des sociétés concernées. Les entretiens ont duré entre 45 et 60 minutes en général. Un ou deux ne dura que 35 ou 45 minutes en raison des emplois du temps chargés de ces

hauts responsables. L'autorisation nous a été accordée par tous les interviewés d'enregistrer l'entretien, mais en raison du climat tendu évoqué plus haut il nous a été tout spécialement demandé de conserver l'anonymat des personnes et des sociétés.

Tableau 7 : Principales caractéristiques des institutionnels interviewés lors des entretiens qualitatifs « institutions » (Turquie, 2017)

Secteurs institutionnels	Interlocuteurs
S1 - Assurance	Director of Marketing, External Communication and Call Center
S2 - Agence de publicité	Executive creative director
S3 - Banque étrangère	Chief Financial Officer
S4 - Université privée	Professeur spécialiste d'économie du marché de travail, développement et politique de santé
S5 - Global media communications agency	Associate general manager
S6 - Banque étrangère	Chief executive officer
S7 - Leasing	Vice-président of board
S8 - Cabinet d'études de marché (international)	Qualitative research group manager et Director of field research group (2 personnes)
S9 - Cabinet d'études de marché (local)	Directeur général de la recherche
S10 - Technology retail chain	Marketing director

Avant de passer à l'analyse de ces entretiens, nous souhaiterions souligner deux points. Le premier concerne la délicate situation économique présente de la Turquie, liée en partie au contexte politique très « turbulent » dont nous venons de parler. Le thème des difficultés économiques actuelles, des indices sérieux de récession et de crise a été omniprésent dans l'intégralité des entretiens. Le deuxième point est relatif à l'extrême difficulté de s'appuyer sur les données officielles pour analyser la situation en Turquie. Les changements survenus ces dix dernières années dans les modes de calcul par les institutions étatiques d'indicateurs aussi fondamentaux que les revenus des ménages ont suscité chez les chercheurs et les universitaires de sérieuses interrogations quant à la fiabilité des données nationales officielles. Le fait que, dans la plupart des sociétés où nous avons conduit des entretiens, un effort spécial soit déployé par les départements « recherche » pour produire des données propres, a évidemment à voir avec cette situation de défiance.

3.2.2. Points de vue des institutionnels sur la définition de la classe moyenne

Au cours des entretiens, chaque interviewé a proposé sa propre définition de la classe moyenne. Cependant, il est très marquant de constater qu'ils se sont largement accordés pour définir les classes moyennes comme des « classes endettées », caractérisées donc par leurs cartes de crédit et leur endettement (S1, S2, S3, S6, S7, S8, S10). Selon la plupart des interviewés en effet, c'est une « mentalité de consommation » qui domine chez les classes moyennes. A la différence de celles d'Europe, les classes moyennes de Turquie n'en seraient pas au stade de la conservation, mais en seraient encore à celui de l'acquisition (S1). Si l'on entre un peu plus dans le détail, les interviewés se répartissent en deux sous-ensembles dans leur manière de définir la classe moyenne. Une partie prend pour base des critères matériels (les acquis), alors que l'autre accorde plus d'importance aux désirs. Pour les premiers donc, les classes moyennes sont définies à partir du revenu, de la consommation et de l'épargne : « *C'est un segment qui épargne peu, qui recourt au crédit, dont le revenu*

mensuel du ménage est situé entre 4 et 9 000 TL, qui rêve d'investir dans l'immobilier ou bien qui s'efforce de payer les mensualités de son emprunt-logement, qui essaie d'aller en vacances une ou deux fois par an, qui connaît des difficultés à chaque augmentation du coût de l'école privée de ses enfants, autrement dit qui a en permanence du mal à joindre les deux bouts pour tenir son rang. Ces familles sont constituées soit de cols blancs soit de cols bleus. La classe moyenne quoi, le pilier central autrement dit. » (S3). Les autres interviewés mettent davantage l'accent sur les désirs et exigences de consommation dans leur définition des classes moyennes : « Je ne suis pas très satisfait de la segmentation utilisée par les chercheurs qui font des études de marché. À la place de celle-ci, je préfère décrire les classes moyennes en ces termes : les classes dont les désirs et ambitions sont au-dessus de leur pouvoir d'achat » (S2). L'interviewé qui a défini le plus largement les classes moyennes – cette personne travaille dans le secteur des médias, de la communication et de la publicité et à ce titre maîtrise tout particulièrement la question des données – estime qu'il s'agit d'un vaste groupe représentant de 60 à 65% de la population totale du pays, soit à peu près 45 millions de personnes (S5). En fait, la majorité des interviewés considère que les classes moyennes en Turquie constituent un groupe très important de plus de 40 millions d'individus (S1, S2, S3, S5). Dès lors, ces interviewés incluent dans leur définition de la classe moyenne des ménages situés à un niveau modeste du point de vue du critère de l'éducation ou du revenu (petit fonctionnaire ou même ouvrier, personnes dont le niveau d'étude ne dépasse pas le lycée, personnes au revenu bas, sans activité sociale nécessitant des dépenses notables, sans possibilité de sortir pour aller au restaurant ou boire un verre, sans possibilité d'envoyer leurs enfants dans une école privée) et précisent que l'intégration de ces ménages aux classes moyennes est le produit d'une politique étatique volontariste (S8). Selon un interviewé (S5) manifestement très familier de la segmentation par « Statut Socio-Economique » (SES) réalisée en 2001 (voir annexe), le segment « C » est un segment assez bien différencié, tant du point de vue du revenu que de celui du genre de vie. Mais ce segment comprend une partie supérieure qui aspire à une consommation plus luxueuse (vacances hors de la maison ou de la famille élargie, école privée, restaurant, etc.), alors que l'autre partie poursuit une vie de classe moyenne « conventionnelle », plus proche de celle de segments inférieurs (vacances dans le département d'origine, au « pays », enfants dans les écoles publiques, etc.). En fait, un seul de nos interviewés, qui occupe une position dirigeante dans le secteur de l'assurance, a souhaité ajouter le segment « B » au segment « C » dans sa définition des classes moyennes (S1). Par ailleurs, les interviewés ont généralement placé les classes moyennes parmi les groupes cibles de leur propre société et ont exprimé la nécessité de ne pas limiter la définition de ces classes à leurs seuls revenus, préférant prendre en compte prioritairement leurs habitudes de consommation. « Les segments C1 et C2 représentent en Turquie un ensemble massif de 45 à 46 millions de personnes. Mais en leur sein il existe des différenciations considérables. Vous pouvez posséder huit logements, mais vous pouvez aussi vivre dans une baraque autoconstruite (gecekondu) et manger votre propre pain et vos propres olives, dans ce cas je suis obligé de vous faire entrer dans les catégories C1 ou C2. Ce qu'on appelle le savoir-vivre se manifeste principalement lors de la consommation. C'est pourquoi il est difficile de délimiter nettement les segments de statut. Une personne peut appartenir aux segments C1 ou C2, mais il peut accorder un soin particulier à sa santé individuelle et se laver les dents deux ou trois fois par jour. Donc si j'étais un producteur de dentifrice cette personne relèverait en fait pour moi des catégories A-B. C'est pourquoi chaque marque devrait être dans l'obligation de procéder à sa propre classification. » (S5).

3.2.3. Evolution et durabilité de la demande de la classe moyenne

Tous les interviewés conviennent d'un élargissement des classes moyennes ces vingt dernières années. Un seul d'entre eux estime qu'il n'y a pas eu une grande évolution quantitative, mais bien plutôt une mutation qualitative dans les désirs, souhaits, besoins et appétits (S2). Mais ce constat général, relatif à l'élargissement des classes moyennes, demeure difficile à prouver de manière fiable (S4). Contrairement aux chercheurs en sciences sociales, les interviewés ont très peu fait mention des différenciations internes aux classes moyennes en expansion. Quand ces différenciations furent évoquées, il a seulement été fait mention de certains sous-groupes se distinguant du point de vue culturel ou politique : par exemple avec les expressions « conservateurs traditionnels », « conservateurs modernisés » ou « modernes réactifs » (S8, S2). De toutes les façons, il a été souligné qu'il n'y avait en définitive pas de grande différence entre ces sous-groupes du point de vue des comportements de consommation. Un consensus s'est dégagé pour souligner la particularité « unificatrice » de la consommation. Les achats de produits technologiques viennent en tête des choix de consommation signant l'absence de hiatus net au sein des classes moyennes, comme d'ailleurs entre les classes moyennes et les groupes situés au-dessus comme en-dessous (S10). Si l'on met à part les produits les plus chers, les achats « technologiques » offrent un tableau unifié et homogène, tant du point de vue social que du point de vue spatial. Par exemple, le directeur marketing d'une des plus grandes firmes du marché de détail de produits technologiques – firme présente dans presque chaque ville de Turquie –, a souligné le fait que la distinction « A, B, C... » n'avait pas grand sens pour lui dans la définition de sa stratégie marketing puisque des ménages aux revenus très différents aspiraient à utiliser les mêmes produits : *« J'utilise le même téléphone que la petite manucure chez le coiffeur. Et même le sien est beaucoup plus récent que le mien. »* (S10).

Dans le domaine de la banque et de l'assurance, l'élargissement des classes moyennes survenu après les années 1990 fut la raison principale de l'ouverture dans toute la Turquie d'agences, et spécialement de compagnies à capital étranger. La quasi-totalité des dirigeants d'entreprises privées avec lesquels nous avons fait des interviews ont exprimé l'idée qu'à partir des années 1990 la Turquie a constitué un environnement très attractif pour le secteur privé et que même le potentiel dégagé par l'élargissement des classes moyennes a contribué à aiguïser l'appétit des sociétés étrangères (S1, S3, S7). Le fait que la Turquie soit devenue un « marché important, jeune et porté à la consommation » a créé une situation très attractive pour tous les secteurs (S1, S3, S6). Néanmoins, le potentiel de croissance du marché turc n'a pas signifié le succès pour toutes les sociétés étrangères (S7, S10). Certaines ont même amèrement regretté d'avoir investi ce marché. Par exemple, des firmes étrangères spécialisées dans la vente au détail de produits technologiques comme Darty, Bestbuy ou Electro World n'ont pas connu le succès escompté et ont été contraintes de quitter la Turquie après avoir implanté dans les grandes villes du pays – et à Istanbul en premier lieu – des grandes surfaces de produits spécialisés, au cours des années 2000. La raison de ces échecs est à rechercher dans le fait que le marché turc, bien que vaste et fort attractif, est extrêmement concurrentiel. Alors que se retiraient des firmes comme Darty et Electro World, qui visaient principalement les segments A et B en ouvrant des magasins dans des lieux « sélect », les sociétés qui misaient sur le potentiel des classes moyennes aux revenus plus

modestes mais au nombre beaucoup plus conséquent ont connu une croissance rapide à partir du milieu des années 2000 (S10).

La question de savoir si cette demande des classes moyennes est fragile ou au contraire durable fait partie des questions les plus débattues. Ceux qui prétendent que les classes moyennes, et par extension leur demande, sont très fragiles se réfèrent au fort endettement des ménages. D'autres expriment des interrogations à propos du caractère durable de la croissance, compte tenu du fait que l'économie est selon eux trop indexée sur le secteur de la construction au lieu de l'être sur le secteur industriel (S2). Presque tous les dirigeants d'entreprise du secteur privé interviewés, tout en rappelant que la Turquie constituait un environnement attractif du fait du développement des secteurs comme l'assurance et la banque, ont souligné que la Turquie avait vraiment besoin de capital (S1, S3, S4, S6, S7, S8). « *Il n'y a pas de capital en Turquie. Pour avoir du capital il faudrait qu'il y ait de l'épargne. Chez nous l'épargne n'est le fait ni des particuliers ni des petites et moyennes entreprises (KOBİ)* » (S7). A ce titre, les indices les plus souvent mis en avant de la fragilité des classes moyennes furent les dettes croissantes des ménages, l'augmentation du stock des impayés de cartes de crédit et l'entrée de certains ménages dans la spirale des taux d'intérêt (S3). Ceux qui prétendent que ces classes sont fragiles mettent l'accent sur le fait qu'en raison de problèmes économiques structurels, l'élargissement de la classe moyenne à la manière de ce qui a été observé tout particulièrement ces vingt dernières années ne pourra continuer : « *Je ne pense pas qu'à court et moyen termes la classe moyenne puisse s'accroître en Turquie. La classe moyenne actuelle peut, selon moi, au mieux se reproduire. Le dynamisme nécessaire à la poursuite de la croissance de la classe moyenne n'existe pas, ni dans l'économie turque ni même dans la structure sociale. Parce qu'en Turquie la classe moyenne s'est formée non pas en produisant, mais simplement en s'endettant et par le biais du secteur des services.* » (S6). Comme on ne constate pas une croissance de la production et de l'emploi ni, parallèlement, une amélioration de la qualité des ressources humaines par l'éducation, il ne peut y avoir de développement sain des classes moyennes (S6). Mais certains critiquent ce point de vue à cause de sa focalisation excessive sur le secteur privé (S4). Hors d'Istanbul, tout particulièrement dans les régions de la mer Noire, de l'Anatolie centrale et du Sud-Est, le moyen le plus sûr d'être promu au sein des classes moyennes est, une fois diplômé de l'université, de devenir fonctionnaire. Mais ces dernières années, avec l'augmentation stupéfiante du nombre d'universités et du nombre de diplômés du supérieur « produits » chaque année, une déqualification du diplôme universitaire s'est produite, qui a engendré une désillusion. De la sorte, le diplôme universitaire d'aujourd'hui semble équivaloir au diplôme du lycée de la génération précédente (S4). C'est précisément à ce niveau que les relations politiques de clientélisme redeviennent d'actualité. Compte tenu du fait que la méritocratie tend à ne plus fonctionner, entrer dans les jeunesses d'un parti politique du système, et tout particulièrement du parti au pouvoir, est désormais envisagé comme un canal très important pour s'élever dans la société (S8).

Certains des interviewés défendent néanmoins l'idée que les classes moyennes sont désormais durablement instituées/installées et que, mise à part une crise économique très sévère, plus rien ne pourra les faire chuter de leur position de classe actuelle (S2, S5, S7) : « *Bien sûr que les [classes moyennes] sont durables. Elles ont désormais goûté au plaisir de gagner et de dépenser de l'argent* » (S7). Même si le potentiel et le désir de durabilité des classes moyennes sont élevés, il apparaît qu'en raison

des limites dans l'accumulation du capital et de la récession économique générale, de sérieuses questions persistent. La forte régression récente dans le secteur du leasing peut être considérée comme un des meilleurs exemples de cette situation.

3.2.4. *Problématiques du crédit, de l'endettement et de l'épargne*

Tout au long des interviews, quand il s'est agi des classes moyennes, presque tous nos interlocuteurs ont évoqué les questions du manque d'accumulation de capital et de l'endettement. L'endettement semble en effet à la base de la montée en standing du mode de vie des classes moyennes : « *La classe moyenne améliore son genre de vie mais elle le fait en s'endettant. Elle part en vacances. Dépense inlassablement. Mais s'endette en permanence. Car elle fait tout cela à coups de cartes de crédit.* » (S8). De fait, quand on pense « classes moyennes », on pense immédiatement aux cartes de crédit. D'ailleurs, celles-ci sont le catalyseur assurant l'essor du secteur bancaire en Turquie. Ces cartes, dont la particularité fondamentale est d'accroître le revenu « dépensable », ont assuré l'autofinancement du peuple turc marqué par un passé de très forte inflation (S6, S4). Plus important, les classes moyennes dépourvues d'épargne ont pu, grâce aux crédits bancaires, accéder aux biens qu'elles peinaient à se procurer : crédit pour la voiture, pour le logement, crédit « tout besoin » sont devenus les pierres cardinales des classes moyennes et du « devenir » classe moyenne. Après l'entrée en vigueur en 1985 de la loi sur la location financière, l'activité des sociétés de leasing créées tout au long des années 1990 a connu une accélération, tout spécifiquement avec les réformes dans le domaine bancaire et financier adoptées après la crise de 2001.

L'endettement et l'épargne sont les deux faces d'une même médaille. Par conséquent, quand on compare la Turquie à des pays analogues, il n'est pas étonnant de constater que le taux d'épargne est bas. La première raison de la faiblesse de l'épargne (des classes moyennes en particulier) est d'ordre économique : elle tient au fait qu'aucun mécanisme n'existe pour a priori réserver à l'épargne une partie du revenu (S4). Selon le directeur du Centre pour l'Observation de la Retraite, quand on pose la question à ceux qui décident de sortir du système d'épargne individuel pourquoi ils le font, 70 % évoquent des difficultés financières. La seconde raison invoquée est l'absence d'habitude solide de l'épargne et la croyance en la possibilité, en cas de situation difficile, de recourir aux réseaux d'entraide informelle internes à la famille, plutôt qu'à l'épargne. Pourtant, il faut ajouter que la pratique jadis très courante de « l'endettement auprès d'un parent » tend à entièrement disparaître, en tout cas dans les grandes villes, avec la diffusion des services bancaires de crédit (S6). En même temps, ce directeur de l'Observatoire de la Retraite qui fut l'un de nos interviewés, nous a évoqué le système individuel de retraite (dit BES) envisagé comme le macro-système d'épargne de la Turquie : « *A ce jour un peu plus de 60 milliards ont été accumulés. Ceci n'est pas encore très satisfaisant mais 60 milliards constituent cependant un chiffre important. Parce que l'on part de 0. Il est important en tout cas qu'un tel système existe.* » (S6).

3.2.5. Appétence pour la technologie et ostentation

Une des particularités fondamentales des classes moyennes en Turquie est son ouverture à la nouveauté. *« Si la nouveauté représente quelque chose de positif pour elles, elles doivent à tout prix, absolument, en devenir propriétaire. Les téléphones dits « intelligents » constituent un exemple des plus frappants de cette disposition. Elles téléchargent sans cesse les nouvelles applications et changent sans cesse de téléphone. La classe moyenne s'adapte à la nouveauté sans hésiter aucunement. De ce point de vue, ni le niveau d'éducation, ni le lieu de vie, ni le moment ne comptent vraiment »* (S2). Cette ouverture à la nouveauté se donne à voir tout singulièrement à travers la passion pour les produits technologiques. Ces produits représentent une grande part des achats après les postes de dépenses de base comme l'alimentation ou le logement. Le taux de pénétration des téléphones « intelligents » en Turquie est à cet égard tout spécialement élevé, de même que la consommation des grands écrans de télévision est impressionnante. Cette curiosité pour la technologie, même si elle a étroitement à voir avec les comportements ostentatoires, montre que le Turc est très ouvert aux nouvelles technologies et a soif d'utiliser ces dernières. (S10). Le consommateur turc est passablement épris de son téléphone portable. Ce dernier représente 50 % du chiffre d'affaires dans le secteur de la vente de détail électronique. En Turquie plus de 95 % des téléphones portables possédés sont des téléphones intelligents. C'est presque tout un chacun qui désormais utilise un téléphone intelligent au-dessus de son niveau de revenu. *« Les achats de produits technologiques rapportés au PNB placent la Turquie parmi les premiers pays au monde. Même si le pouvoir d'achat de la population est bas, la technologie occupe une place importante (disproportionnée) parmi les postes de dépense. Si l'on compare avec les pays développés, en Turquie, en dépit d'un PNB/habitant encore modeste, les achats de produits technologiques sont plus importants. Le Turc, par ses achats, qu'il soit de classe moyenne ou même en fait de classe inférieure, prouve qu'il est porté vers la technologie et passionné par les nouvelles technologies »* (S10). En bref, dans cet intérêt pour les produits technologiques la passion pour les nouvelles technologies semble aller de pair avec la propension à l'ostentation.

La quasi-totalité des interviewés a évoqué l'ostentation comme une caractéristique commune des classes moyennes turques. De même, elle a souligné le fait que derrière l'incapacité à épargner résidait l'ostentation, la culture du « qu'en dira-t-on » demeurant fort prégnante. C'est comme si chacun avait le souci pressant de passer sans tarder à un segment supérieur de la stratification sociale et que, même si en vérité ce passage ne se faisait pas, la force du désir de consommer comme ceux du segment supérieur révélait l'impatience de sauter une classe. *« Une telle aspiration nous caractérise. Le Turc ne parvient pas à vaincre sa faiblesse face aux marques et face à l'apparence extérieure qu'il produit. Ce n'est pas un hasard si les centres commerciaux sont aussi recherchés et si les dépenses par carte de crédit sont aussi importantes : tout cela renvoie à l'importance prioritaire accordée à l'apparence extérieure. Un logement luxueux, une voiture luxueuse, des vêtements luxueux... ; ils croient qu'on saute une classe avec tout cela. »* (S7). *« Chacun souhaite être à un niveau supérieur de celui auquel il se trouve. Et tous pensent qu'au niveau au-dessus la vie est plus belle et plus amusante. »* (S2). *« La classe moyenne en Turquie se caractérise par un effort permanent pour parvenir ; elle a une énergie accumulée du fait du développement tardif du pays. Elle a une sorte d'urgence à combler immédiatement tout le retard de la génération de ses parents appartenant à une classe inférieure. Cette impatience la contraint et la conduit parfois à être plus fragile que prévu. »* (S6). *« Un enfant d'ouvrier est prêt à se priver de manger et de boire pour pouvoir s'acheter un Iphone à crédit, par paiement*

mensualisé. On note ce comportement ostentatoire avec d'autres produits. Par exemple, vous pouvez poser sur la table à laquelle vous êtes assis des cigarettes. Fumer des Marlboro c'est pour eux un signe de statut social. Même chose pour les vêtements : porter une marque, même si c'est un faux, est un indice de luxe. Poser sur la table son téléphone portable ou son porte-clés relève de la même stratégie. » (S5). La consommation ostentatoire n'est pas un phénomène propre à la Turquie ; elle est généralement dans tous les pays en voie de développement un indice de statut. En Turquie, l'importance de posséder la dernière technologie « portable » et par conséquent « montrable » relève de cette commune disposition. Alors que dans les pays développés on dépense plus pour des Notebook, ces produits en Turquie, comme dans les autres pays en voie de développement, représentent une part plus modeste de la consommation des produits technologiques de la catégorie IT. (S10).

3.2.6. Les aspirations de la classe moyenne : entre avidité et désir de promotion sociale

La caractéristique fondamentale qui définit les « nouvelles » classes moyennes d'aujourd'hui et qui les distingue des anciennes classes d'avant les années 1980 est le désir puissant de bien vivre et de le montrer. *« Alors que naguère les classes moyennes étaient un peu timides et avaient la mentalité « si on me le donne je le prends », aujourd'hui leur mentalité dominante est plutôt du genre « les autres ont ça, pourquoi donc ne l'aurai-je pas moi.. ». Elles posent plus de questions et désirent plus de choses.* » (S2). Et à ce niveau, il s'agit autant du désir d'avoir une bonne vie que de le faire savoir en utilisant les nouvelles technologies et les réseaux sociaux. *« Avec Instagram ou avec Snapchat il s'agit de faire sensation ».* Le souhait des classes moyennes c'est de pouvoir dire : *« Moi j'ai une vie super et je veux que tout le monde le sache. »* Ce qu'attendent les gens des marques est du même ordre : *« Ajoute de la valeur à ma vie, différencie-moi. De façon à ce que moi aussi je puisse annoncer largement à tout un chacun cette différenciation.* » (S5). Le désir de promotion sociale est une des pierres angulaires de l'édifice des aspirations propres aux classes moyennes. Mais alors qu'avant l'éducation était considérée comme la voie de promotion sociale la plus importante, désormais d'autres méthodes sont passées au premier rang : devenir mannequin ou joueur de foot, se marier avec un homme riche (thème de la grande majorité des séries télévisées d'ailleurs) ou devenir membre des jeunesses du parti AK (S5, S8). Ceci démontre aussi que les nouvelles classes moyennes doutent de l'efficacité des canaux traditionnels de mobilité sociale tels que l'éducation et le diplôme. (S5, S8, S9). Les recherches conduites sur la question comme la maigre part du budget de l'Etat dédiée à l'éducation montrent en effet l'inégalité criante du système éducatif en Turquie. Et il est fort intéressant de constater que dans ce budget éducation c'est l'université qui a la part belle²⁸. (S4). C'est pourquoi pour les jeunes de la classe moyenne l'unique voie pour sauter une classe devient une voie « extraordinaire », jusqu'alors

²⁸ Alors que dans les « Tigres d'Asie du Sud-Est » au cours des années 1970 une grande part du budget de l'éducation était utilisée pour les écoles primaires en vue d'accroître le taux de scolarisation, dans des pays comme l'Inde ou le Brésil les dépenses publiques privilégiaient les universités pour la formation des élites. Sans atteindre les proportions de ces deux pays, la Turquie a néanmoins encore largement un système éducatif élitiste. La part des universités dans le budget de l'éducation demeure élevée. A partir des années 2000, des organisations internationales comme la Banque Mondiale ont eu pour objectif de diffuser l'enseignement fondamental. Dans ce cadre ont été lancées des campagnes du type « Tout le monde diplômé de l'école primaire ». La réforme du système éducatif étendant à 8 années la scolarisation obligatoire, réforme très débattue et conçue en fait pour fermer les écoles d'Imams et de Prédicateur, eut des effets notables sur le taux de scolarisation de base. *« En moins de deux ans le taux de scolarisation des filles a augmenté de 9 points »* (S4).

considérée avec méfiance. En tête des canaux où sont cristallisés les aspirations et les désirs propres aux classes moyennes vient la télévision. Comme l'ont exprimé certains interviewés : « *La vérité de la Turquie réside dans les séries télévisées. Les femmes de classes moyennes et même une grande partie de celles du segment supérieur consomment éperdument les séries télévisées. Le football est l'unique domaine des hommes. En conséquence la Turquie est devenue pour les femmes le pays des séries et pour les hommes le pays du foot. (...) Il y a une norme de vie dans les familles de classe moyenne en Turquie. La femme se lève vers 7h, elle envoie son époux au travail et son fils à l'école, ensuite elle range la maison, se fait un café turc, puis vers 10h30 elle se met devant la télévision. Pendant une heure elle regarde divers programmes. A 11h30 elle commence à préparer le repas de midi. Si son mari et son fils rentrent elle les fait manger. Vers 13h30 elle fait du thé, appelle sa voisine du haut. Puis revient s'asseoir devant la télé vers 14h30. Ensuite elle fait quelques commérages avec sa voisine ou bien embête sa belle-fille. Entre 16h et 16h30 elle entreprend de préparer le repas du soir. Elle dîne et passe devant la télé à nouveau. C'est pourquoi en Turquie les séries sont diffusées en prime time et coûtent extrêmement cher.* » (S5). Parmi les aspirations des classes moyennes, le mimétisme tient une place importante. Les choix de consommation des nouvelles classes moyennes, à tous les niveaux – matériel et immatériel –, ont à voir avec le mimétisme. La norme, c'est d'imiter les classes supérieures, tout particulièrement dans le domaine de la consommation (S2). Et si on associe cette disposition à celle de la consommation ostentatoire, l'importance des séries télévisées qui se déroulent la plupart du temps dans l'univers des gens riches n'en est que plus déterminante.

Même si certains interviewés ont opéré une distinction au sein des classes moyennes entre conservateurs et séculaires, tous ont reconnu que ces différences de vision du monde n'avaient en définitive pas d'incidence significative sur les pratiques de consommation. « *Avant il existait en Turquie un slogan qui incitait à acheter et utiliser des produits nationaux, locaux. Malgré cela, 70 % des hommes se rasent avec Gillette parce qu'Arko fait mal. C'est simple, les gens utilisent la marque qui leur procure le plus de plaisir, indépendamment des considérations politiques. Et même si parfois des modernes réactifs boycottent certaines marques pour des raisons idéologiques, cela ne dure tout compte fait pas très longtemps.* » (S5). Ces derniers temps, de nouvelles niches de services affichant des références religieuses sont apparues (S2, S9) : café-nargilé de luxe sans alcool (*Huqqa*), magazines de mode islamique (*Alâ*), sites d'achat on line de vêtements islamiques (*Modanisa*), vacances en par-dessus islamique, hôtels islamiques, etc. Mais ça ne prend pas vraiment. D'autres valeurs continuent à régir la vie sociale : famille, appartenance au groupe, respect de l'autorité. Selon une recherche récente la religion ne vient qu'au quatrième rang des valeurs de référence ordonnant la vie sociale (S5).

Lors des entretiens, à la question « Les classes moyennes ont-elles selon vous des attentes particulières ? », tous les interviewés, après un temps de réflexion ont répondu : « des produits à bas prix et au paiement échelonné » (S1, S3, S6, S7, S10). Ceci montre certes combien les souhaits des classes moyennes turques ne sont pas très sophistiqués, mais aussi que ces classes hésitaient encore à exprimer ouvertement et nettement leurs exigences aux institutions et aux firmes. « *En Turquie les clients généralement veulent à la fois des bas prix et des services de qualité ; ils veulent tout à la fois.* » (S10). Les classes moyennes attendent des sociétés bancaires ou d'assurance des services financiers souples et peu coûteux, et en premier lieu des crédits peu onéreux aux conditions de remboursement avantageuses. Ces sociétés s'efforcent de répondre à ces attentes tout en soignant leur marge bénéficiaire. Alors que les formules traditionnelles comme le crédit « moisson »

destiné aux paysans ou divers crédits à la consommation continuent, il faut souligner le fait que sous l'effet de la récession économique actuelle, les sociétés ne sont pas en mesure de développer des formules destinées spécifiquement aux classes moyennes. On pourrait seulement évoquer, parmi les formules pouvant être considérées comme originales, celle développée par les chaînes de produits technologiques au détail consistant en un crédit à la consommation d'accès très facile. Au motif que la grande majorité des téléphones portables intelligents étaient importés et que de ce fait le niveau de dette extérieur était élevé, en 2014 l'achat de téléphones portable par paiement échelonné (taksit) a été interdit. A destination des clients connaissant des difficultés pour procéder à cet achat, les vendeurs au détail de produits technologiques ont développé de nouvelles solutions pour parer à cette restriction : carte-cadeau, vente avec lettre de créance et crédit individuel consenti à l'intérieur du magasin (pour les achats d'un montant élevé avec un crédit consommation permettant de fractionner le prix sur une longue période, et possibilité, si la demande en est faite dans le magasin même, d'obtenir son crédit en cinq minutes). (S10).

3.2.7. *Classes moyennes, institutions privées et réformes des politiques publiques*

L'acteur le plus important en Turquie dans le développement des classes moyennes reste sans aucun doute l'Etat. Dans chacun des secteurs d'activité de nos différents interviewés, il est possible d'identifier diverses initiatives des gouvernements en vue d'assurer l'essor et la pérennisation des classes moyennes. En tête des politiques de soutien aux classes moyennes figurent les politiques de crédit destinées à faciliter et encourager la consommation (S3, S4, S6, S7, S10) ainsi que toutes les initiatives destinées à augmenter la capacité d'endettement des classes moyennes en désamorçant les politiques réductrices (comme la limite supérieure pour les cartes de crédit - il ne peut y avoir de limite supérieure à cinq fois le salaire mensuel – ou la limitation du nombre de cartes de crédit). On voit que ces dernières années, l'Etat turc accorde de l'importance aux politiques destinées à inciter les classes moyennes - développées en consommant et en s'endettant - à épargner. Mais il apparaît que celles-ci résistent à cette incitation sur les terrains à la fois économique et politique. Un des meilleurs exemples de ces réformes destinées à développer l'épargne est la mise en place du Système Individuel de Retraite (BES) en 2001. Ce système a été initié comme une assurance-retraite privée dans le but de réduire l'infléchissement du pouvoir d'achat au moment de la retraite et en même temps d'augmenter le niveau de l'épargne à long terme dans le pays. (S1, S6). Mais ce système n'a pas recueilli l'intérêt attendu : seulement 6,5 millions de personnes y ont souscrit jusqu'en janvier 2017, date du passage à un système de participation obligatoire et automatique. Six mois après le début du système automatique, en juin 2017, 5,6 millions de personnes ont été ajoutées, mais 2,6 millions d'entre elles se sont vues dans la nécessité d'en sortir aussitôt. Le commentaire du ministre responsable de l'économie et Premier ministre adjoint Mehmet Şimşek à ce propos montre combien la situation est critique : « Ces 2,6 millions représentent plus de 50% des nouveaux entrants, c'est énorme, nous n'avions pas prévu qu'on aurait autant d'échecs. »²⁹. Comme l'ont souligné les interviewés du secteur de la finance, la question de l'épargne en Turquie est autant une question sociale qu'une importante question macro-économique (S1, S3, S6, S7). Comme la Turquie a une économie qui croît non

²⁹ NTV 12.6.2017 : <http://www.ntv.com.tr/ekonomi/basbakan-yardimcisi-simsek-beste-yeterince-basarili-olamadik,nXoWGYt6I0uloNAyAf799w>

pas par l'épargne mais par l'endettement – tout comme les classes moyennes –, il faut trouver des moyens d'épargne qui ne réduiront pas le flux entrant de capitaux étrangers. En effet, alors que les investissements étrangers représentent de 25 à 30 % du PNB du pays, le montant de l'épargne stagne autour de 12 %. L'écart aussi grand entre les investissements et l'épargne constitue un sérieux problème du point de vue de la stabilité économique de la Turquie (S6). *« Tout le monde veut développer son business. Mais comment bénéficier d'un crédit ? Le gouvernement a adopté des lois en vue de faciliter l'accès au crédit. Maintenant, les banques et les sociétés de leasing s'y mettent. A la suite de la crise de 2001 et des réformes consécutives, à l'incitation du gouvernement, les banques qui auparavant n'accordaient de crédit qu'aux grandes firmes ont commencé à soutenir les PME. De la sorte des petits ont pu lancer leur affaire et l'endettement s'est diffusé à l'ensemble des acteurs économiques. »* (S7).

Selon les interviewés, les interventions de l'Etat durant l'époque de l'AKP n'ont pas toujours été développées au profit des classes moyennes. Un exemple de cela réside dans l'augmentation de la TVA pour le secteur du leasing. Alors que jusqu'en 2006 la TVA était seulement de 1 % pour les achats de machines, ce taux est passé à 8 %, pour atteindre désormais 18 %. Ces avantages fiscaux accordés étaient importants à la fois pour encourager à l'investissement et pour faciliter l'accès au financement. Pourtant ils ont été drastiquement réduits (S7). Un dernier et très actuel exemple de soutien que l'Etat peut avoir à destination des classes moyennes est celui du Fonds de Garantie des Crédits (KGF) réactivé en 2016. Le KGF se porte garant pour les PME et les autres entreprises qui ne peuvent pas souscrire un crédit du fait de l'absence de garantie suffisante. En fait, ce système a été institué en 1993, pour n'être que partiellement activé qu'après la crise de 2008. Mais sa véritable montée en puissance ne s'est produite qu'après la décision du Conseil des Ministres du 28 février 2015. Le KGF est un instrument pensé pour réduire les effets de la probable récession sévère de l'économie turque liée à l'aggravation de la crise mondiale. Mais à côté de cette raison macro-économique, cet instrument a été utilisé dans le contexte des élections législatives de 2015 et du référendum de 2017 pour apporter un soutien aux électeurs d'une large classe moyenne affectés par la récession économique (S3, S7).

Conclusion sur les apports qualitatifs des entretiens auprès des institutions. Toutes les personnes avec lesquelles nous avons eu un entretien s'accordent pour dire qu'il y a bien eu un élargissement des classes moyennes ces vingt dernières années. Il semble que plus que les tendances économiques générales ce soit le rôle de protecteur et de soutien de l'Etat qui ait été déterminant dans ce processus. Cependant, en raison de la faiblesse de la propension et de la capacité à épargner des classes moyennes, comme en raison du fait que leur développement soit principalement fondé sur la consommation, plusieurs interlocuteurs émettent de sérieux doutes quant à la durabilité de la situation. Presque chacun d'entre eux a évoqué cette fragilité/vulnérabilité due au fort endettement des classes moyennes. Mais pour les interviewés préférant aborder la question par l'angle des aspirations des classes moyennes, la croyance en une durabilité de cette classe et en l'impossibilité d'un retour en arrière est clairement affirmée. Ce qui n'exclut pas la perspective d'une crise sociale et politique alimentée par l'insatisfaction des classes moyennes, dans le cas d'une récession économique qui affecterait le fonctionnement de la dette.

L'importance du mimétisme dans la formation de l'univers des aspirations des classes moyennes a aussi été largement soulignée. Même sans mesurer la mobilité sociale de façon objective, il est clair que, pour les « nouvelles » classes moyennes vivant dans un monde très différent de celui de leurs parents, la norme dominante semble être d'imiter les classes supérieures pour ce qui est des pratiques de consommation. En outre, parmi les particularités des classes moyennes turques mises en avant dans les entretiens, on retiendra la consommation ostentatoire, la réceptivité à la technologie et aux nouveautés, l'endettement élevé et l'épargne réduite. Et en ce qui concerne les différenciations internes aux classes moyennes, les interviewés – qui n'étaient pas tous d'accord sur l'importance de ces clivages – ont attiré notre attention sur le fait qu'il s'agissait plus de différences d'ordre culturel que de différences socio-économiques. Alors que certains ont évoqué la segmentation séculaires-conservateurs, d'autres ont insisté sur le fait que cette différence de vision du monde ne signifiait pas une différence dans les pratiques de consommation. Notons à cet égard que les questions de l'opposition Istanbul/Province, de l'opposition nouvelle classe moyenne/ancienne classe moyenne, de l'opposition entre classes moyennes globalisées et autres – toutes très présentes dans la littérature en sciences sociales – n'ont pas été du tout centrales dans les entretiens effectués. En ce qui concerne les chapitres « Attentes et exigences des classes moyennes » il a été noté qu'il ne semblait pas exister d'attentes spécifiques de celles-ci vis-à-vis des institutions. N'était-ce des attentes du type bas prix, accès à des crédits avantageux, mensualisation, service après-vente... Pour finir, tous nos interlocuteurs ont rappelé le rôle clé de l'Etat dans l'extension et la stabilisation des classes moyennes en Turquie.

Enfin, pour des raisons qui ne dépendent pas de nous, ce rapport présente des lacunes compte tenu de l'impossibilité d'avoir des rendez-vous officiels dans des institutions publiques : évidemment il eût été nécessaire de procéder à des entretiens dans les ministères de l'éducation, de la santé, de l'urbanisme et des finances. Malheureusement, dans le climat de soupçon et de méfiance qui règne actuellement il n'a pas été possible de collecter toutes les données et avis pourtant nécessaires à un tableau plus complet.

IV. Conclusion : quelques points saillants

En somme, et après ce tour d'horizon de l'essor des classes moyennes et de l'impact de celui-ci sur les politiques publiques de l'Etat turc, nous pouvons distinguer les points essentiels suivants :

- Le rôle de l'Etat dans la formation et la transformation des classes moyennes en Turquie semble déterminant. Cela vaut pour les années 1920, comme pour les années 1950 ou pour la période post-1980. Pour le Parti de la Justice et du Développement au pouvoir depuis 2002, le souci de l'enrichissement et de l'intégration de groupes sociaux qu'il considère comme ayant été (à tort) marginalisés par les pouvoirs antérieurs est à la base de ce rôle.

- Les débats les plus vifs de la littérature scientifique relative aux classes moyennes concernent la question de leur élargissement ou, à l'inverse, celle de l'élargissement du prolétariat/précariat. Une façon de s'inscrire dans ce débat est de rappeler qu'au sein des classes moyennes, le segment constitué par des personnes éduquées mais sans statut stable ni garanti – comme les enseignants qui travaillent à l'heure – prend une importance croissante.
- Par extension, la classe moyenne turque actuelle semble plus à même d'être caractérisée comme un flux de ménages « extraits » de la pauvreté depuis la fin des années 1990 au rythme de la croissance du secteur manufacturier axé sur les exportations. Le pouvoir politique récent a par ailleurs soutenu l'émergence de cette « nouvelle » classe moyenne par des politiques de sortie de la pauvreté, mais n'a pas opéré de politiques explicitement dédiées au maintien et à la pérennisation d'un stock de ménages assimilables aux classes moyennes.
- La Turquie se caractérise ainsi par une structure duale de ses classes moyennes, avec d'un côté un segment provenant de la petite bourgeoisie, constitué de personnes qualifiées, de membres des professions intellectuelles – toutes dotées d'un capital éducatif important –, et de l'autre de petits commerçants, d'artisans, d'employés et d'agriculteurs. C'est le premier segment qui a joué le rôle le plus actif dans la production et la diffusion de l'idéologie de la classe moyenne.
- Politiquement et numériquement parlant, le second segment est devenu le plus important de la classe moyenne turque ; il est largement constitué de personnes de droite, conservatrices et religieuses, commerçants ou professionnels ayant été promus grâce à l'éducation. Par ailleurs, c'est ce segment qui s'est le plus développé hors d'Istanbul.
- Un des fondements les plus nets de la différenciation interne aux classes moyennes est le niveau d'études du père et de la mère. De ce point de vue, la distinction urbain/rural n'a pas grand sens puisque l'accès à l'éducation supérieure sur plusieurs générations n'a vraiment été garanti que dans les trois plus grandes agglomérations du pays.
- Comme dans d'autres pays, l'émergence d'une classe moyenne en Turquie s'accompagne d'un désengagement non négligeable de l'Etat qui facilite l'offre de marché à destination des classes moyennes et incite à la marchandisation de la demande des classes moyennes, en matière d'éducation par exemple.
- Les politiques de santé et d'éducation de l'AKP, dirigées contre un segment privilégié des classes moyennes, ont été très bien reçues du fait de leurs visées apparemment « égalisatrices ». Ces politiques ont puissamment contribué aux succès électoraux répétés de l'AKP. Tout est en effet mis en œuvre par le pouvoir pour capter les voix des classes moyennes émergentes : offre de logements abordables et réservés, accès à la santé, éducation privée soutenue publiquement, etc.

- De manière globale, les classes moyennes turques apparaissent toutefois assez fragiles et vulnérables. « Contraintes » d'afficher leur appartenance à la classe moyenne par certaines formes de consommation ostentatoire, elles sont bien souvent identifiées comme les « classes endettées » ou comme les « classes moyennes à crédit ». On peut ainsi considérer qu'elles sont plus nettement positionnées au stade de l'acquisition (« mentalité de consommateurs ») qu'au stade de la conservation qui caractérise les classes moyennes plus établies dans le temps.

Bibliographie

Asian Development Bank (2010). The rise of Asia's middle class, in ADB (ed.), *Key indicators for Asia and the Pacific 2010*, Metro Manila (Philippines), Asian Development Bank, pp 1-57

Ahmad, F. (2009). İttihatçılıktan Kemalizme. İstanbul: Kaynak

Akcan, H. et Coşkun, M. (2015). What Does the Middle Class Serve? The Middle-Class Discourse in Turkey. *HEMISPHERES*, 30(1), pp 5-22

Akel, G., Elveren, A. et Örnek, I. (2012). "Internationalisation, growth and pay inequality: a cointegration analysis for Turkey, 1970–2007", *International Review of Applied Economics*, 26 (5), pp 579-595

Ansal, H., Küçükçifçi, S., Onaran, Ö., et Orbay, B. Z. (2000). Türkiye Emek Piyasasının Yapısı ve İşsizlik. İstanbul: Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı. Boratav, K., Asian Development Bank, ADB Annual Report 2010

Atalay-Güneş N., Tekgüç H. (2016). "Türkiye'de Refah Devletinin Dönüşümü: Yeniden Dağıtım ve Sınıfların Değişimi" Sunar, L. (2016) Türkiye'de toplumsal tabakalaşma ve eşitsizlik içinde, (Ed.) L. Sunar, Matbu Kitap, İstanbul, pp 115-138

Atlı, M. (2014). Kürt Orta Sınıfların Mekânsal Teşekkülü: Diyarbakır Diclekent'in Dönüşümü Örneği: Orta okuldan terklerin orta sınıf çocukları. *Birikim*, 306, pp 83-87

Ayata, S. (1989). Toplumsal Çevre Olarak Gecekondu ve Apartman. *Toplum ve Bilim*, 46-47, 101-127

Ayata, S. (2002). The Middle Class and the Joys of Suburbia. Deniz Kandiyoti et Ayşe Saktanber (Ed.), *Fragments of Culture: The Everyday of Modern Turkey* içinde (pp 25-42), Londra: IB Tauris

Aydın, S. (2012). İstanbul'da Orta Sınıf ve Kapalı Siteler. *İdealkent*, 6, pp 8-37

Balaban, O. (2007). Bir Konut Finansman Aracı Olarak Mortgage Sisteminin Türkiye'de Olası Etkileri Üzerine. Ayşegül Mengi (Ed.) *Kent ve Planlama: Geçmiş Korumak, Geleceği Tasarlamak* Üzerine içinde (pp 237-259). İstanbul: İmge

Bali, R. (2002). Tarz-ı Hayat'tan Life Style'a: Yeni Seçkinler, Yeni Mekânlar, Yeni Yaşamlar. İstanbul: İletişim

Balkan, E. et Öncü, A (2014). İslami Orta Sınıfın Yeniden Üretimi. Ahmet Öncü, Erol Balkan et Neşecan Balkan (Ed.), *Neoliberalizm, İslamcı Sermayenin Yükselişi ve Akp içinde* (pp 251-291). İstanbul: Yordam

Banerjee, A. et Duflo, E. (2008). What is middle class about the middle classes around the world?, *Journal of Economic Perspectives*, 22(2), pp 3-28

Bartu-Candan, A., et Kolluoğlu, B. (2008). Emerging spaces of neoliberalism: A gated town and a public housing project in Istanbul. *New Perspectives on Turkey*, 39, pp 5-46

Başlevent, C. et Acar, A. (2015). "Recent Trends in Informal Employment in Turkey", *Yıldız Social Science Review*, Cilt 1, Sayı 1, pp 77-88

- Bilici, M. (2000). Caprice Hotel: Transforming Islam on the Aegean Coast. ISIM Newsletter, 6(1), 30
- Birdsall N. (2010). The (indispensable) middle class in developing countries, in R. Kanbur, M. Spence (eds.), *Equity and growth in a globalizing world*, Washington DC, World Bank, pp 157-187
- Bonnefond, C., Clément, M. et Combarrous, F. (2015). “In search of the elusive Chinese urban middle class(es): An innovative empirical investigation”, *Post-communist economies*, 27 :1, pp 41-59
- Bora, A., Bora, T., Erdoğan, N., Üstün, İ. (2011). Boşuna mı Okuduk? : Türkiye'de beyaz yakalı işsizliği. İstanbul: İletişim.
- Boran, B. (1945). Toplumsal Yapı Araştırmaları: İki köy çeşidinin mukayeseli tetkiki. TTK Yay. Ankara
- Boratav, K. (2005). Türkiye İktisat Tarihi, 1908-2002. Ankara:İmge
- Boratav, K., Türel, O., et Yentürk, N. (1996). “Adjustment, distribution and accumulation”. Research Paper prepared for UNCTAD, Geneva
- Çarkoğlu, A. et Kalaycıoğlu, E. (2007). Turkish democracy today: Elections, Protest and Stability in an Islamic Society. London: I.B, Tauris
- Çavdar, A. (2013). Orta Sınıfın Evi. Ayşe Çavdar et Pelin Tan (Ed.), İstanbul: Müstesna Şehrin İstisna Hali içinde (pp 149-164). İstanbul: Sel Yayıncılık
- Danış, D. (2001). İstanbul'da Uydu Yerleşmelerin Yaygınlaşması. Firdevs Gümüsoğlu (Ed.), 21. Yüzyıl Karşısında Kent ve İnsan içinde (pp 73-84). İstanbul: Bağlam Yayınları
- Dovis M., Kocoglu Y. (2009). “Marché du travail, capital humain et performances économiques dans le bassin méditerranéen”, dans Ph. Gilles et S. Mouley (eds.), *Attractivité, Compétitivité et Financement de la croissance en Tunisie. Nouveaux enjeux, Nouveaux débats*, Tunis, Publications de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne
- Durakbaşı, A. (2010). Taşra burjuvazisinin Toplumsal Kökenleri. *Toplum ve Bilim*, 115, pp 6-39
- Easterly, W. (2001). “The middle class consensus and economic development”, *Journal of economic growth*, 6(4), pp 317-335
- Elfick, J. (2011), “Class Formation and Consumption among Middle-Class Professionals in Shenzhen”, *Journal of Current Chinese Affairs*, 40 (1), pp 187-211
- Etiler, N. (2015). Neoliberal Politikalar ve Sağlık Emekgücü Üzerindeki Etkileri. Mesleki Sağlık ve Güvenlik Dergisi, pp 2-11
- Geniş, Ş. (2009). İstanbul'da Güvenlikli Siteler. *Toplum ve Bilim*, 116, pp 121-157
- Gevgili, A. (1973). Türkiye'de kapitalizmin gelişmesi ve sosyal sınıflar. 2. Baskı 1989, Bağlam Yay. İstanbul
- Gökıksel, B. et Secor, A. (2010). Islamic-ness in the life of a commodity: veiling-fashion in Turkey. *Transactions of The Institute Of British Geographers*, 35(3), pp 313-333

- Goux, D., et Maurin, É. (2012). Les nouvelles classes moyennes. Seuil, La République des idées
- Gürbilek, N. (1999). Kötü Çocuk Türk. İstanbul: Metis
- Gürçan, E.C. et Peker, E. (2015). “A class analytic approach to the Gezi Park events: Challenging the 'middle class' myth”, *Capital et Class*, 39(2), pp 321-343
- Gürsel, S., Yusuf Kocoglu, Y. et Verez, J.C. (2011). Introduction - Croissance, emploi et inégalités en Turquie, *La Turquie : croissance et inégalités*, Région et développement, n° 34
- Güvenç, M. et Işık, O. (1996). İstanbul’u Okumak: Statü-Konut Mülkiyet Farklılaşmasına İlişkin Bir Çözümleme Denemesi. Toplum ve Bilim, 71, pp 6-58
- Hoşgör, E. (2014). İslami Sermaye. Ahmet Öncü, Erol Balkan et Neşecan Balkan (Ed.), *Neoliberalizm, İslamcı Sermayenin Yükselişi ve Akp* içinde (pp 215-251). İstanbul: Yordam
- İĞİAD (2015). «Asgari ücretin hesaplanması : Türkiye için bir model », İstanbul
- İnal, K. (2012). The Educational Politics of the AKP: The Collapse of Public Education in Turkey. Güliz Akkaymak et Kemal İnal (Ed.), *Neoliberal transformation of education in Turkey: political and ideological analysis of educational reforms in the age of AKP* içinde (pp 17-30). New York: Palgrave Macmillan
- İnal, K. (2015). Piyasa Muhafazakarlığının Elinde Araçsallaşan Eğitim. Aziz Çelik et Meryem Polat (Ed.), *Himmet, Fıtrat, Piyasa: AKP Döneminde Sosyal Politika* (pp 55-77). İstanbul: İletişim
- Jenkins, S. et Şeker S. (2015). “Poverty trends in Turkey”, *The Journal of Economic Inequality*, September, Volume 13, Issue 3, pp 401–424
- Kaygalak, S. (2008). Kapitalizmin Taşrası: 16. Yüzyıldan 19. Yüzyıla Bursa'da Toplumsal Süreçler ve Mekânsal Değişim. İstanbul: İletişim
- Kalaycıoğlu, E. (1994). Elections and Party Preferences in Turkey: Changes and Continuities in the 1990s. *Comparative Political Studies*, 27(3), pp 402-424
- Kalaycıoğlu, S., Kardam, F., Tüzün, S. et Ulusoy, M. (1998). “Türkiye için bir sosyoekonomik statü ölçütü geliştirme yönünde yaklaşım ve denemeler”, *Toplum ve Hekim*, 13(2), pp 126-137
- Karademir-Hazır, I. (2014). How bodies are classed: An analysis of clothing and bodily tastes in Turkey. *Poetics*, 44, pp 1-21
- Karagöl, E. T. (2014). Yeni Türkiye'de Orta Sınıf ve Erdoğan. <http://www.yenisafak.com/hayat/yeni-turkiyede-orta-sinif-ve-erdogan-671050>
- Karpat, K. (2002). “Studies on Ottoman Social and Political History: Selected Articles and Essays”, *Social, economic and political studies of the Middle East and Asia / Social, economic, and political studies of the Middle East*, vol. 81, Leiden, Boston, Köln : Brill
- Kılıçbay, B. et Binark, M. (2002). Consumer Culture, Islam and the Politics of Lifestyle: Fashion for Veiling in Contemporary Turkey. *European Journal of Communication*, 17(4), pp 495-511
- Kıray, M. (1999). Toplumsal Yapı, Toplumsal Değişme. Bağlam Yay. İstanbul

- Keyder, Ç. (1989). Türkiye’de Devlet ve Sınıflar. İstanbul: İletişim
- Keyder, Ç. (1999). Enformel konut piyasasından küresel konut piyasasına. Çağlar Keyder (Ed.), İstanbul: Küresel ile Yerel Arasında içinde (pp 171-191). İstanbul: Metis
- Keyder, Ç. (2007). Giriş. Çağlar Keyder, Nazan Üstündağ, Tuba Ağartan, Çağrı Yoltar (Ed.), Avrupa ve Türkiye’de Sağlık Politikaları: reformlar, sorunlar, tartışmalar içinde (pp 15-37). İstanbul: İletişim
- Keyder, Ç. (2013). Yeni Orta Sınıf. <http://bilimakademisi.org/wp-content/uploads/2013/09/Yeni-Orta-Sinif.pdf>
- Keyman, F (2012). Türkiye’nin Geleceğini Yeni Orta Sınıf Belirleyecek. *Görüş*, 76, pp 22-28
- Kızılırmak A. B. (2003). “Explaining Wage Inequality: Evidence from Turkey”, Ankara University Faculty of Political Science Research Center for Development et Society Working Paper Series, No. 57
- Konda (2014). 30 Mart Yerel Seçimler Sonrası Sandık ve Seçmen Analizi. http://www.konda.com.tr/tr/raporlar/KONDA_30Mart2014_YerelSecimAnalizi.pdf
- Konuşlu, F. (2013). Emek Süreci Analizinden Sınıf Tartışmasına Bir Yol Denemesi: Türkiye Özel Televizyon Dizilerinin Üretim ve Emek Sürecinde Sınıfsal İlişkiler. *Praksis*, 2(32), 165-189
- Köse, A. et Bahçe, S. (2012). “Yoksulluk” Yazınının Yoksulluğu: Toplumsal Sınıflarla Düşünmek, *Praksis*, 19, pp 385-419
- Kozanoğlu, C. (1992). Cilalı imaj devri: 1980’lerden 90’lara Türkiye starları. İstanbul: İletişim
- Kurul, N. (2012). Turkey under AKP Rule: Neoliberal Interventions Into the Public Budget and Educational Finance. Güliz Akkaymak et Kemal İnal (Ed.), Neoliberal transformation of education in Turkey: political and ideological analysis of educational reforms in the age of AKP içinde (pp 83-94). New York: Palgrave Macmillan
- Lipset, S. (1959). Some social prerequisites of democracy: Political development and political legitimacy, *American Political Science Review*, 53(1), pp 69-105
- Loayza, N., Rigolini, J., Llorente, G. (2012). “Do middle classes bring institutional reforms?”, *Economics Letters*, 116(3): pp 440-444
- Mardin, Ş. (1967). “Historical Determinants of Stratification: School Class and Class Consciousness in Turkey”, *Siyasal Bilgiler Akademisi Dergisi*, 22, pp 111-142
- Matsuyama, K. (2002). “The rise of mass consumption societies”, *Journal of Political Economy*, 110(5): pp-1035-1070
- Milli Eğitim Bakanlığı (2008). Milli Eğitim İstatistikleri: Örgün Eğitim 2007-2008. http://sgb.meb.gov.tr/meb_iys_dosyalar/2012_12/06020810_meb_istatistikleri_organ_egitim_2007_2008.pdf
- Milli Eğitim Bakanlığı (2015). Milli Eğitim İstatistikleri: Örgün Eğitim 2014-2015

Milli Eğitim Bakanlığı (2016). Milli Eğitim İstatistikleri: Örgün Eğitim 2015-2016. http://sgb.meb.gov.tr/meb_iys_dosyalar/2016_03/18024009_meb_istatistikleri_orgun_egitim_2015_2016.pdf

Navaro-Yashin, Y. (2002). Faces of the state: Secularism and Public Life in Turkey. Princeton, N.J.: Princeton University Press

Öncü, A. (1988). The politics of the urban land market in Turkey: 1950-1980. *International Journal of Urban and Regional Research*, 12(1), pp 38-64

Öncü, A. (1999). İstanbullular ve Ötekiler: Küreselcilik Çağında Orta Sınıf Olmanın Kültürel Kozmolojisi. Çağlar Keyder (Ed.), İstanbul: Küresel ile Yerel Arasında içinde (pp 117-144). İstanbul: Metis

Öztürk, Ö. (2014). Türkiye’de İslamcı Büyük Burjuvazi. Ahmet Öncü, Erol Balkan et Neşecan Balkan (Ed.), *Neoliberalizm, İslamcı Sermayenin Yükselişi ve Akp* içinde (pp 181-215). İstanbul: Yordam

Öztürk, O. (2015). Sağlıkta Neoliberal Dönüşüm ve Hak Kayıpları. Aziz Çelik et Meryem Polat (Ed.), *Himmet, Fıtrat, Piyasa: AKP Döneminde Sosyal Politika* (pp 77-97). İstanbul: İletişim

Pérouse, J.F. (2002). Istanbul cernée par les cités privées. *Urbanisme*, 324, pp 26-31

Pérouse, J.F. (2004a). Les tribulations du terme gecekondu (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique. *European Journal of Turkish Studies*, (1)

Pérouse, J.F. (2004b). Les «cités sécurisées» des territoires périphériques de l'arrondissement d'Eyüp (Istanbul) ou les mirages de la distinction. *L'information géographique*, 68(2), pp 139-154

Pérouse, J.F., Daniş, D. (2005). Zenginliğin Mekânda Yeni Yansımaları: İstanbul’da Güvenlikli Siteler. *Toplum ve Bilim*, 104, pp 92-123

Pérouse J.-F. (2014). L'Etat sans le Public. Quelques conjectures à propos de l'Administration du Logement Collectif (TOKİ). Marc Aymes, Benjamin Gourisse et Elise Massicard (Ed.), *L'art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours* (pp 173-194). Paris: Karthala

Pérouse, J.-F. (2015). « Les enjeux de l'éducation depuis l'avènement de l'AKP au pouvoir », *Revue des deux mondes*, avril 2015, Dossier – “La Turquie face à ses tabous”, pp 64-74

Rankin, B., Ergin, M., et Gökşen, F. (2013). A Cultural Map of Turkey. *Cultural Sociology*, 8(2), pp 159-179

Rougier, E. et Combarnous, F. (eds) (2017). « The Diversity of Emerging Capitalisms in Developing Countries – Globalization, Institutional Convergence and Experimentation », Palgrave McMillan

Rutz, H. J., et Balkan, E. M. (2009). Reproducing class: Education, neoliberalism, and the rise of the new middle class in Istanbul. Berghahn Books

Santis, R. A. (2001). “The 1990 trade liberalisation policy of Turkey: An applied general equilibrium assessment”. *International Economic Journal*, 15(2), pp 115-132

Saraçoğlu, C. (2014, Ocak 29). Cenk Saraçoğlu yazdı: Gezi Direnişi ve müzmin orta sınıf sorunu. Habersol. <http://haber.sol.org.tr/bilim-teknoloji/cenk-saracoglu-yazdi-gezi-direnisi-ve-muzmin-orta-sinif-sorunu-haberi-86805>

Savran, S. (2014). İslamcılık, AKP, Burjuvazinin İç Savaşı. Ahmet Öncü, Erol Balkan et Neşecan Balkan (Ed.), *Neoliberalizm, İslamcı Sermayenin Yükselişi ve Akp* içinde (pp 53-143). İstanbul: Yordam

Şentürk, Y. (2013). İstanbul'da şirketler dünyasının profesyonelleri. *Toplum ve Bilim*, 126, pp 64-97

Şimşek, A. (2005). Yeni Orta Sınıf. İstanbul: Leman

Sunar, L. (2016). “Türkiye’de toplumsal tabakalaşma ve eşitsizliği tartışmak” Türkiye’de toplumsal tabakalaşma ve eşitsizlik içinde, (Ed.) L. Sunar, Matbu Kitap, İstanbul

Thurow, L. (1987). “A Surge in Inequality”, *Scientific American*, 256(5), pp 30-37

TÜİK (2016). Aile Yapısı Araştırması

Türkiye Bankalar Birliği (2015). Tüketici Kredileri ve Konut Kredileri Konsolide Raporu

TÜSİAD (2014). « Türkiye’de bireysel gelir dağılımı eşitsizlikleri, fonksiyonel gelir kaynakları ve bölgesel eşitsizlikler », Haziran 2014, yayın no TUSAİD-T/2014-06/554

Ünüvar, K. (2010). Siyasetin Üzerindeki Hayalet: Orta Sınıflar. *Birikim*, 260, pp 14-25

Üstündağ, N et Yoltar, Ç. (2007). Türkiye’de Sağlık Sisteminin Dönüşümü: Bir Devlet Etnografisi. Çağlar Keyder, Nazan Üstündağ, Tuba Ağartan et Çağrı Yoltar (Ed.), Avrupa ve Türkiye’de Sağlık Politikaları: reformlar, sorunlar, tartışmalar içinde (pp 55-95). İstanbul: İletişim

Üstüner, T. et Holt, D. (2010). Toward a Theory of Status Consumption in Less Industrialized Countries: Table 1. *Journal of Consumer Research*, 37(1), pp 37-56

White, J. (1999). Islamic Chic. Ç. Keyder (Ed.), İstanbul Between the Global and the Local içinde (pp 77-91). Lanham, Md.: Rowman et Littlefield

Yılmaz, H. (2007). Türkiye’de Orta Sınıfı Tanımlamak: Ekonomik Düzeyler, Siyasal Tutumlar, Hayat Tarzları, Dinsel-Ahlaki Yönelimler. Boğaziçi Üniversitesi Bilimsel Araştırma Projeleri ve Açık Toplum Enstitüsü

Yörük, E. (2014). Geziye Kimler Katıldı: Orta Sınıflar, İşçiler, Türkler ve Kürtler Hakkında Bazı Somut Bilgiler ve Saptamalar. t24. <http://t24.com.tr/yazarlar/erdem-yoruk/geziye-kimler-katildi-orta-siniflar-isciler-turkler-ve-kurtler-hakkinda-bazi-somut-bilgiler-ve-saptamalar,8391>

Yörük, E. et Yüksel, M. (2015). ”Gezi eylemlerinin toplumsal dinamikleri”, *Toplum ve Bilim*, 133, pp 132-165

Yuna, M.L. (2013). 21. yüzyıl İstanbul’unda bir kadınlık hali: Bir sembol olarak tango. *Toplum ve Bilim*, 126, pp 162-191.

Yüksel, M. (2016). Türkiye'de Toplumsal Tabakalaşma ve Spor. Lütü Sunar (Ed.), Türkiye'de Toplumsal Tabakalaşma ve Eşitsizlik içinde (pp 417-443). İstanbul: Matbu.

Zürcher, E. J. (1993). Modernleşen Türkiye'nin tarihi. İstanbul: İletişim

Dernières parutions de la collection *Papiers de Recherche de l'AFD*

Les *Papiers de Recherche* de l'AFD sont disponibles sur : <https://www.afd.fr/fr/ressources>

- # 2018-80 BOBBA KOUADIO, A.O., F.-J. AZOH, M.-L. BONNEL, S. MAÏGA et J. N'DRI (2018), "Les collèges de proximité en Côte d'Ivoire au prisme de l'approche par les capacités", *Papiers de Recherche AFD*, n° 2018-80, Septembre.
- # 2018-81 RANZATO, M., MORETTO, L. (2018), "Servicios de suministro de agua y energía y de tratamiento de residuos: Desarrollo de los comunes urbanos en el Sur Global mediante la coproducción de servicios", *Papiers de Recherche AFD*, n° 2018-81, Octobre.
- # 2018-82 CAVE, J. (2018), "En busca de los comunes urbanos: La gestión conflictiva de los residuos en Brasil", *Papiers de Recherche AFD*, n° 2018-82, Octobre.
- # 2018-83 LEYRONAS, S., BAMBRIDGE, T. (2018), "Comunes y desarrollo: un enfoque renovado frente a los retos mundiales", *Papiers de Recherche AFD*, n° 2018-83, Octobre.
- # 2018-84 HAZAN, M., R. NOVELLA et C. ZANUSO (2018), "Aspirations, attentes et réalités de la jeunesse dans un Etat fragile : le cas haïtien", *Papiers de recherche AFD*, n° 2018-84, Novembre.
- # 2018-85 KUEPIE M. (2018), "Does family size hinder family living standards? Evidence from a quasi-experiment in Madagascar", *AFD Research Papers Series*, No. 2018-85, December.
- # 2019-86 CABRERA, J. E. (2018) "Les réseaux et la fragmentation urbaine : le cas des petis opérateurs des services d'eau à Cochabamba", *Papiers de Recherche AFD*, n° 2019-86, Décembre.
- # 2019-87 LEYRONAS, S. and N. LEGROUX (2019), "Commons: Towards a New Narrative on Development Policies and Practices?", *AFD Research Papers Series*, No. 2019-87, January.
- # 2019-88 NILSSON, B. (2019), "Education and migration: insights for policymakers", *AFD Research Papers Series*, No. 2019-88, January.
- # 2019-89 BERROU, J.-P., M. CLEMENT, F. COMBARNOUS, D. DARBON, Y.-A. FAURE et E. ROUGIER (2019), "L'essor des classes moyennes dans les pays en développement et émergents : une étude comparative des enjeux d'identification, de caractérisation et de politiques publiques. Brésil, Côte d'Ivoire, Turquie, Vietnam", *Papiers de recherche AFD*, n° 2019-89, Janvier.